

Université de Montréal

**Génération souverainiste? L'engagement des jeunes au sein du mouvement souverainiste
québécois : le cas du Parti québécois**

Par Simon-Pierre Coutu

Département de science politique
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de M. Sc. en science politique

Avril 2016

© Simon-Pierre Coutu, 2016

Résumé

Depuis la défaite du Oui au référendum de 1995, nous observons une perte de vitesse du mouvement souverainiste québécois. Cette dernière est d'abord perceptible d'un point de vue électoral où nous observons une baisse constante des appuis aux partis souverainistes, et ensuite relativement au fractionnement social et idéologique du mouvement souverainiste. Dans un tel contexte, nous nous attardons, dans le cadre de ce mémoire, à l'engagement des jeunes âgé-e-s de 20 à 26 ans au sein du Parti québécois (PQ). Ces personnes ont commencé à s'impliquer dans ce parti alors que le mouvement souverainiste était déjà caractérisé par une perte de vitesse et n'ont jamais connu les moments effervescent-s de celui-ci. Suite à seize entrevues semi-directives réalisées avec des militant-e-s du PQ, ce mémoire a pour but de comprendre les processus d'engagement de ces personnes. À l'aide d'une analyse sociologique des parcours d'engagement, nous démontrons d'abord que plusieurs types de parcours ont pu mener ces jeunes à s'engager au PQ. Ensuite, nous soulignons le fait que des éléments du passé, notamment par l'entremise des cours d'histoire et de la socialisation familiale, ont eu une plus grande importance que ceux d'actualité pour leur prise de conscience souverainiste. Nous montrons aussi que ces jeunes appartiennent à une génération politique pour laquelle les grands événements de l'histoire du mouvement souverainiste ne peuvent plus être considérés comme étant des moments critiques des parcours d'engagement. Nous démontrons finalement que l'analyse des orientations politiques des personnes permet de mieux comprendre les différences entre les différents processus d'engagement.

Mots-clés : engagement ; mouvement souverainiste ; Parti québécois ; mouvements sociaux ; politique québécoise

Abstract

Since the defeat of the Yes campaign in the 1995 referendum, the Quebec sovereignty movement has been in decline. We can demonstrate this by analyzing the electoral results of the different sovereignist parties as well as the social and ideological division of the sovereignty movement over the past 20 years. This thesis seeks to analyse the involvement of Parti québécois (PQ) members between the ages of 20 and 26. These members began their involvement while the movement was already in decline and therefore have not lived through the most significant events of the Quebec sovereignty movement. With 16 semi-structured interviews, this study seeks to understand the political commitment processes of these individuals. Through a sociological analysis of their experiences of involvement in politics, we demonstrate that different types of processes can lead a person to join the PQ. We then argue that elements from the past, such as history classes and family socialization, have greater influence on a person's awareness of the sovereignty issue than do current events. We proceed to establish that these individuals belong to a political generation for which the major events of the sovereignty movement cannot be considered as critical junctures in their political involvement. Finally, we demonstrate that the analysis of the individuals' political orientations can help us better understand the differences between the different political commitment processes.

Keywords: political commitment; Quebec sovereignty movement; Parti québécois; social movements; Quebec politics

Table des matières

Résumé	i
Abstract	ii
Liste des figures	v
Liste des tableaux	vi
Liste des abréviations	vii
Remerciements	viii
Introduction	1
Chapitre 1 : Un mouvement en perte de vitesse?	3
1.1 Historique du mouvement souverainiste contemporain	3
1.2 Les résultats électoraux depuis 1995	8
1.3 Fractionnement social du mouvement souverainiste	12
1.4 Les mouvements sociaux et le mouvement souverainiste au Québec	15
1.5 Tournant identitaire dans le mouvement souverainiste	21
1.6 L'engagement dans le mouvement souverainiste québécois	24
Chapitre 2 : Comment en vient-on à s'engager?	27
2.1 Approches théoriques pour expliquer l'engagement dans les mouvements sociaux ..	27
2.2 Travail de terrain et méthodologie	40
Chapitre 3 : S'engager au Parti québécois	44
3.1 Contexte socioculturel	46
3.2 Contexte relationnel	54
3.3 Intention de l'acteur	61
3.4 Synthèse	82
Chapitre 4 : Imaginer sa communauté politique	89
4.1 La gauche et la droite	90
4.2 Les différentes conceptions du projet souverainiste et de l'identité nationale	99

4.3 Construction des profils militants	116
Conclusion	121
Bibliographie	127
Figures	ix
Tableaux	xii
Annexes	xvi

Liste des figures

Figure 1 : Modèle de l'engagement différencié de Florence Passy

Figure 2 : Critique du modèle de l'engagement différencié de Florence Passy

Figure 3 : Construction de l'identité nationale chez les militant-e-s

Liste des tableaux

Tableau I : Présentation des militant-e-s rencontré-e-s

Tableau II : Portée explicative des éléments du cadre théorique

Tableau III : Caractéristiques des profils de militant-e-s

Liste des abréviations

ADQ : Action démocratique du Québec

ANEEQ : Association nationale des étudiants et des étudiantes du Québec

ASSÉ : Association pour une solidarité syndicale étudiante

BQ : Bloc québécois

CAPF : Comité d'action politique des femmes

CAQ : Coalition Avenir Québec

CEQ : Centrale de l'enseignement du Québec

CLASSE : Coalition large de l'ASSÉ

CNCF : Comité national de la condition féminine

CNJPQ : Comité national des jeunes du Parti québécois

FECQ : Fédération étudiante collégiale du Québec

FEUQ : Fédération étudiante universitaire du Québec

FFQ : Fédération des femmes du Québec

FLFQ : Front de libération des femmes du Québec

FLQ : Front de libération du Québec

NPD : Nouveau Parti démocratique

OMS : organisations de mouvements sociaux

ON : Option nationale

PLQ : Parti libéral du Québec

PQ : Parti québécois

QS : Québec solidaire

RFQ : Regroupement des femmes québécoises

RIN : Rassemblement pour l'indépendance nationale

UFP : Union des forces progressistes

ZLÉA : Zone de libre-échange des Amériques

Remerciements

J'aimerais remercier plusieurs personnes qui m'ont soutenu et aidé tout au long de la rédaction de ce mémoire.

J'aimerais tout d'abord remercier mes parents pour leur soutien et leurs encouragements tout au long de mes études, particulièrement dans les moments plus difficiles. Je n'y serais pas arrivé sans eux. Je leur serai infiniment redevable à cet égard et pour bien d'autres choses encore. Je vous aime.

Je tiens ensuite à remercier ma directrice, Pascale Dufour, pour avoir accepté de me superviser tout au long de ma maîtrise. Ses commentaires, ses conseils, ses encouragements et sa passion contagieuse ont été une grande source de motivation. Je désire aussi la remercier grandement de m'avoir fait confiance pour l'épauler alors qu'elle était directrice de la revue *Politique et Sociétés*. Cette expérience fut des plus enrichissantes.

J'aimerais également remercier mon ami et coloc Olivier pour les bières, les soupers, les discussions de cadre de porte et m'avoir entendu chialer pratiquement chaque jour. J'aimerais aussi le remercier pour les multiples relectures d'un mémoire portant sur un sujet par rapport auquel il avait bien peu d'intérêt. J'imagine que cela a pu être plutôt pénible par moment. Merci pour tout.

J'aimerais également remercier mes collègues et ami-e-s qui sont aussi dirigé-e-s par Pascale Dufour pour leurs commentaires sur les versions préliminaires de mes différents chapitres et qui m'ont aidé à progresser dans la rédaction de ce mémoire.

Je désire finalement remercier toutes les personnes qui ont gentiment accepté de me rencontrer dans le cadre de ce mémoire et qui l'ont rendu possible. Je remercie également toutes les personnes qui m'ont aidé dans ma recherche de participant-e-s.

GÉNÉRATION SOUVERAINISTE? L'ENGAGEMENT DES JEUNES AU SEIN DU MOUVEMENT SOUVERAINISTE QUÉBÉCOIS : LE CAS DU PARTI QUÉBÉCOIS

Depuis plus de 50 ans, le mouvement souverainiste occupe une place centrale dans les débats au Québec et au Canada. Avec le Parti québécois (PQ) à sa tête, il a mis sur pied deux référendums sur l'indépendance du Québec, un en 1980 et l'autre en 1995. Les deux ne furent toutefois pas gagnants et, à la suite de la seconde défaite en 1995, nous observons une stagnation du mouvement, voire une perte de vitesse.

Pourtant, des gens militent au sein de celui-ci, pour certains depuis de nombreuses années, pour d'autres, l'engagement est récent. Les remises en question du mouvement ces dernières années rendent l'engagement des nouvelles générations particulièrement intéressant. Effectivement, les jeunes de 18 à 25 ans n'étaient évidemment pas en âge de voter au dernier référendum, et leur rapport avec l'histoire du Québec et du mouvement souverainiste est plutôt récent, ce qui fait qu'ils n'ont pour la plupart pas eu conscience directement des événements importants liés à l'histoire de ce mouvement (Gagné et Langlois 2002, 47). De plus, nous constatons une baisse notable de l'appui à la souveraineté chez les jeunes francophones de 18 à 34 ans depuis 1995 ce qui fait en sorte que la cause ne semble pas s'être transmise à la nouvelle génération (Durand 2014, 12). Nous pouvons ainsi poser la question suivante : Suite à deux défaites référendaires et à une apparente perte de vitesse du mouvement souverainiste depuis 1995, pourquoi certains jeunes s'engagent-ils au sein de celui-ci? Nous cherchons donc à comprendre les dynamiques entourant leur parcours militant et nous visons, dans le cadre de ce mémoire, uniquement les jeunes au sein du PQ. Nous portons une attention particulière au passage à l'acte de ces militant-e-s.

Dans notre premier chapitre, nous allons tout d'abord décrire l'émergence du mouvement souverainiste québécois contemporain pour ensuite pouvoir circonscrire les raisons pour lesquelles nous pouvons dire que celui-ci est en perte de vitesse depuis 1995. Dans notre second chapitre, une revue de la littérature sur l'engagement va nous permettre d'établir un cadre théorique pour notre analyse. Aux fins de cette recherche, nous avons aussi réalisé des entrevues semi-directives avec de jeunes militant-e-s péquistes. Le fruit de ces entretiens est présenté dans notre troisième chapitre, où nous procédons à une analyse sociologique des processus d'engagement à l'aide du cadre théorique que nous avons établi. Celui-ci est inspiré du modèle

de l'engagement différencié développé par Florence Passy. Finalement, dans notre dernier chapitre, nous amenons une critique au modèle de Passy et venons analyser la dimension idéologique de l'engagement, ce qui vient compléter notre cadre théorique.

Chapitre 1 : Un mouvement en perte de vitesse?

Ce premier chapitre a pour objectif d'ancrer notre étude de l'engagement chez les jeunes dans le contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste depuis 1995. Avant d'aborder ce contexte, il est nécessaire de présenter un historique rapide du mouvement souverainiste contemporain, ce qui va ensuite nous mener à notre problématisation. De plus, nous définissons également ce que nous entendons lorsque nous parlons du mouvement souverainiste.

Nous allons voir que la perte de vitesse du mouvement souverainiste est perceptible sur trois points principalement, soit la perte d'appuis électoraux du PQ et du Bloc québécois (BQ), le fractionnement social de ce mouvement lié au clivage gauche/droite, ainsi que sa division du point de vue identitaire relativement à la montée d'un nationalisme néoconservateur. Ces facteurs vont participer à la fragilisation du mouvement souverainiste.

1.1 Historique du mouvement souverainiste contemporain

Bien que le PQ puisse être considéré comme étant la principale organisation du mouvement souverainiste, il est important de spécifier que parler du PQ n'équivaut pas à parler du mouvement souverainiste, et vice versa. En effet, la représentativité d'un groupe par rapport à une nation, par exemple, peut être problématique dans la mesure où le discours du groupe vient réifier la nation qu'il prétend représenter. Il peut ainsi prétendre représenter la nation comme entité homogène (Brubaker 2002, 172-173). Ensuite, plusieurs groupes peuvent prétendre représenter la nation en question et leur définition de celle-ci peut varier (Özkirimli 2010, 209-210). L'hétérogénéité du mouvement souverainiste et la pluralité des organisations le composant doivent donc être prises en compte. Nous verrons que la représentativité du groupe et la pluralité des visions sont des variables importantes pour l'analyse de la perte de vitesse du mouvement souverainiste. Nous définissons ainsi le mouvement souverainiste comme étant des « organisations et des individus partageant des cadres de référence communs (pratiques, valeurs, croyances et identité commune) étant unis autour de la défense d'une option politique particulière – la souveraineté du Québec, c'est-à-

dire l'indépendance politique du Québec du reste du Canada » (Dufour et Traisnel 2014, 256 *traduction libre*).

Le mouvement souverainiste contemporain s'est développé au début des années 1960. En effet, nous retrouvons des « discussions contemporaines sur l'"identité québécoise" [qui] naissent au tournant des années 1960 de la critique du nationalisme canadien-français et de l'émergence d'un nationalisme articulé autour de l'État québécois » (Saint-Louis 2014, 125). Il y a donc dans ces années une transition d'un nationalisme canadien-français vers un nationalisme québécois. De plus, à cette époque, le Québec se caractérise par ce que Michael Hechter appelle une division culturelle du travail : les anglophones occupent les positions d'autorités dans les industries alors que les francophones occupent les postes d'ouvriers. Une hiérarchisation du travail se crée selon la langue parlée et l'identité linguistique devient alors très importante (Hechter 2000, 101).

La montée du mouvement indépendantiste québécois s'appuie également sur une rhétorique de décolonisation : les Québécois francophones seraient dans une situation de subordination coloniale face à la population anglophone. L'anglais exercerait ainsi une domination économique et impériale et il apparaîtrait nécessaire de construire une culture de résistance francophone pour permettre l'émancipation nationale (Mills 2011, 165). Une réinterprétation des théories anticoloniales élaborées par des auteurs comme Frantz Fanon, Albert Memmi ou Jacques Berque va servir à comprendre la situation des Québécois francophones (Mills 2011, 17-44). Divers groupes s'appuient sur ce discours, notamment le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), groupe créé en 1960 et ensuite devenu parti politique voué à la lutte pour l'indépendance nationale (Mills 2011, 61).

Le RIN est toutefois dissout en 1968 pour être incorporé au PQ, parti politique issu de l'union au cours de cette même année du Mouvement souveraineté-association mené par René Lévesque et du Ralliement national dirigé par Gilles Grégoire (Sarra-Bournet 2012, 28-29). À partir de ce moment, nous observons une institutionnalisation du mouvement souverainiste québécois. Né d'un mouvement social (Gagné et Langlois 2002, 132) composé de plusieurs groupes différents, le PQ va devenir le vecteur principal du mouvement souverainiste jusqu'à aujourd'hui.

Le PQ prend le pouvoir pour la première fois lors des élections de 1976. Durant son premier mandat, celui-ci fait adopter plusieurs projets de loi qui vont avoir un impact considérable pour l'avenir du mouvement souverainiste et du Québec. C'est le cas, par exemple, de la Charte de la langue française, adoptée en 1977, qui « [transforma] de façon irréversible le paysage linguistique de Montréal » (Levine 1997, 187). En vertu de cette législation, la langue d'affichage, de travail et d'enseignement doit alors être principalement le français.

Le premier mandat du PQ culmine en 1980 par le référendum sur la souveraineté-association. Celui-ci avait pour but que le PQ obtienne un mandat pour aller négocier les termes de la souveraineté du Québec, assortie d'un partenariat économique avec le Canada, avec le gouvernement fédéral (McRoberts 1999, 213). Le camp du Non l'emporte finalement en obtenant 59,6 % des voix contre 40,4 % pour le camp du Oui. Durant la campagne référendaire, le premier ministre du Canada, Pierre Elliott Trudeau, promet qu'une victoire du camp du Non mènerait vers un renouvellement de la Constitution canadienne (McRoberts 1999, 216). Cette défaite a évidemment un fort effet de découragement sur les militants souverainistes (Balthazar 2013, 205). De plus, nous notons que cette défaite provoque plusieurs critiques au sein des organisations de mouvements sociaux. Certaines critiques, qui ont aussi pu être autoréflexives après les événements, visent, par exemple, les marxistes-léninistes, qui ont encouragé l'annulation du vote lors du référendum. Aussi, plusieurs déplorent l'abandon de la question nationale au milieu politique de la part des différents groupes sociaux (Boudreau 2015, 172-174).

Dans cette lignée, nous avons noté un autre événement qui a provoqué une certaine rupture d'un point de vue social pour le mouvement souverainiste. Effectivement, au début des années 1980, le Québec est affligé par sa plus grande crise économique depuis la Deuxième Guerre mondiale. Devant les conséquences sociales et économiques de celle-ci, notamment en matière de chômage, la question nationale en vient à prendre une place secondaire. Ainsi, dans un tel contexte, le gouvernement péquiste sabre l'appareil étatique québécois et impose des mesures d'austérité économique à ses fonctionnaires. Effectivement, en 1982, le gouvernement impose par décret les nouvelles conventions collectives dans les secteurs publics et parapublics, incluant notamment une fixation des salaires et des conditions de travail. Plusieurs grèves dans ces secteurs sont déclenchées et cet épisode culmine par l'adoption de la loi 111, loi spéciale

forçant la fin de la grève de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ). Si le PQ avait auparavant misé sur l'État québécois pour promouvoir l'affirmation nationale et favoriser l'émergence d'une bourgeoisie francophone, le rôle de l'État dans l'économie québécoise se réduit alors pour laisser une plus large place à l'entreprise privée. Le PQ se met ainsi à dos une partie de la population, c'est-à-dire les fonctionnaires, qui l'avaient appuyé fortement dans le passé, en coupant dans l'appareil d'État. (Levine 1997, 265 ; Rouillard 2004, 185 à 189, 197 à 199 ; Balthazar 2013, 214 à 216-219).

De retour au contexte constitutionnel canadien, le gouvernement dirigé par Trudeau rapatrie la Constitution canadienne en 1982. Cette nouvelle Constitution n'est cependant pas signée par le gouvernement du Québec. Cette dernière favorisait les droits linguistiques individuels au détriment de ceux collectifs, ce qui allait à l'encontre des revendications nationalistes du PQ (McRoberts 1999, 220). Ainsi, en niant le caractère collectif que peuvent revêtir les droits linguistiques, Trudeau venait marquer une opposition claire avec le mouvement souverainiste. Pour celui-ci, la société québécoise est vue comme ayant un dessein collectif et ce dernier est alors au centre du projet souverainiste (Taylor 1997, 83). Cela alimente une perte de vitesse du mouvement souverainiste à ce moment (Balthazar 2013, 207 à 209).

Trudeau quitte le pouvoir en 1984 et Brian Mulroney, chef du Parti progressiste-conservateur, prend alors le pouvoir. Selon Kenneth McRoberts, cette victoire « est en réalité attribuable aux électeurs québécois qui abandonnèrent massivement le Parti libéral au profit des conservateurs », ce qui serait lié à un « ressentiment encore très vif » à l'égard de Trudeau (1999, 242-243). Certains candidats conservateurs lors de cette élection avaient, par le fait même, appuyé le PQ et le camp du Oui lors du référendum de 1980 (Balthazar 2013, 220). De plus, lors de cette campagne électorale, Mulroney avait aussi mis de l'avant la volonté de « réparer les dommages de 1982 et d'obtenir l'adhésion du Québec à la Constitution » (McRoberts 1999, 257). Dans un tel contexte, René Lévesque se montre ouvert à la possibilité de signer la Constitution canadienne sous certaines conditions, ce qu'il nomme le « beau risque ». La mise de côté de l'option souverainiste par Lévesque provoque une levée de bouclier au PQ qui culmine par la démission de plusieurs de ses députés. À la suite de cela, Lévesque démissionne de son poste en 1985 (McRoberts 1999, 242). Pierre-Marc Johnson prend alors la tête du PQ et devient le nouveau premier ministre pour quelques mois, le Parti libéral du Québec

(PLQ) gagnant les élections provinciales de 1985. Sous la gouverne de Johnson, une politique d'affirmation nationale prend le pas sur le projet d'indépendance du Québec. Cette vision ne fait cependant pas l'unanimité dans le camp péquiste. Effectivement, des pressions de la part de son caucus parlementaire l'amènent à démissionner en 1987. Jacques Parizeau prend alors la relève à la tête du PQ et remet la souveraineté à l'avant-plan (Balthazar 2013, 221-228).

Dans les années qui suivent, plusieurs rondes de négociations constitutionnelles ayant pour but d'intégrer le Québec dans la Constitution ont lieu, mais elles échouent cependant toutes. C'est d'abord le cas avec l'Accord du lac Meech en 1987. La clause qui viendrait officialiser le fait que le Québec soit considéré comme une société distincte irrite de nombreux tenants de la vision trudeauiste du Canada, ce qui mène à l'échec de l'Accord en 1990 (McRoberts 1999, 268). Cette tension entre le Québec et le reste du Canada participe alors à une hausse de l'appui à la souveraineté, qui atteint 64 % en novembre 1990 (McRoberts 1999, 275). Une nouvelle ronde de négociation a ensuite lieu peu de temps après, ce qui mène à l'Accord de Charlottetown. Ce dernier est soumis à un référendum en 1992 et est rejeté par 56,7 % de la population québécoise (McRoberts 1999, 288). Ces événements vont être déterminants pour les années à suivre.

Dans la foulée de ces négociations, nous assistons à la création sur la scène fédérale du BQ en 1991, dont Lucien Bouchard est le premier chef. Ainsi, aux élections fédérales de 1993, ce parti va « fonder sa campagne sur l'incapacité des institutions politiques canadiennes à satisfaire aux revendications du Québec » (McRoberts 1999, 292). Dans un contexte où les relations entre le Québec et le reste du Canada sont plus que tendues, le BQ fait élire 54 députés sur une possibilité de 75 et forme l'opposition officielle à la Chambre des communes (Balthazar 2013, 250).

À la suite de ces événements, le PQ remporte les élections provinciales de 1994 avec la promesse de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec dans un délai d'un an (Balthazar 2013, 251). Cette consultation porte sur la souveraineté du Québec suite à une offre de partenariat économique et politique avec le Canada. Ainsi, le soir du référendum, le 30 octobre 1995, le résultat ne peut être plus serré, le camp du Non l'emportant avec 50,6 % des voix.

Ainsi, la présence constante du PQ dans le paysage politique québécois depuis les années 1960 et au sein du gouvernement pendant de nombreuses années a permis de relayer le message à la population et aux institutions québécoises comme quoi le gouvernement canadien ne représente pas la population québécoise. Après sa défaite lors des élections de 1984, le PQ devient alors le point de convergence pour les discussions relatives à la souveraineté et les années passées dans l'opposition à la suite de cela, soit jusqu'en 1994, ont démontré que ce parti pouvait perdurer suite au départ de René Lévesque. De plus, l'établissement d'un agenda référendaire, de stratégies pour l'accession à la souveraineté et d'un programme politique avec une visée souverainiste ont, depuis la création du PQ, passé par celui-ci (Dufour et Traisnel 2014, 259-260-264-270).

À la suite de la défaite référendaire de 1995, il est possible d'observer une perte de vitesse du mouvement souverainiste. Cela est d'abord perceptible à travers les résultats électoraux des principaux partis politiques souverainistes depuis 1995, où nous observons une diminution constante des appuis pour ces partis. L'analyse de ces résultats va maintenant nous permettre de mieux circonscrire notre problématique.

1.2 Les résultats électoraux depuis 1995

Après la démission de Jacques Parizeau après le référendum de 1995, Lucien Bouchard prend la relève à la tête du PQ. Malgré cette défaite, le PQ est réélu de façon majoritaire lors des élections de 1998. Toutefois, comme nous le verrons plus loin, les années où Lucien Bouchard est à la tête du PQ vont avoir un impact mitigé sur le mouvement souverainiste. Il s'en suit une défaite en 2003 aux mains du PLQ, qui va rester au pouvoir jusqu'en 2012. Ainsi, si le PQ avait récolté respectivement 44 % et 43 % des votes aux élections de 1994 et de 1998, son appui de la population chute à 33 % en 2003 (Bélanger et Nadeau 2009, 10). De plus, malgré le fait que le PQ avait obtenu la majorité au niveau du nombre de sièges en 1998, nous notons que le PLQ a reçu un plus grand nombre de votes (Directeur général des élections du Québec 2016).

Sous le règne des libéraux, nous observons des changements successifs à la chefferie du PQ. Bernard Landry, en poste depuis la démission de Lucien Bouchard en 2001, cède sa place à André Boisclair en 2005 et est remplacé par Pauline Marois en 2007. Cette période est tumultueuse pour le PQ et se solde en 2007 par une nouvelle défaite électorale qui le relègue au statut de seconde opposition au profit de l'Action démocratique du Québec (ADQ), une première depuis 1970. Le PQ récolte alors 28 % des voix (Bélanger et Nadeau 2009, 10). Le débat sur les accommodements raisonnables, qui survenait à la même époque, favorise l'ADQ, un parti nationaliste conservateur (Bélanger et Nadeau 2009, 81-83). De plus, ce parti défendait une position autonomiste, ce qui contrastait avec la position du PQ lors de cette élection, qui promettait de tenir un référendum sur la souveraineté « le plus tôt possible » dans un premier mandat (Bélanger et Nadeau 2009, 60). Or, cette position tranchée du PQ par rapport à la question nationale ne séduit pas l'électorat puisque seulement 24 % de la population appuyait cette mesure (Bélanger et Nadeau 2009, 81). De plus, selon Éric Bélanger et Richard Nadeau, le débat sur les accommodements raisonnables a eu pour effet, lors de cette élection, de remplacer le clivage fédéraliste/souverainiste par la question de la préservation de l'identité québécoise, ce qui avantagea l'ADQ (2009, 88).

Le séjour du PQ comme seconde opposition à l'Assemblée nationale est toutefois de courte durée. En effet, les suffrages du PQ remontent à 35 % lors de l'élection de 2008, redevenant ainsi l'opposition officielle face à un gouvernement libéral maintenant majoritaire (Bélanger et Nadeau 2009, 10). Selon Bélanger et Nadeau, le manque de compétence de l'équipe adéquate en matière économique, de santé et de défense de l'identité québécoise favorisa ce revirement (2009, 122). De plus, nous observons pour l'ADQ un repli partisan vers un noyau moins nationaliste et davantage à droite culturellement (Bélanger et Nadeau 2009, 128).

Au même moment, nous commençons aussi à observer sur la scène fédérale les prémises de la chute du BQ qui, à chaque élection jusqu'à celle de 2011, a fait élire une majorité de députés au Québec. Toutefois, le pourcentage d'appuis au BQ au Québec lors des élections est en constante baisse depuis 2004 (Gidengil, Nevitte, Blais, Everitt et Fournier 2012, 148). L'élection fédérale de 2011 a ainsi eu un effet catastrophique pour ce parti puisqu'il frôle la disparition en ne faisant élire que quatre députés. Le Nouveau Parti démocratique (NPD) sort

grand gagnant au Québec en faisant élire 59 députés (Fournier, Cutler, Soroka, Stolle et Bélanger 2013, 865).

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette défaite. D'abord, un fort mécontentement au Québec face aux politiques conservatrices du gouvernement de Stephen Harper aurait nourri un vote protestataire à son endroit (Lamoureux 2012, 211). Le clivage gauche/droite aurait alors prévalu sur celui opposant les souverainistes aux fédéralistes. Aussi, le programme néo-démocrate touchait des enjeux sociaux aussi défendus par le BQ et, alors qu'en 2008 ces derniers avaient été importants pour le vote bloquiste, ces enjeux profitèrent au NPD en 2011 (Gidengil et al. 2012, 149 ; Fournier et al. 2013, 888-892). Ensuite, l'accent mis par le BQ sur la souveraineté plutôt que sur la défense des intérêts du Québec, comme il le faisait habituellement, lui aurait nui. En effet, le NPD aurait attiré une grande partie de souverainistes « modérés » lors de ces élections. La dimension structurante de la question nationale qui prévalait habituellement a donc perdu de sa pertinence lors de ces élections (Fournier et al. 2013, 883-884). Les souverainistes qui ont, à ce moment, décidé d'appuyer le NPD auraient ainsi « choisi de mettre la question [de la souveraineté] de côté, pour appuyer un parti potentiellement capable de battre les conservateurs » (Noël 2014, 206). À la suite de cette défaite, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, démissionne et est remplacé successivement par Daniel Paillé en 2011 et ensuite par Mario Beaulieu en 2014. Sous la gouverne de ce dernier, deux députés démissionnent. Jean-François Fortin, un des députés démissionnaires, mentionne, notamment, que son départ est lié à la radicalisation et la folklorisation du parti par le nouveau chef (Radio-Canada 2014)¹.

À la suite des élections provinciales de 2012, le PQ se retrouve à la tête d'un gouvernement minoritaire. Cette élection a été le point culminant de la grève étudiante de cette même année et a été marquée par une forte insatisfaction de la population à l'égard du PLQ, à la tête du gouvernement depuis 2003 (Bastien, Bélanger et Gélinau 2013, 9). Malgré le fait que ce conflit ait fait l'objet d'une couverture médiatique hors du commun pendant près de huit mois, les questions soulevées au cours de celui-ci relatives à l'éducation n'ont finalement été qu'effleurées lors de la campagne électorale (Sanschagrin et Gagnon 2014, 275). Face à la

¹ Comme nous allons le voir dans notre troisième chapitre, nous avons réalisé des entretiens avec des militant-e-s péquistes entre le 20 janvier et le 12 juin 2015. Nous n'allons donc pas aborder les élections fédérales du 19 octobre 2015 puisqu'elles s'avèreraient être hors contexte dans le cadre de la réalisation de ce mémoire.

hausse de 1625 \$ des frais de scolarité universitaires défendue par le PLQ, le PQ promettait, s'il était élu, d'annuler cette hausse. Il va ensuite en défendre l'indexation lors de la campagne électorale (Simard 2013, 205 ; Sanschagrin et Gagnon 2014, 285). Néanmoins, du côté des étudiants s'opposant à cette hausse, leur choix électoral s'est davantage porté vers Québec solidaire (QS) et Option nationale (ON) que vers le PQ, celui-ci ayant gagné le vote d'étudiants étant autant contre que pour la hausse des frais de scolarité (Stolle, Pedersen, Harell et Dufour 2013, 277-278). De plus, si la question nationale influence toujours le choix électoral et permet de « démarquer les deux protagonistes traditionnels associés à ce débat, soit le PQ et le PLQ », l'élection de 2012 a « contribué à renforcer le clivage gauche-droite » (Nadeau et Bélanger 2013, 203). Selon Nadeau et Bélanger, le type de variable structurante pour les élections qu'a pu être la question nationale va jouer à l'avenir un rôle moindre pour le choix des électeurs et ceux-ci vont davantage être influencés par des enjeux à court terme et l'image des chefs (Nadeau et Bélanger 2013, 206).

Alors que la présence du PQ au gouvernement suite à l'élection de 2012 était plutôt fragile, l'élection d'avril 2014 marque une défaite historique pour ce parti, le PLQ faisant élire un gouvernement majoritaire avec 70 sièges. Effectivement, le PQ, avec 25,38 % d'appuis et 30 sièges à l'Assemblée nationale, enregistre son pire résultat électoral depuis 1970 (Fortier 2014 ; Directeur général des élections du Québec 2016). Le PQ récolte ainsi 200 000 voix de moins qu'en 2012 (Pelletier 2014, 198). Encore une fois, la question de l'identité québécoise, avec le projet de « Charte des valeurs québécoises », a été, à ce moment, au centre des débats publics. Bien qu'il soit trop tôt pour voir l'impact que cette défaite aura sur ce parti ou encore sur le mouvement souverainiste, il semble que la peur d'un référendum soudain brandi par le PLQ ait réussi à mobiliser les partisans libéraux. De plus, un certain virage à droite avec la Charte de la laïcité au PQ aurait provoqué une démobilisation chez les péquistes qui ne se reconnaissaient pas dans cette dernière (Noël 2014, 202 à 205). À la suite de cette défaite, Pauline Marois démissionne et une course à la chefferie s'en suit. Le 15 mai 2015, Pierre-Karl Péladeau est couronné comme nouveau chef du PQ.

Ces résultats électoraux montrent que les principaux partis politiques souverainistes ont connu de multiples difficultés depuis 1995 qui se traduisent par des résultats électoraux révélant une perte de vitesse du mouvement souverainiste. Les causes de celle-ci sont multiples. Comme

il est possible de le voir d'un point de vue électoral, le clivage gauche/droite ainsi que les débats identitaires tendent à prendre de plus en plus d'importance comparativement à la question nationale. Nous retrouvons cette même dynamique lorsque nous regardons le mouvement souverainiste. Nous allons d'abord voir que la saillance de l'opposition idéologique entre la gauche et la droite va mener à un fractionnement de celui-ci.

1.3 Fractionnement social du mouvement souverainiste

Tout d'abord, certains auteurs avancent que le PQ est responsable de la stagnation du mouvement souverainiste : « Un des grands problèmes du mouvement souverainiste, entendu comme mouvement social, tire sa source de l'exercice quotidien du pouvoir par le parti gouvernemental qui en est issu » (Gagné et Langlois 2002, 133). De fait, tout en demeurant au sein même de la fédération canadienne, les gouvernements péquistes ont réussi à régler plusieurs problèmes au fil des années en ce qui a trait à la protection de la langue et de la culture, à l'éducation et aux programmes sociaux ; la souveraineté a alors pris un caractère superflu pour plusieurs militants (Gagné et Langlois 2002, 134). De plus, après 1995, nous observons un changement dans le discours péquiste : le fait de démontrer les raisons pourquoi la souveraineté serait profitable au Québec, en faire la pédagogie, a laissé place à l'attente d'une conjoncture favorable. En effet, avec le gouvernement de Lucien Bouchard, un nouveau processus référendaire ne serait enclenché qu'en étant certain d'avoir les « conditions gagnantes » (Gagné et Langlois 2002, 138). Cette position, ainsi que la position économique du gouvernement péquiste à cette l'époque, pousse certains militants à délaisser le navire péquiste.

Dans un premier temps, nous notons un fractionnement du PQ en raison de motifs idéologiques. Dans un contexte de mondialisation à partir du début des années 1990, l'intégration économique et la participation au libre-échange sont perçues par le PQ comme étant des moyens d'accentuer l'indépendance économique du Québec face à l'État canadien. À la suite de la défaite au référendum de 1980, il y aurait ainsi eu au PQ un déplacement vers un nationalisme plus économique que politique. Ce discours va perdurer jusqu'au début des années 2000 (Dufour 2013, 188-189). Aussi, à la suite de la défaite de 1995, la mise de l'avant de mesures économiques à tendance néolibérales et de la lutte au « déficit zéro », notamment

par l'entremise de fortes compressions budgétaires, poussent des militants de gauche à délaisser le PQ. En 1996, certains forment alors le Rassemblement pour l'alternative progressiste, qui deviendra plus tard l'Union des forces progressistes (UFP). Ce parti, avec Option citoyenne, va former Québec solidaire en 2006 (Beaupré-Laforest 2008, 133 ; Béland et Lecours 2011, 47).

À ce propos, les politiques budgétaires mises en place par le PQ provoquent aussi un fractionnement de la coalition des Partenaires pour la souveraineté. Lors de la campagne référendaire de 1995, cette dernière regroupait divers groupes tels que des partis politiques, des syndicats ou encore des organismes communautaires qui étaient mobilisés pour le camp du Oui. À cet effet, nous notons que, si le PQ détenait le monopole de la question souverainiste en 1980 puisque « la forme hautement institutionnelle prise par la question nationale avait pour effet d'imposer une hégémonie de la classe politique sur cet enjeu » (Boudreau 2015, 194), il en fut tout autre lors du référendum de 1995. Effectivement, à partir de 1987, nous remarquons que les différents mouvements sociaux au Québec s'approprient la question nationale du fait, notamment, d'équipes de direction des organisations qui sont davantage nationalistes. Cela fait en sorte que le PQ ne détient plus le monopole sur la question nationale durant cette période (Boudreau 2015, 198-199).

Dans cette lignée, malgré le fait que le PQ épousait une position favorable au libre-échange, position contraire à celle défendue par les mouvements sociaux, la perspective d'un référendum prochain eu pour effet de « [limiter] la critique sociale du libre-échange » (Dufour, 2013, 226). Toutefois, après 1995, nous remarquons une hausse des tensions entre ces différents groupes et le PQ par rapport, non pas à la souveraineté, mais à des questions sociales. Avec le gouvernement péquiste post-référendaire, la question nationale fut donc, pour les acteurs du mouvement souverainiste, reléguée au second rang au profit de questions sociales, ce qui eut pour effet de plonger le mouvement souverainiste dans une période de remise en question (Dufour et Traisnel 2014, 261).

De plus, Pascale Dufour et Christophe Traisnel parlent d'une transformation du mouvement souverainiste en raison, comme nous l'avons évoqué plus haut, de la prédominance depuis 2003 de l'opposition gauche/droite comme clivage politique structurant. Ce dernier serait venu prendre le dessus sur le clivage entre souverainistes et fédéralistes qui dominait dans

l'arène politique québécoise depuis des décennies. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce changement. D'abord, dans la foulée du Sommet des Amériques à Québec en 2001, qui avait pour thème central la négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), nous observons un rejet par les jeunes générations militantes des mesures économiques néolibérales, ce qui fait en sorte que les enjeux d'inégalités sociales et de représentativité démocratique tendent à prendre le dessus sur la question nationale (Dufour et Traisnel 2014, 256-268 à 270). Dans cette lignée, la victoire du PLQ de Jean Charest aux élections provinciales de 2003 et la mise de l'avant par celui-ci d'un programme ouvertement néolibéral a accentué ce changement. Cela a pu, par exemple, être observable lors de la grève étudiante de 2012 où « il y avait une absence ou quasi-absence de liens entre l'éducation et le statut politique du Québec, même si l'éducation peut être vue comme une question au cœur de l'identité politique » (Dufour et Traisnel 2014, 269 *traduction libre*). Nous notons aussi la présence du Parti conservateur du Canada au pouvoir sur la scène fédérale de 2006 à 2015 et un contexte mondial de récession économique comme ayant influencé ce déplacement (Dufour et Traisnel 2014, 270).

Il est ensuite pertinent d'aborder la « crise » au PQ en 2011 où plusieurs députés, tels que Pierre Curzi, Lisette Lapointe, Louise Beaudoin et Jean-Martin Aussant, ont quitté le parti. Ces derniers évoquent autant la centralisation du pouvoir au sein du parti que l'éloignement de ce dernier de la cause souverainiste (Montigny 2011, 7 ; Radio-Canada 2011a ; Radio-Canada 2011b). À cet effet, Jean-Martin Aussant crée le parti Option nationale peu après. Le programme politique de cette formation promeut activement l'idée de l'indépendance (Option nationale 2016). Certains facteurs internes au PQ ont donc aussi influencé sa perte de vitesse.

Comme nous voyons, la préséance du clivage gauche/droite a grandement contribué à fragiliser le mouvement souverainiste et à éloigner certains acteurs du PQ. Effectivement, la mise de l'avant de politiques néolibérales par ce parti dans la deuxième moitié des années 1990 a poussé certaines personnes se situant à gauche à se distancier de ce parti. Si la cause souverainiste a pu servir à maintenir une cohésion au sein de ce mouvement avant 1995, ce ne fut pas le cas après le référendum, où des facteurs sociaux prédominent et la souveraineté est reléguée au second plan par le PQ. Suivant cela, ce fractionnement du mouvement souverainiste a mené à la création de QS, parti qui a gagné en importance dans le paysage politique québécois

depuis sa création. L'analyse des interactions entre différents mouvements sociaux et le mouvement souverainiste permet de mieux comprendre son émergence.

1.4 Les mouvements sociaux et le mouvement souverainiste au Québec

En regardant les relations entre divers mouvements sociaux et le mouvement souverainiste, il est possible d'analyser les trajectoires d'engagement de plusieurs militant-e-s. Cette analyse, en se concentrant sur les individus, permet d'observer les maintes transformations qu'a subi le mouvement souverainiste ainsi que le militantisme au Québec au fil des années, et donc, le fractionnement de ce mouvement. Pour ce faire, nous nous penchons sur les relations entre le mouvement souverainiste et les mouvements altermondialiste, féministe et étudiant.

1.4.1 Militants altermondialistes et mouvement souverainiste

Le Sommet des Amériques à Québec en 2001 est vu comme un moment décisif pour le militantisme au Québec. Diane Lamoureux parle de l'impact de cette rencontre sur les mouvements sociaux au Québec. Elle aurait « inauguré un nouveau cycle de luttes sociales et un renouveau dans la mobilisation des mouvements sociaux » (Lamoureux 2008, 15). Ce renouveau marque une cassure avec la période allant du milieu des années 1970 au début des années 2000. Selon Lamoureux, l'arrivée au pouvoir du PQ en 1976 aurait canalisé les forces militantes passées et la défaite au référendum de 1980 aurait aussi amené une « certaine morosité par rapport à l'action politique et aux projets sociaux d'ensemble » (Lamoureux 2008, 12). Dufour note aussi l'importance du Sommet des Amériques pour le militantisme au Québec et pour « la construction de l'espace de protestation mondiale au Québec » (2013, 202).

Si les mesures économiques du gouvernement péquiste sous Lucien Bouchard ont provoqué une cassure d'un point de vue social et ont éloigné les questions sociales de la question nationale pour être liées davantage à la mondialisation, notamment par l'entremise du libre-échange, le PQ va investir la sphère de la mondialisation pour remettre le projet souverainiste

au goût du jour (Dufour 2013, 213-225-237). En effet, avec le Sommet des Amériques, la mondialisation comme enjeu social au Québec prend une importance nouvelle du fait, d'abord, que cet évènement se déroulait sur le territoire québécois et, ensuite, de « la convergence des acteurs dans la phase de préparation du Sommet » et, ainsi, de l'attraction médiatique des discours et revendications de ceux-ci qui en a résulté. La mondialisation devient alors un « axe autonome de débat public » (Dufour 2013, 229). L'influence de cette rencontre et des militants altermondialistes a alors pour effet que le PQ va assortir son consentement au libre-échange de conditions sociales et environnementales (Dufour 2013, 207). Le discours souverainiste, dans un contexte global, est alors articulé de façon à permettre au Québec d'avoir une voix sur la scène internationale et, de plus, pouvoir prendre position pour l'encadrement de la mondialisation des marchés (Dufour 2013, 212-213). Nous voyons donc qu'au début des années 2000, les militants altermondialistes, sans nécessairement partager l'idée de la souveraineté avec le PQ, sont venus influencer la vision de ce dernier.

Ce tournant altermondialiste au PQ est toutefois de courte durée. Effectivement, l'arrivée de QS dans le paysage politique québécois va changer la donne. Ce parti se définit explicitement comme étant altermondialiste et, au niveau de la démocratie électorale, devient, au détriment du PQ, la principale courroie de transmission pour les enjeux de la mondialisation (Dufour 2013, 232-233).

1.4.2 Militantes féministes et mouvement souverainiste

En plus de se définir comme étant altermondialiste, QS se définit aussi comme étant, entre autres, un parti féministe et souverainiste (Québec solidaire 2006). Or, il s'avère que les luttes féministes ont aussi influencé le mouvement souverainiste à travers son histoire. Les premières interactions entre ces deux mouvements remontent aux années 1960 où le récit de décolonisation était fort présent à Montréal. Le Front de libération des femmes du Québec (FLFQ) voit le jour en 1969 et les femmes de ce groupe descendent alors dans la rue afin de « démystifier les idées reçues sur la passivité féminine ». Elles remettent aussi en question le monopole masculin de la participation politique (Mills 2011, 142). Ces femmes s'appuient sur les luttes de libération nationale tiers-mondistes pour défendre le fait que « les femmes de leur

province sont marginalisées à la fois comme femmes et comme Québécoises », ce qui leur permet de se défaire de la conception comme quoi la « "femme" est une catégorie universelle » (Mills 2011, 142). Les militantes du FLFQ amènent une spécificité territoriale à leur lutte et amalgament ainsi les luttes de libération des femmes, d'indépendance nationale et socialiste (Mills 2011, 151). À l'encontre des théories marxistes où la libération des femmes serait tacite à la libération nationale, le FLFQ met de l'avant l'oppression spécifique des femmes qui se reflète dans le slogan « Pas de libération du Québec sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans libération du Québec » (Mills 2011, 154 à 156).

Avec la création du PQ, les rapprochements entre féminisme et nationalisme se font cependant sous une approche différente. Plusieurs femmes s'y impliquent et il en résulte en 1977 la création au sein de celui-ci du Comité national de la condition féminine (CNCF). Ces dernières empruntèrent donc la voix de la politique institutionnelle afin de faire avancer simultanément la cause des femmes et celle de la souveraineté du Québec. Elles vont militer au sein du parti pour que celui-ci adopte des résolutions dans la lignée des luttes féministes (Tardy 2003, 43 à 45).

Malgré ces mesures, la relation entre les féministes et le PQ est tendue. En effet, le Regroupement des femmes québécoises (RFQ) fait pression sur le PQ lors du référendum de 1980. Elles militent pour une annulation par les femmes du vote référendaire puisque les positions du PQ vont à l'encontre de l'émancipation des femmes du fait que, notamment, dans leur programme, la famille se veut l'unité de référence. La tentative du RFQ se solde toutefois par un échec (Lamoureux 1983, 14-15). De plus, des tensions surgissent au sein du RFQ puisque certaines militantes, aussi membres du PQ, « ne souhaitent pas manquer le train du changement » (Thériault 2009, 57).

Le CNCF devient le Comité d'action politique des femmes (CAPF) en 1980. Ce dernier se donne alors pour tâche de favoriser l'accession des femmes aux postes de décision du parti, ce qui leur permettrait de mieux faire avancer la cause féministe (Tardy 2003, 46-47). Ce comité milite par la suite pour atteindre la parité dans les instances du parti (Tardy 2003, 49). Il est nécessaire d'ajouter à cela que les mesures en faveur des femmes prises par le PQ ne sont pas

uniquement le fruit des pressions de la part des membres du CAPF, mais aussi de celles de groupes de femmes à l'extérieur du parti (Tardy 2003, 51).

Dans cette lignée, nous notons, par exemple, l'impact de la Marche *Du pain et des roses* en 1995. Effectivement, dans la foulée du référendum de 1995, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) donne son appui au camp du Oui et fait partie des Partenaires pour la souveraineté. De cette manière, il est alors plus aisé pour les groupes de femmes de faire avancer leurs revendications auprès du gouvernement péquiste (Dufour 2008, 60-61). Ainsi, après la Marche *Du pain et des roses*, qui se déroulait peu de temps avant le référendum, plusieurs des demandes portées par cette dernière sont satisfaites par le gouvernement. Cependant, la dynamique change à la suite de la défaite référendaire. En effet, lors du Sommet socio-économique de 1996 dont le « déficit zéro » était un thème central, la clause « d'appauvrissement zéro » portée par différents acteurs, notamment le mouvement des femmes, est rejetée par le gouvernement. Cet épisode est marquant pour le mouvement des femmes puisque, plutôt que d'avoir, comme dans le passé, des relations relativement bonnes avec le gouvernement, les revendications doivent maintenant se faire principalement dans une logique de contestation en dehors de la sphère étatique (Dufour 2008, 63-64).

Ainsi, à la suite de la Marche mondiale des femmes en 2000, où 90 % des demandes liées à la pauvreté et à la violence faite aux femmes amenées au gouvernement péquiste sont rejetées (David 2004, 13), la frustration monte dans le mouvement des femmes. Cela amène Françoise David, présidente de la FFQ de 1994 à 2001, à réfléchir à la création d'un nouveau parti politique de gauche et féministe afin de travailler à la promotion du « bien commun ». Nous allons retrouver la création du collectif d'éducation populaire *D'abord solidaires* dans les années qui suivent, ce qui mène, en 2004, à la création d'Option citoyenne (Lachance 2008, 23-24). Celui-ci, avec l'UFP, va former, comme nous l'avons déjà noté, QS en 2006. Les prémisses de la création de ce parti trouvent donc leurs racines dans une forte logique d'opposition face aux politiques du PQ qui ne pouvait plus servir de canal pour faire avancer les revendications de nombreuses militantes féministes.

Nous voyons ainsi que, avec la création du CAPF, le rapprochement entre féminisme et souverainisme, si nous le retrouvions auparavant sur le terrain des luttes révolutionnaires, nous

l'avons par la suite retrouvé dans l'arène institutionnelle. Cependant, après 1995, l'alliance entre le PQ et le mouvement des femmes va être de plus en plus difficile, ce qui a culminé par la création de QS. L'approche de ce parti face à la souveraineté est différente du PQ puisque l'indépendance est vue, chez QS, comme un moyen pour façonner un projet social de gauche altermondialiste, féministe et écologiste. La souveraineté se veut donc, pour ce parti, utilitaire (Thériault 2009, 66). Nous pouvons ainsi supposer que l'arrivée de cette nouvelle conception de la souveraineté, plus instrumentale, ait eu un écho chez certaines militantes souverainistes qui ont été déçues par le PQ. Une alternative étant maintenant offerte par le biais de QS, elles vont quitter le navire péquiste ou au moins considérer la possibilité de s'en éloigner.

1.4.3 Militants étudiants et mouvement souverainiste

Il est aussi possible d'établir certains liens entre le mouvement étudiant et le mouvement souverainiste. La question nationale va diviser fortement les étudiants. D'abord, dans les années 1960 et 1970, le mouvement étudiant compte dans ses rangs des étudiants « réformistes » favorables à l'indépendance et dont plusieurs s'impliquent au PQ en vue du référendum de 1980. Ensuite, nous y retrouvons une frange marxiste-léniniste pour qui cette question est une « distraction inutile dans la marche vers la révolution » (Simard 2013, 133). De plus, lors de ce référendum, nous observons la création d'associations étudiantes n'étant pas liées à celles qui sont traditionnelles ou aux partis politiques et se positionnant sur l'enjeu de la souveraineté. La question divise, notamment, les membres de l'Association nationale des étudiants et des étudiantes du Québec (ANEEQ), ancêtre de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), une des principales associations étudiantes de 1975 à 1994 (Simard 2013, 133-134). Au cours des années 1980 naissent aussi les ancêtres des fédérations étudiantes d'aujourd'hui, soit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) (Lacoursière 2008, 74). Si nous notons que plusieurs militants étudiants s'impliquaient aussi dans le mouvement souverainiste à travers le PQ au tournant des années 1980, il en est de même pour ceux s'impliquant à la FECQ et à la FEUQ. Effectivement, il est intéressant de constater que plusieurs anciens membres des conseils exécutifs de la FECQ et de la FEUQ se sont par la suite présentés sous la bannière péquiste lors

d'élections ou ont occupé des postes d'exécutif (Sanschagrín et Gagnon 2014, 286-287). Une certaine filiation idéologique semble donc exister entre le PQ et ces fédérations étudiantes qui faciliterait le saut en politique de ces militants étudiants.

Ainsi, si les influences entre militantisme étudiant et militantisme indépendantiste ne sont pas directes au sens où éducation et souveraineté ne sont pas nécessairement liées dans leurs discours, il s'avère que plusieurs militants étudiants ont par la suite fait le saut en politique active avec le PQ, ce qui n'est pas négligeable pour l'étude des trajectoires militantes de ces derniers.

En contrepartie, nous notons aussi que, pendant la grève étudiante de 2012, le lien entre QS et le mouvement étudiant s'est davantage fait relativement à l'axe gauche/droite que par rapport à la souveraineté. En effet, ce parti était, avec ON, le seul parti défendant la gratuité scolaire. Dans cette perspective, il a alors davantage servi de relai pour les revendications étudiantes que le PQ, qui défendait l'indexation des frais de scolarité (Sanschagrín et Gagnon 2014, 260). La Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), de son côté, n'a entretenu aucun lien avec les partis politiques par souci d'indépendance face à la politique partisane. Si aucun lien direct entre QS et la CLASSE n'a été observé, ces derniers se sont toutefois rejoints du côté de la mobilisation et des prises de position. Les trajectoires militantes individuelles ont alors pu se rejoindre sur le terrain. Cela contraste avec la FECQ et la FEUQ, dont les exécutants étaient en lien direct avec les députés péquistes, ce qui leur a permis de faire pression sur le gouvernement libéral à l'Assemblée nationale. Les liens entre ces fédérations étudiantes et le PQ étaient donc davantage institutionnels (Dufour et Savoie 2014, 488 à 492).

Nous voyons donc que, si l'arrivée du PQ sur la scène politique a canalisé les forces militantes au Québec, nous retrouvons toujours certaines influences entre les militant-e-s de différents mouvements sociaux et ceux au sein du mouvement souverainiste. Cependant, avec la création de QS, parti issu des mouvements sociaux, force est de constater que les revendications de ceux-ci sont maintenant davantage portées par ce parti sur la scène de la politique institutionnelle. QS a donc, dans une certaine mesure, pris la place qu'occupait le PQ à cet égard par le passé.

Comme nous avons pu le voir, le clivage gauche/droite a grandement participé à la hausse des tensions au sein du mouvement souverainiste. Cet aspect n'est cependant pas la seule source de conflit au sein de celui-ci. La question identitaire y participe aussi.

1.5 Tournant identitaire dans le mouvement souverainiste

Dufour et Traisnel notent une seconde transformation du mouvement souverainiste au niveau du rapport à l'identité au sein même de celui-ci. En effet, depuis 2007 et le débat sur les accommodements raisonnables, cette question est devenue prédominante dans les débats au sein du mouvement souverainiste. De manière idéale-typique, nous remarquons ainsi la mise au jour d'une opposition entre une position dite pluraliste et une néoconservatrice. Ces dernières ont toutefois toujours comme but commun de contester le rôle de l'État fédéral (Dufour et Traisnel 2014, 270 à 273). Cependant, suite à 2007, la vision néoconservatrice devient davantage saillante dans le paysage politique québécois (Piotte et Couture 2012, 11 ; Légaré 2014). Nous retrouvons, notamment, une critique des politiques multiculturelles du fait qu'elles « [seraient] allées trop loin en acceptant les valeurs et coutumes de nouveaux arrivants sans pour autant définir les bases d'une identité commune » (Belkhodja 2008, 79).

En ce qui concerne les partis politiques, nous retrouvons la montée de l'ADQ, qui devient la Coalition Avenir Québec (CAQ) en 2011, sur la scène politique québécoise. Ce parti critique le « modèle québécois » post-Révolution tranquille et met de l'avant les idées de la droite néolibérale (Boily 2010, 110). Cette formation, qui a été au centre de la crise sur les accommodements raisonnables (Piotte et Couture 2012, 12), postule, entre autres, qu'en matière d'immigration, « le seuil de saturation de la société québécoise » a été atteint, ce qui participe à entretenir un certain malaise chez « une partie de la population québécoise à l'égard du phénomène multiculturel » (Boily 2010, 115).

Ensuite, sur le plan des idées, des auteurs nationalistes de la mouvance de la « nouvelle sensibilité historique » (Belkhodja 2008 ; Petitclerc 2009 ; Boily 2010 ; Piotte et Couture 2012) mettent la nation au cœur de leur analyse et lui accordent un statut normatif supérieur. Cette

mouvance va émerger dans un « contexte d'angoisse à propos de la mémoire canadienne-française » qui serait en lien avec la défaite référendaire de 1995 qui aurait, selon eux, démontré les limites du nationalisme civique québécois (Petitclerc 2009, 106).

Ces auteurs parlent d'un certain malaise identitaire lié à la postmodernité, caractérisée par le pluralisme et l'éclatement des identités personnelles, ce qui nous éloigne des préceptes universalisants propres à la modernité (Thériault 2009, 54-58). C'est le cas, notamment, de Jacques Beauchemin (2007) et de Joseph-Yvon Thériault (2011). Dans cette perspective, la nation comme unité de référence est remise en question et la référence à un nous-collectif masque le pluralisme. Cela rend ainsi difficile de définir la communauté politique en raison des multiples représentations dont elle fait maintenant l'objet (Beauchemin 2007, 55 à 57). De plus, cette condition vient, selon Thériault, « [disqualifier] d'avance tout institué représentant le commun », c'est-à-dire la nation (Thériault 2011, 20).

Aussi, Thériault lie dans son analyse la démocratie au nationalisme en disant que ces deux concepts sont en affinités électives, c'est-à-dire qu'ils sont, de manière contre-intuitive, complémentaires (Thériault 2011, 14). La nation comme référent social a alors un statut particulier du fait qu'elle est garante de la démocratie. Selon Frédéric Boily, une telle position est éminemment conservatrice puisque la pleine existence de la démocratie est tributaire d'une « appartenance identitaire que seule la nation peut fournir » (Boily 2010, 127). Ainsi, l'incapacité à joindre ces deux concepts pour aboutir à la communauté politique a mené au Québec, pour Thériault, à une routinisation du souverainisme (Thériault 2011, 23). Si, pour certains, le projet souverainiste a, dans ces conditions, échoué (Bock-Côté 2012 ; Beauchemin 2015), il est alors nécessaire de renouer avec le passé et fonder avec celui-ci un « rapport plus authentique » (Petitclerc 2009, 112).

Chez ces auteurs pour qui la nation est prééminente dans leur réflexion, la question de l'« identité québécoise » est bien évidemment primordiale. Ainsi, le récent débat sur le projet de loi n° 60 du PQ sur la « Charte des valeurs québécoises » reflète bien ce tournant identitaire. Avec ce projet, le PQ désirait affirmer les valeurs communes de la société québécoise de manière à construire un lien civique solide et garant de cohésion sociale (Québec 2013, 5). Ces valeurs sont la laïcité des institutions publiques, l'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que la

primauté du français (Québec 2013, 3). Toutefois, en favorisant les principes institutionnels de la laïcité que sont la neutralité de l'État et la séparation de la religion et de l'État au détriment de ses principes moraux, c'est-à-dire l'égalité de respect et la liberté de conscience (Maclure et Taylor 2010, 33), et en en faisant des valeurs fondamentales de la société québécoise, le discours péquiste est venu hiérarchiser la société québécoise en mettant de l'avant une forme de « catholaïcité » (Seymour 2013, 10) où les « Autres » s'opposant aux « valeurs québécoises » seraient stigmatisés (Fédération des femmes du Québec 2013, 14). Nous disons alors, suivant Sherene Razack (2008), que « les discours de défense des valeurs cachent les hiérarchies qu'ils expriment » (Antonius 2011, 165). Un tel projet eut ainsi pour effet de polariser la population québécoise, et la volonté d'affirmer les « valeurs québécoises » est venue se confronter au pluralisme identitaire de la postmodernité. Cela a, de plus, participé à une hausse des tensions au sein du mouvement souverainiste.

La mise de l'avant du projet de charte de la laïcité a finalement mené le PQ vers une défaite historique lors des élections d'avril 2014. Nous pouvons dire que cette dernière est venue cristalliser la perte de vitesse du mouvement souverainiste ou, à tout le moins, la perte de vitesse du PQ comme porte-étendard de celui-ci. Ainsi, l'hégémonie de ce parti pendant de nombreuses années sur un mouvement social se présentant comme étant hétérogène, le fractionnement de celui-ci lié au clivage gauche/droite et à la question identitaire, le non-aboutissement du projet d'indépendance et, finalement, les récents résultats électoraux du PQ et du BQ font en sorte que le mouvement souverainiste semble maintenant dans une impasse. Néanmoins, un grand nombre de personnes continuent de s'y intéresser et de militer pour la souveraineté. Face à cette situation, nous croyons pertinent de nous attarder spécifiquement à l'engagement des jeunes au sein de ce mouvement. Effectivement, ces derniers ont commencé à militer au sein du mouvement souverainiste alors que celui-ci était déjà caractérisé par une perte de vitesse. Comme nous l'avons mentionné en introduction, les jeunes de 18 à 25 ans n'ont pas connu les grands moments qui ont marqué l'histoire de ce mouvement et ils ont, pour ainsi dire, connu uniquement ce mouvement comme étant dans un creux. Entre leur engagement militant visant à promouvoir la souveraineté et la perte de vitesse du mouvement souverainiste, nous observons alors un paradoxe intéressant. Nous allons donc nous pencher plus spécifiquement sur le passage à l'acte chez ces militants et sur le processus qui a mené à celui-ci.

Également, les études sur les militants au sein du mouvement souverainiste ne sont pas nombreuses. Ces dernières se concentrent bien souvent uniquement sur le PQ et l'analyse de l'engagement des militants péquiste est parfois intégrée dans une étude plus large comprenant une comparaison avec d'autres partis politiques ou organisations. Ainsi, notre étude se veut novatrice dans la mesure où nous nous intéressons uniquement à l'engagement des jeunes au sein du PQ. Nous allons maintenant nous attarder aux quelques travaux qui ont été faits sur l'engagement au sein du mouvement souverainiste.

1.6 L'engagement dans le mouvement souverainiste québécois

Les premiers travaux sur lesquels nous nous penchons sont ceux d'Anne Quéniart et Julie Jacques (2004) qui parlent de l'engagement des jeunes femmes. Leur étude aborde les jeunes femmes militant au sein de treize organisations différentes, notamment le CNJPQ (Quéniart et Jacques 2004, 19 à 26). Elles amènent le fait que l'engagement, pour ces dernières, s'il s'agit d'un acte collectif, il s'agit aussi d'un acte individuel « distancié », c'est-à-dire qu'elles tiennent « une certaine distance face à l'idéologie du groupe ». La promotion de la cause est donc favorisée au détriment du groupe, c'est-à-dire que le groupe agit davantage comme un véhicule permettant de faire la promotion d'une cause (Quéniart et Jacques 2004, 137-138). Ainsi, Quéniart et Jacques notent que la promotion de la souveraineté chez les jeunes tend à s'écarter des partis politiques pour se tourner vers des organisations non partisans (Quéniart et Jacques 2004, 128). De plus, elles soutiennent que, pour plusieurs, le référendum de 1995 ainsi que les événements ayant entouré les négociations constitutionnelles au tournant des années 1990 ont joué le rôle d'élément déclencheur pour l'engagement de jeunes militantes (Quéniart et Jacques 2004, 47-49). Cette étude ayant été menée il y a maintenant plus de dix ans, nous croyons qu'il serait difficile de tirer les mêmes conclusions par rapport à ces événements pour les jeunes aujourd'hui : les jeunes aujourd'hui âgés de 18 à 25 ans étaient en très bas âge ou n'étaient pas encore nés à cette époque.

Réjean Pelletier et Daniel Guérin (2000) comparent aussi plusieurs organisations, soit les deux partis politiques les mieux établis au Québec, le PQ et le PLQ, ainsi que des organisations des « nouveaux mouvements sociaux ». Ces auteurs mettent en exergue la

différence de motivations entre les militants au sein des nouveaux mouvements sociaux et des partis politiques. Toutefois, ils notent aussi une différence à ce niveau entre les militants péquistes et ceux du PLQ. Chez les militants péquistes interrogés², la défense de la cause souverainiste est une motivation dominante et est, sept fois sur dix, accompagnée d'un intérêt pour la social-démocratie, la justice sociale ou la protection de la langue (Pelletier et Guérin 2000, 144-145). À cela, Pelletier et Guérin ajoutent comme motif d'engagement chez les militants péquistes le désir « d'influencer les orientations et les décisions gouvernementales » (Pelletier et Guérin 2000, 148).

La comparaison entre le militantisme au sein du PQ et du PLQ est aussi abordée par Évelyne Tardy (2003). Elle s'intéresse aux rapports hommes-femmes au sein de ceux-ci. Le spectre d'âge couvert est, dans les deux cas, très vaste : la moyenne d'âge des militants ayant participé à son étude est de 51 ans, alors que seulement 6 % sont âgés de 17 à 24 ans et 9 % de 25 à 34 ans. Elle démontre ainsi que « si le Parti québécois, comparé au Parti libéral, s'est déjà caractérisé par la jeunesse de ses militants, ce n'est plus le cas maintenant » (Tardy 2003, 88-89). Encore une fois, Tardy note que la majorité des militants péquistes avance que la réalisation de la souveraineté du Québec constitue une des raisons principales de leur militantisme (Tardy 2003, 113).

Finalement, l'étude d'Éric Montigny (2011) est la seule, à notre connaissance, à se concentrer uniquement sur les militants au sein du PQ. Cette dernière se penche sur la relation entre la base militante et le chef du parti. Montigny note, par ailleurs, que le PQ « a évolué pour devenir davantage un parti de pouvoir qu'un parti d'idées », et que « cela se manifeste tant dans l'évolution des objectifs partisans que par l'évolution de la motivation des membres ». Ainsi, après 1994, l'objectif partisan de « projet politique » est devenu secondaire (Montigny 2011, 5). Les objectifs partisans du « bon gouvernement » et du « maximum de votes » ont pris le dessus (Montigny 2011, 110 à 112)³. Les objectifs partisans sont ici vus comme étant « le résultat visé par une formation politique au sein du système partisan auquel il appartient » (Montigny 2011, 28). De plus, Tardy corrobore ce constat en parlant d'un certain carriérisme

² Les militants et militantes interrogés étaient tous, à l'exception d'une personne occupant le poste de secrétaire, des présidents ou présidentes d'une association de circonscription (Pelletier et Guérin 2000, 141).

³ L'étude de Montigny couvre la période allant de 1994 à 2003.

qui en est venu à régner au sein du CNJPQ, plus particulièrement en ce qui a trait au poste de président (Tardy 2003 130-131).

Ces différents travaux nous amènent à émettre quelques constats. D'abord, si le PQ a semblé canaliser les forces militantes lors de sa création, celui-ci s'est transformé progressivement en un « parti de pouvoir ». Cela ne semble toutefois pas empêcher le fait que la grande majorité des militants péquistes ont la défense de la cause souverainiste comme motivation principale de leur engagement. Ensuite, un clivage semble exister chez les militants souverainistes selon leur génération et leur rapport aux partis politiques. Finalement, nous remarquons qu'aucune étude, à notre connaissance, n'a abordé directement la conception du nationalisme chez les militants souverainistes. Nous nous proposons donc d'aborder cet aspect dans notre dernier chapitre. Pour mieux comprendre le processus d'engagement des jeunes péquistes, nous verrons qu'il est nécessaire de prendre en compte la dimension idéologique de l'engagement à travers laquelle nous retrouvons une certaine conception de la communauté politique.

Cette revue des travaux ayant été menés au Québec relativement aux militants souverainistes nous amène maintenant à aborder les différentes perspectives théoriques par rapport à l'engagement. C'est ce que nous faisons dans notre prochain chapitre.

Chapitre 2 : Comment en vient-on à s'engager?

Avant d'aborder les différentes approches théoriques ayant trait à l'analyse de l'engagement, il est important de définir ce que nous entendons par le terme « engagement ». En se basant sur la définition de l'action collective d'Erik Neveu, Quéniart et Jacques définissent l'engagement comme étant un passage à l'acte qui est fait dans le but d'agir collectivement et qui « se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une "cause" » (Neveu 2000, 9 ; Quéniart et Jacques 2001, 47). À cette idée de passage à l'acte, Frédéric Sawicki et Johanna Siméant ajoutent la variable de la temporalité. En effet, l'engagement militant est pour eux une forme de « participation *durable* à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause » (Sawicki et Siméant 2009, 2). Ici, la notion de durabilité est importante puisqu'elle nous amène à faire une distinction avec une participation ponctuelle à une action collective, par exemple lors d'une manifestation ou d'une signature de pétition. Ainsi, nous disons que, dans le cas présent, l'engagement se présente chez le militant comme étant un désir d'agir collectivement et de manière durable afin de défendre et/ou de promouvoir la cause de la souveraineté du Québec.

2.1 Approches théoriques pour expliquer l'engagement dans les mouvements sociaux

Nous séparons les approches théoriques en différentes catégories : nous abordons d'abord les théories du choix rationnel, ensuite les théories structuralistes, et finalement les auteurs qui ont élaboré une approche sous forme de processus. Cela va nous amener à élaborer un cadre théorique nous permettant d'analyser notre travail de terrain.

2.1.1 Approches de la théorie du choix rationnel pour l'engagement

Les différents auteurs qui se sont inscrits dans le courant de pensée de la théorie du choix rationnel prennent, pour la plupart, appui sur la théorie élaborée par Mancur Olson dans son livre *Logique de l'action collective* (1978). Selon Olson, le concept d'action collective est irrationnel à la base. Dans un grand groupe, si un acteur n'est pas contraint de participer ou s'il

n'a aucune stimulation extérieure pour l'inciter à participer, ce dernier est enclin à adopter la position du passager clandestin (*free rider*), c'est-à-dire de profiter des gains obtenus par le groupe sans participer (Olson 1978). Ainsi, le fait de passer d'une simple sympathie envers une cause ou un parti politique à un engagement direct se fait uniquement grâce à des incitations sélectives. Ces incitations peuvent être soit positives, c'est-à-dire qu'elles prennent la forme de bénéfices individuels s'ajoutant aux bénéfices collectifs, soit négatives, en prenant une forme coercitive (Olson 1978, 73-74).

Dans la même lignée, John D. McCarthy et Mayer N. Zald proposent la théorie de la mobilisation des ressources. Ces derniers voient les mouvements sociaux comme un « ensemble d'opinions et de croyances dans une population, qui représente des préférences pour changer des composantes de la structure sociale » (McCarthy et Zald 1977, 1217, cité dans Neveu 2000, 54). Les organisations de mouvements sociaux (OMS) identifient ainsi leurs buts en fonction des préférences présentes dans les mouvements sociaux associés. Les OMS vont vouloir mettre en œuvre ces buts. D'un point de vue économique, l'OMS est vue comme une firme ayant des buts à atteindre et, pour ce faire, ils doivent mobiliser des ressources. Si les OMS veulent atteindre les buts liés aux préférences des mouvements sociaux, les individus sont vus comme étant des bénéficiaires potentiels, c'est-à-dire que s'ils adhèrent à l'OMS, ils vont pouvoir bénéficier directement de l'atteinte des buts (McCarthy et Zald 1977, 1221). Selon ses buts et préférences, l'individu va effectuer un calcul coût/bénéfice afin de savoir si son adhésion au mouvement social en vaut la peine. Les incitatifs sont ici importants puisqu'ils font augmenter les bénéfices de l'individu. Les différentes OMS sont ainsi en compétition entre elles pour gagner l'appui du plus grand nombre possible d'individus, donc pour mobiliser le plus de ressources (McCarthy et Zald 1977, 1229).

De son côté, Daniel Gaxie parle des rétributions du militantisme. Selon lui, plusieurs facteurs influencent l'engagement, notamment le fait de se reconnaître dans une cause, qu'il nomme les mobiles idéologiques, et les différents avantages à s'engager. Sur le plan matériel, il y a, par exemple, le fait de recevoir un salaire pour un poste occupé dans un parti, ou le fait de recevoir certains avantages matériels. Ensuite, sur le plan symbolique, Gaxie répertorie l'avantage à s'engager pour la reconnaissance publique, le prestige ou l'honneur, par exemple.

Enfin, la satisfaction personnelle et le sentiment du devoir accompli sont aussi considérés comme étant des avantages (Gaxie 1977 ; Gaxie 2005, 161 à 163 ; Mayer 2010, 232).

Bert Klandermans, quant à lui, inclut dans son analyse le concept de l'offre et de la demande. Cette dernière se réfère au potentiel de protestation qui existe dans une société, alors que l'offre est liée aux opportunités mises en place par les organisations de mouvements sociaux (Klandermans 2004, 360). Nous plaçons cet auteur dans cette catégorie en raison de l'aspect économique de son analyse. Klandermans identifie trois motifs pour lesquels les individus s'engagent dans un mouvement social. Ils peuvent s'engager pour changer leur situation, pour agir comme membre d'un groupe, ou pour exprimer des idées, des valeurs ou des sentiments (Klandermans 2004, 361). Ces différentes raisons peuvent interagir entre elles et il est possible que nous ne les retrouvions pas toutes en même temps chez un individu. Ces motifs d'engagement représentent donc pour les individus une demande implicite pour participer à un mouvement social. De l'autre côté, les organisations de mouvements sociaux offrent différentes opportunités relativement à ces motifs pour que les individus s'engagent. Les mouvements sociaux qui offrent ce que les participants potentiels demandent ont ainsi davantage de chances d'obtenir un support plus large. La mobilisation va finalement lier l'offre et la demande dans le mouvement social (Klandermans 2004, 369). L'individu va donc s'engager s'il croit que le mouvement social lui offre des opportunités pour répondre à ses demandes.

Les différentes approches des théories du choix rationnel ne suffisent toutefois pas à expliquer l'engagement individuel dans le mouvement souverainiste québécois. Bien que les rétributions militantes doivent être prises en compte dans l'analyse, elles ne permettent pas d'expliquer le phénomène dans sa totalité. En effet, ces théories sont problématiques à plusieurs égards. D'abord, bien qu'elles s'intéressent au passage à l'acte des individus, la vision véhiculée de la rationalité individuelle par ces théories tend à homogénéiser cette dernière pour tous les individus. Or, comme nous allons le voir dans l'élaboration de notre cadre théorique, nous considérons que la manière dont le calcul coût/bénéfice est fait varie d'un individu à l'autre et comporte différents paramètres. Dans une perspective davantage cognitive, nous pouvons aussi dire, suivant James M. Jasper, que les émotions, en jouant un rôle dans la rationalité individuelle, peuvent aider à comprendre le passage à l'acte dans l'étude des mouvements sociaux puisqu'elles jouent un rôle dans la définition des buts à atteindre d'un individu. La réponse d'un

individu à une situation peut donc varier d'une personne à l'autre (Jasper 1998, 399-402-407-421).

Aussi, la problématique orientant notre mémoire nous pousse à rejeter les théories du choix rationnel. Effectivement, bien que nous puissions retrouver certaines incitations sélectives dans le parcours de certaines personnes, ce n'est pas le cas pour tout le monde. Également, le fait que l'engagement des jeunes au PQ est, comme nous l'avons démontré, contre-intuitif nous pousse à croire qu'un calcul coût/bénéfice froid et objectif ne nous permet pas de comprendre le processus d'engagement de ces personnes puisque la perspective de bénéfices que pourrait rapporter l'engagement nous semble plutôt éloignée. Comme nous allons le voir plus loin, il est nécessaire d'approcher cette problématique sous un autre angle.

De plus, les théories du choix rationnel, en se concentrant sur la décision individuelle, laissent de côté l'importance que peut revêtir l'environnement de la personne, donc son insertion dans des réseaux, pour son engagement. Ainsi, les théories davantage structurelles mettant l'accent sur les réseaux se penchent sur cet aspect.

2.1.2 Approches théoriques structuralistes

Ces approches, en mettant l'accent sur les réseaux pour expliquer l'engagement individuel, nous permettent de toucher aussi à la socialisation politique et aux identités collectives. En premier lieu, Doug McAdam, dans son étude du mouvement pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1960, souligne l'importance des facteurs structurels pour la participation au *Freedom Summer*. Selon lui, même si une personne a des affinités idéologiques avec le mouvement et que celle-ci est prédisposée à s'engager, son passage à l'acte est tributaire des réseaux dans lesquels la personne est intégrée et des contraintes biographiques auxquelles elle est soumise (McAdam 1986, 85-86). Les affinités idéologiques de l'individu vont le pousser à vouloir s'engager et les contacts personnels avec des activistes vont permettre le recrutement au sein du mouvement (McAdam 1986, 87-88). Le profil socioculturel est ici vu comme un prérequis à l'engagement individuel, mais ne peut toutefois pas expliquer à lui seul celui-ci. Ainsi, bien que McAdam se concentre uniquement sur l'engagement à haut risque dans

son étude, nous voyons que, contrairement aux théories du choix rationnel, l'individu n'est pas le seul tributaire de son passage à l'acte. Il doit être préalablement mis en contact avec des réseaux pour s'engager.

Ensuite, dans son étude sur les organisations terroristes en Italie et en Allemagne, Donatella della Porta souligne aussi l'importance des réseaux pour l'engagement. Effectivement, des liens personnels, soit familiaux ou d'amitié, avec des membres d'organisations terroristes ont, dans la grande majorité des cas, facilité l'engagement des individus au sein de celles-ci. Cela peut aussi s'être fait par solidarité pour un proche membre d'une organisation qui aurait été arrêté ou qui serait décédé (della Porta 1995, 167-168). De plus, dans une autre étude sur l'engagement dans des groupes armés menée avec Lorenzo Bosi, della Porta explique l'engagement des individus selon une analyse multiniveaux. Les motivations personnelles se retrouvent au niveau micro, les réseaux qui facilitent le processus de recrutement dans le groupe au niveau méso, et finalement les effets de la répression sur l'individu, c'est-à-dire l'impact des opportunités politiques, au niveau macro. Il y a, de plus, une influence mutuelle entre ces trois niveaux (della Porta et Bosi 2012, 363-364). Pour ce qui est des réseaux, les groupes armés sont décrits comme étant des entrepreneurs qui offrent des incitatifs soit sélectifs, soit collectifs, dans le but de favoriser l'engagement individuel. En raison de la nature illégale et secrète des groupes armés, les incitatifs sont ici très importants. Les milices peuvent ainsi décider qui serait une bonne recrue potentielle à cibler (della Porta et Bosi 2012, 364).

L'importance de la socialisation politique a aussi été abordée pour analyser l'engagement. Annick Percheron s'intéresse à ce phénomène chez les jeunes. Elle propose que la proximité idéologique de l'individu constitue l'indicateur qui permet le mieux de constater la socialisation politique. La proximité idéologique fait donc partie d'un processus de formation d'identité (Reginensi 2005, 177). La socialisation est réussie lorsque la proximité idéologique passe de la latence à l'explicite. Cela est possible lorsque nous observons une transformation des perceptions en représentations, c'est-à-dire lorsqu'un individu peut reconnaître un phénomène comme étant politique et ensuite de pouvoir l'associer à une représentation du politique qui est partagé par le groupe auquel il appartient, par exemple une communauté nationale (Reginensi 2005, 178). Le jeune va donc reconnaître les situations et symboles

politiques attachés au groupe auquel il appartient, ainsi que ceux des groupes auxquels il n'appartient pas. Plus la filiation idéologique est marquée, plus les représentations sont structurées chez le jeune (Reginensi 2005, 179). Bien que la socialisation politique ne puisse pas expliquer l'engagement, comme le souligne McAdam, cette dernière est essentielle pour la construction du profil socioculturel de l'individu.

L'identité collective est un thème que nous rattachons à l'influence de la socialisation politique et des réseaux. D'abord, pour Francesca Polletta et James M. Jasper, l'identité collective repose sur les liens cognitifs, moraux et émotionnels qu'a un individu avec une communauté, une catégorie, une pratique ou une institution plus large. Cette identité n'est pas concrète, elle revêt plutôt un caractère inventé (Polletta et Jasper 2001, 285). Ainsi, cette identité peut être le fruit d'une socialisation ou encore du fait d'être présent au sein d'un réseau. Ensuite, Alberto Melucci parle, de son côté, de l'identité collective comme étant construite de manière interactive et partagée par un groupe d'individus, et qui dirige leurs actions dans un champ de possibilités. L'identité collective est donc vue comme un processus de construction qui se rattache à un réseau de relations actives entre des acteurs qui interagissent ensemble, s'influencent mutuellement et prennent des décisions (Melucci 1996, 70). Il est aussi à noter que cette identité est construite selon une reconnaissance réciproque avec les autres acteurs de l'environnement social (Melucci 1996, 73) : ce n'est pas unilatéral. L'identité collective est donc en constante mutation. De plus, les liens qui se créent entre les personnes au sein du groupe sont nécessaires pour donner un sens à ce qu'elles font (Melucci 1996, 74).

Bien que les réseaux permettent de comprendre une large part du processus d'engagement, ils ne peuvent pas l'expliquer à eux seuls. Effectivement, l'approche structuraliste de laquelle cette conception est issue ne permet pas d'analyser le processus décisionnel des individus pour leur passage à l'acte. Or, puisque nous nous intéressons au passage à l'acte des jeunes au PQ, cette approche ne s'avère pas complète puisqu'elle se penche davantage sur les prédispositions individuelles à l'engagement. En effet, si l'inclusion d'une personne dans des réseaux et le profil socioculturel peuvent en partie nous permettre de répondre à notre problématique, il est aussi nécessaire de prendre en compte le processus décisionnel. En nous éloignant, à ce niveau, des théories du choix rationnel, nous allons donc voir que les auteurs

voyant l'engagement comme un processus nous permettent d'aborder les différentes étapes du processus d'engagement.

2.1.3 *L'engagement comme un processus*

Plusieurs auteurs ont décrit l'engagement comme étant un processus. En procédant de cette manière, il est alors possible d'analyser comment « une *disposition à se traduire* par une *action effective* ou par l'inaction » (Fillieule 2001, 199), ce que ne permettent pas les approches structuralistes. Olivier Fillieule a élaboré le concept de carrière militante. En analysant le militantisme avec le concept de carrière développé par Everett Hughes, Fillieule conçoit l'engagement militant comme faisant partie d'un processus. Ainsi, « la notion de carrière permet de comprendre comment, à chaque étape de la biographie, les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie » (Fillieule 2001, 201). Cette notion met l'accent sur la perception qu'a l'individu de sa situation collective et de ses relations sociales. De cette manière, il est possible d'analyser la construction de sens par l'acteur autour de ses actions ainsi que les conditions collectives entourant ces dernières (Fillieule 2001, 203).

De son côté, Florence Passy amène le concept des « sphères de vie ». Celles-ci sont vues comme étant « des espaces [dans la vie de chaque individu] qui ont leurs frontières réelles et symboliques, leur logique et dynamique propre » (Passy 2005, 115). L'engagement constitue une de ces sphères aux côtés, par exemple, du travail, des études, de la famille et des loisirs (Passy, 2005, 116). Elles ont une dimension objective (l'appartenance à un groupe) et une subjective (relative aux structures de sens qui y sont associées) (Passy 2005, 115). Les réseaux sociaux, qui sont intimement liés à ces sphères, sont vus comme étant des îlots de sens, c'est-à-dire que « non seulement [ils] façonnent les identités individuelles et leurs donnent leur contenu symbolique, mais influencent aussi la définition et redéfinition perpétuelle des perceptions des acteurs » (Passy 2005, 114). Les changements dans le contexte relationnel de l'individu ont donc un impact sur son engagement. Ainsi, chaque sphère n'occupe pas la même place dans la vie des individus et leur importance peut varier dans le temps. Plus la sphère de l'engagement d'une

personne est « imbriquée » avec ses autres sphères de vie, plus l'engagement est stable (Passy 2005, 116). Si le concept de sphères de vie est peut-être mieux adapté pour expliquer la stabilisation de l'engagement ou le désengagement d'un individu, Passy développe aussi un cadre théorique permettant d'aborder le passage à l'acte. C'est cet aspect de l'engagement qui nous intéresse plus particulièrement dans ce travail de recherche.

2.1.4 Cadre théorique

Dans son livre *L'action altruiste* (1998), dans lequel elle étudie l'engagement des individus dans une organisation d'un mouvement de solidarité, Passy développe une approche de l'engagement individuel dans les mouvements sociaux comme étant un processus. Elle développe aussi cette même approche dans son texte intitulé *Social Networks Matter. But How?* (2003). Nous allons utiliser son cadre théorique afin d'analyser nos résultats puisque celui-ci aborde toutes les étapes qui mènent à l'engagement, et ce, de manière dynamique. Effectivement, une place importante est donnée au comportement individuel ainsi qu'au processus décisionnel du militant. Toutefois, comme nous le verrons, son approche s'éloigne des théories du choix rationnel classiques, que nous avons abordées plus haut. De plus, l'accent est aussi mis sur l'environnement de l'individu, de par la place prépondérante qui est attribuée au contexte socioculturel ainsi qu'aux réseaux. L'individu n'est donc pas vu comme étant le seul responsable de son action. En abordant ces différentes étapes de l'engagement de manière dynamique, Passy vient en quelque sorte faire une synthèse des différentes approches que nous avons abordées : à l'importance de la prise de décision de l'individu, elle y conjugue aussi l'influence des interactions sociales et des structures. Effectivement, les réseaux sociaux font le lien entre les approches rationnelle et structuraliste puisqu'ils, comme nous allons le voir, influencent autant les préférences que les décisions individuelles (Passy 2003, 23). Nous jugeons ainsi que le cadre théorique de Passy s'avère particulièrement pertinent pour étudier l'engagement.

Passy parle d'engagement différencié puisque nous devons prendre en compte l'intensité de l'implication de l'individu (Passy 1998, 8). Ce processus se fait en trois étapes interdépendantes : il est d'abord question du contexte socioculturel, ensuite du contexte

relationnel, et finalement de l'intentionnalité de l'acteur (Passy 1998, 20-21). Le processus de l'engagement n'est donc pas vu comme étant linéaire. La figure 1 présente de manière schématique le modèle de l'engagement différencié de Passy :

« INCLURE LA FIGURE 1 ICI »

L'aspect différencié de l'engagement n'est toutefois pas au cœur de notre projet de recherche. Effectivement, puisque nous nous concentrons sur le passage à l'acte des militants, l'intensité de leur engagement ne constitue pas pour nous un paramètre analytique de premier plan. Le modèle de Passy demeure cependant adapté à notre cas puisque nous retrouvons les mêmes dynamiques que nous cherchons à étudier.

Pour qu'un individu décide de s'engager, il doit d'abord baigner dans un contexte socioculturel propice. Passy note l'importance de la socialisation politique. Cette dernière a pour fonction de transmettre des structures sociales qui vont influencer le positionnement social futur de l'individu. De cette manière, la personne intériorise non seulement les valeurs et normes que nous retrouvons dans son groupe social d'appartenance, mais aussi les structures et institutions extérieures à sa famille. Le contexte socioculturel détermine ainsi le bagage de connaissances de l'individu et donc, son espace d'actions possibles. L'engagement n'allant pas de soi, les ressources culturelles que l'individu détient et son positionnement social vont favoriser son implication future. Selon une approche bourdieusienne, nous disons ainsi que « les structures sociales dans lesquelles est enraciné l'individu vont déterminer sa détention spécifique de capitaux » (Passy 1998, 58-59).

Ensuite, le contexte relationnel de l'individu est lié à l'importance des réseaux pour l'engagement. Ces derniers jouent un rôle quant à la consolidation des affinités politiques de l'individu ainsi qu'en favorisant le passage à l'acte (Passy 1998, 107). Les réseaux ont trois fonctions. Ils ont d'abord une fonction de socialisation et de définition de l'identité. La socialisation peut se faire à travers des réseaux formels, c'est-à-dire des organisations, ou encore grâce à des réseaux informels, donc des relations interpersonnelles. Ces réseaux permettent aussi à l'individu de se construire une identité relative au mouvement dans lequel il s'est engagé. Les réseaux favorisent ainsi la politisation de l'individu par rapport à la cause défendue. Cela lui permet de s'identifier à l'objet de revendication et, par le fait même, de donner un sens aux

actions qu'il pose (Passy 1998, 109). Les cadres cognitifs de l'individu, qui lui permettent d'interpréter la réalité sociale, sont ainsi façonnés par les réseaux sociaux (Passy 2003, 24).

Les réseaux ont ensuite une fonction de recrutement. Ces derniers agissent comme une courroie de transmission entre l'individu ayant un penchant positif envers la cause défendue et l'opportunité de mobilisation concrète qu'une organisation offre au sein du mouvement (Passy 1998, 129). Plus les obstacles à l'adhésion sont grands, plus l'importance des réseaux pour le recrutement est marquée (Passy 1998, 122). De plus, Passy note que les organisations de mouvements sociaux, de par leurs actions, la publicité et leur médiatisation, peuvent aussi jouer un rôle par rapport au recrutement d'individus (Passy 2003, 24).

Finalement, la dernière fonction jouée par les réseaux est celle de pivot. Les interactions sociales influencent non seulement le processus de décision de l'individu pour son passage à l'acte, mais aussi l'intensité avec laquelle l'individu va s'engager (Passy 1998, 67). Ainsi, les pressions sociales et la solidarité peuvent jouer un rôle important dans ce processus (Passy 1998, 129).

La dernière étape du processus de l'engagement individuel est bien évidemment la prise de décision, ou l'intention de l'acteur. Les deux étapes précédentes préparent le terrain pour le passage à l'acte puisque l'acteur va être idéologiquement et structurellement prêt à s'engager (Passy 1998, 131). Pour cette dernière étape, l'acteur effectue un calcul coût/bénéfice en évaluant plusieurs facteurs pour sa prise de décision. Passy ne cautionne toutefois pas les théories du choix rationnel, et ce, pour trois raisons. En premier lieu, le calcul de l'acteur ne se fait pas seulement sur le plan individuel, mais aussi en prenant en compte les bénéfices collectifs auxquels il pourrait participer. En second lieu, les préférences de l'acteur se basent sur des perceptions et des interprétations. Ce n'est pas fait de manière objective. Ces dernières peuvent changer à la suite de certains événements qui vont influencer la manière dont l'individu fait sens de sa réalité sociale. En dernier lieu, l'évaluation des préférences par l'individu est contrainte par le contexte structurel et les interactions sociales de l'acteur. Cette évaluation est donc différenciée selon les différents acteurs. De plus, l'évaluation des paramètres relatifs à la prise de décision est sans cesse renégociée du fait que c'est l'étape la moins stable du processus (Passy 1998, 69-70 ; Passy 2003, 26). C'est donc pour ces raisons que nous croyons aussi que

les théories du choix rationnel développées plus haut ne sont pas adéquates pour expliquer l'engagement.

Passy identifie quatre paramètres qui sont évalués par les acteurs lors de la prise de décision : l'efficacité de l'action entreprise, la capacité d'action des autorités politiques pour résoudre ou améliorer l'objet de contestation, les risques potentiels de participer à l'action collective et les disponibilités individuelles pour entreprendre l'action (Passy 1998, 71). Le paramètre de l'efficacité se scinde en deux : d'une part, le sentiment que la personne est utile pour atteindre l'objectif de l'organisation et, d'une autre part, le sentiment que l'organisation pour laquelle la personne va s'engager est efficace pour réaliser ses buts. L'efficacité collective prime ici sur celle individuelle pour la prise de décision. L'efficacité individuelle joue alors un rôle au niveau de l'intensité de l'engagement (Passy 1998, 133). Pour ce qui est du paramètre de la capacité de l'autorité politique par rapport à l'objet de contestation, Passy met en exergue le fait qu'une délégitimation de cette dernière pour régler le problème, couplée à une légitimation de l'action du citoyen, est hautement importante pour l'engagement (Passy 1998, 136).

Ce dernier critère ne semble toutefois pas bien adapté à notre cas. En effet, en raison de la nature de l'objectif poursuivi par le mouvement souverainiste, c'est-à-dire l'accession à la souveraineté, la délégitimation de l'autorité n'est pas un critère approprié pour notre étude puisque, de par la trajectoire historique du mouvement souverainiste, l'atteinte de ce but doit maintenant se faire par voie référendaire, donc en passant par un canal institutionnel, ce qui implique directement l'autorité étatique. Ce critère n'est ainsi pas considéré dans notre analyse. Un autre paramètre est aussi écarté. Effectivement, à l'instar de Passy, nous mettons de côté le paramètre du risque puisque l'objet de revendication ne se fait pas dans un environnement délétère. Les militant-e-s que nous avons rencontré-e-s œuvrant principalement dans l'arène institutionnelle, l'aspect du risque n'est pas un facteur d'analyse. Nous croyons toutefois que ce facteur n'a pas toujours été écarté de l'analyse par rapport au mouvement souverainiste. En effet, à l'époque où une partie des militants de celui-ci, notamment ceux du Front de libération du Québec (FLQ), revendiquait une filiation avec les mouvements de libération nationale tiers-mondistes, l'utilisation de la violence politique pour l'atteinte de l'indépendance du Québec était légitimée par certains acteurs (Carel 2013, 51-52). Le paramètre du risque a donc pu, dans

ce cas-ci, être pris en compte par les militants, mais n'apparaît très certainement plus aujourd'hui comme étant pertinent. Finalement, les contraintes biographiques chez les militants potentiels se divisent en deux : les contraintes réelles sur la personne ainsi que la perception des contraintes par l'acteur. Passy avance toutefois que seules les contraintes réelles ont un impact sur le passage à l'acte de l'individu (Passy 1998, 144).

Si nous écartons certains paramètres développés par Passy, nous allons en ajouter un qui nous semble approprié à notre cas. Effectivement, suivant les propos de Tardy selon lesquels les militants au CNJPQ peuvent être, dans une certaine mesure, carriériste, nous ajoutons le paramètre de l'intérêt individuel à notre cadre théorique. Cet intérêt individuel peut effectivement faire partie des motivations d'une personne qui va s'impliquer dans un parti politique (van Haute 2009, 110). Ainsi, la possibilité d'avancement personnel ou encore la spécialisation professionnelle peut avoir une certaine influence dans la prise de décision de l'individu (Gaxie 1977, 129-136 ; Gaxie 2005, 162).

Si les contextes socioculturel et relationnel influencent directement l'intention de l'acteur (Passy 1998, 75-76), Passy identifie aussi deux facteurs dont l'influence est indirecte sur celle-ci. Ils influencent non pas directement le processus d'engagement, mais modulent plutôt les préférences de la personne. Il y a d'abord l'intérêt que l'individu porte à l'enjeu. Effectivement, « plus l'enjeu de protestation tient une place centrale dans la pyramide des préoccupations des individus, plus l'évaluation des différents paramètres de l'intention sera positive et, par conséquent, plus ils seront enclins à s'engager intensément pour défendre le conflit politique qui leur tient à cœur » (Passy 1998, 76). Dans le cas des militants souverainistes, nous croyons que la centralité de l'enjeu pourrait se traduire à travers un fort sentiment d'appartenance nationale.

Le second facteur est celui de « l'expérience concrète avec l'enjeu ». De la même manière que le facteur précédent, une telle expérience peut venir moduler positivement les préférences de l'acteur et venir influencer les paramètres de la prise de décision (Passy 1998, 77).

2.1.5 Critique du modèle de Passy

Suite aux entrevues que nous avons menées dans le cadre de ce mémoire, dont les détails méthodologiques sont abordés dans la prochaine section, il nous est apparu que certaines critiques devaient être énoncées à l'égard du modèle développé par Passy. Effectivement, si ce dernier permet d'analyser de manière sociologique le processus d'engagement de militant-e-s, il laisse de côté une dimension politique, à savoir les idées politiques pouvant influencer le passage à l'acte des personnes. Cet aspect a émergé des discours des personnes lors de nos entretiens.

Comme nous allons le voir dans les prochains chapitres, une motivation importante derrière le militantisme des jeunes au PQ est le fait de réaliser l'indépendance du Québec. Cependant, le modèle sociologique développé par Passy ne s'attarde pas à la définition par les militant-e-s de ce projet politique. Dans le modèle de Passy, celui-ci semble être, dans une certaine mesure, pris pour acquis et est donc davantage vu dans une perspective monolithique. Il nous apparaît alors nécessaire de se pencher sur les idées politiques des personnes. De cette manière, nous allons voir que le projet politique d'indépendance du Québec est vu selon une diversité d'orientations politiques par les militant-e-s que nous avons rencontré-e-s et que cela vient influencer leur processus d'engagement.

Cela nous amène à ajouter une dimension idéologique à notre cadre théorique. Selon ce que nous avons pu observer, cette dernière vient interagir avec les contextes socioculturel et relationnel, ainsi qu'avec l'intentionnalité des personnes lors de leur processus d'engagement. Cette dimension idéologique est développée et justifiée plus largement dans notre quatrième chapitre.

Pour répondre à notre question de recherche, à savoir pourquoi les jeunes s'engagent au sein du PQ alors que le mouvement souverainiste est en perte de vitesse depuis vingt ans, nous nous attardons aux critères d'analyse suivants : dans un premier temps, le contexte socioculturel et relationnel des personnes que nous avons rencontrées, ainsi que leur intentionnalité et, dans un second temps, la dimension idéologique de leur engagement. Les détails des critères d'analyse étudiés se retrouvent dans la figure ci-dessous :

« INSÉRER FIGURE 2 ICI »

2.2 Travail de terrain et méthodologie

Un tel cadre théorique nous amène à favoriser une méthode de recherche qualitative. En effet, afin de répondre à notre question de recherche, nous avons favorisé les entrevues sous une forme semi-directive. Puisque nous cherchons à comprendre le processus d'engagement de jeunes militant-e-s souverainistes, l'entrevue en face à face était appropriée puisqu'elle nous permettait d'établir un contact direct avec ces personnes.

2.2.1 *Justification de la méthode*

L'entrevue semi-directive nous donne une certaine liberté quant à son déroulement. La séquence des questions peut varier d'un entretien à l'autre selon les réponses obtenues. Nos données ne sont donc pas standardisées. Le fait que les militant-e-s peuvent élaborer longuement leurs réponses, de pouvoir demander des clarifications par rapport à leurs réponses et de pouvoir poser des questions de relance nous permet d'avoir des données denses sur notre sujet, ce qui favorise la bonne validité des résultats. Ces derniers sont ainsi dépendants de ce que nous disent nos répondant-e-s (Halperin et Heath 2012, 254-258-259). La méthode par entrevues avec questions ouvertes permet de discuter de manière interactive avec les militant-e-s de leurs pratiques et idées pour ainsi tenter de comprendre comment ces jeunes font sens de leur militantisme et du monde qui les entoure (Halperin et Heath 2012, 262). Cela ne serait pas possible si nous utilisions des questions fermées ou une méthode de recherche quantitative.

2.2.2 *Sélection des répondant-e-s et méthode de recrutement*

Pour nos entrevues, nous avons ciblé uniquement les militant-e-s au sein du PQ. Bien qu'une multitude de groupes, partisans ou non, et de partis politiques se retrouvent au sein du mouvement souverainiste (Dufour et Traisnel 2014, 265), l'importance historique de ce parti et

le fait que la concrétisation du projet qu'est la souveraineté du Québec devra passer par l'arène institutionnel a motivé notre choix. De plus, le PQ compte une aile jeunesse bien établie, le CNJPQ (2014), qui existe depuis 1987.

Concernant les jeunes au PQ, les chiffres exacts relativement au nombre de membres au sein des partis politiques n'étant pas publics (Québec 2011), il est difficile de chiffrer leur proportion exacte. Toutefois, suivant l'étude de Tardy que nous avons déjà mentionné, nous pouvons évaluer à environ 6 % la proportion de personnes âgées de 18 à 25 ans au sein du PQ (Tardy 2003, 89). L'étude de Montigny va dans le même sens puisque ce dernier note que seulement 4,9 % de ces répondants étaient âgés de 16 à 25 ans (Montigny 2011, 238). Par ailleurs, à la fin de la course à la chefferie, en mai 2015, le nombre de membres au PQ était estimé à environ 71 000 (Salvet 2015). De plus, après la dernière élection provinciale d'avril 2014, un apparent délaissement de ce parti par les jeunes (Gervais 2014) peut laisser penser que ceux-ci sont moins nombreux au sein du PQ. Il est donc difficile d'évaluer le nombre exact de jeunes qui sont membres du PQ en ce moment, mais nous pouvons estimer, à partir de ces chiffres, qu'ils sont entre 2 500 et 4 300 au Québec. Par le fait même, il n'est pas possible de déterminer la proportion de jeunes habitant la région de Montréal ou, encore, la répartition géographique des membres.

Pour notre échantillonnage, nous n'avons pas pu procéder par saturation, c'est-à-dire faire des entretiens jusqu'à ce que nous observions des redondances dans les réponses ; la quantité d'entretiens nécessaire pour cela étant trop élevée pour un mémoire de maîtrise. Nous avons donc réalisé seize entretiens en cherchant à avoir la plus grande diversité de militant-e-s possible. Ainsi, de par la quantité d'entrevues réalisées, nous croyons qu'il est peu envisageable que nous ayons réussi à couvrir la totalité des parcours et expériences individuels. Néanmoins, grâce à ces rencontres, nous avons été en mesure d'établir certains profils de militant-e-s, que nous présentons dans notre dernier chapitre. De plus, des contraintes de temps et de coûts de déplacement (Halperin et Heath 2012, 259) nous ont amenés à nous concentrer sur la région de Montréal.

Ainsi, pour notre recrutement, le PQ étant présent dans plusieurs universités et Cégeps de la région de Montréal grâce au CNJPQ, nous avons commencé par contacter l'Association

des jeunes péquistes de l'Université de Montréal, le comité des jeunes péquistes de l'Université du Québec à Montréal ainsi que le Mouvement des étudiants souverainistes de l'Université de Montréal, groupe non partisan regroupant des souverainistes de diverses orientations, afin de leur demander s'il était possible de faire circuler une lettre de recrutement auprès de leurs membres. Nous avons réussi à recruter six personnes de cette manière. De plus, des contacts personnels nous ont aussi aidés pour entrer en contact avec trois autres personnes.

Ensuite, nous avons contacté quelques comités régionaux des jeunes du PQ de la région de Montréal ainsi que différentes associations de circonscription. Plusieurs comités et associations ne nous ont cependant pas répondu lorsque nous les avons contactés, mais nous avons tout de même été en mesure de recruter une personne ainsi. Suite à cela, nous avons donc dû procéder autrement. Après huit entrevues, nous avons utilisé la méthode de « l'effet boule de neige », c'est-à-dire de demander à des gens que nous avons rencontrés si elles peuvent nous présenter d'autres personnes pour la poursuite de notre recherche. Les militant-e-s détiennent, dans ce cas-ci, davantage de capital social que nous dans leur milieu militant. Le capital social est défini comme étant « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance » (Bourdieu 1980a, 2). Ainsi, bien que le capital social ne soit pas réparti également dans le réseau militant, les personnes rencontrées ont néanmoins une connaissance du milieu militant nous intéressant et peuvent nous orienter et nous présenter des gens susceptibles de vouloir participer à notre recherche (Noy 2008, 330-335). Nous avons donc pu rencontrer six personnes de cette manière.

Ensuite, pour entrer en contact avec nos répondant-e-s, nous avons envoyé des courriels expliquant notre projet de recherche, le type d'entrevue que nous voulions mener et le temps nécessaire pour les entretiens. L'utilisation des réseaux sociaux a aussi été utile afin de contacter les groupes nous intéressant et les personnes susceptibles de vouloir nous rencontrer.

Bien évidemment, ce travail de recherche comporte certaines limites d'un point de vue méthodologique. Tout d'abord, en raison du fort ancrage contextuel de notre travail de terrain et de la nature de nos données, nous ne cherchons pas à généraliser nos résultats à d'autres situations. Ensuite, notre échantillon pourrait poser problème au niveau de la représentativité.

Effectivement, le mouvement souverainiste est très hétérogène et nous ne prétendons pas, comme nous l'avons mentionné, pouvoir couvrir la totalité des parcours militants, ce qui fait que nous ne cherchons pas à généraliser nos résultats. De plus, en nous concentrant uniquement sur le PQ, nous avons délibérément mis de côté tous les autres partis ou organisations souverainistes que nous pouvons retrouver au Québec. Finalement, en nous concentrant uniquement sur les jeunes militants, nous ne nous sommes pas intéressés aux militants plus âgés, qui constituent une grande proportion de ceux-ci.

2.2.3 Analyse des données

Une fois nos entretiens terminés, nous en avons fait une transcription intégrale afin de pouvoir analyser nos données. Suite à cela, nous avons lu les transcriptions à plusieurs reprises afin de nous imprégner de leur contenu et nous avons ensuite classé différents segments de nos transcriptions selon diverses catégories que nous avons créées. Ces dernières sont issues, d'abord, de notre cadre théorique, et, ensuite, de sujets qui étaient fréquemment abordés au cours des entrevues (Halperin et Heath 2012, 280). Une fois ce premier classement effectué, nous avons pu identifier des récurrences et des variations à l'intérieur des différentes catégories, ce qui a facilité notre analyse. De plus, des allers-retours continus ont été effectués entre notre grille d'analyse et nos transcriptions afin de valider les catégories qui ont guidé notre analyse subséquente afin que nos conclusions aient bonne validité (Halperin et Heath 2012, 281-282).

Dans notre prochain chapitre, nous allons donc présenter le fruit de nos entretiens. Nous analysons aussi les processus d'engagement à l'aide du cadre théorique que nous venons d'établir.

Chapitre 3 : S'engager au Parti québécois

Notre travail de terrain s'est en grande partie déroulé au cours d'une période clé pour le PQ, c'est-à-dire la course à la chefferie qui a fait suite à la démission de Pauline Marois le soir des élections du 7 avril 2014. Cette course a finalement couronné Pierre-Karl Péladeau comme nouveau chef du PQ le 15 mai 2015. Ainsi, notre travail de terrain s'est déroulé entre le 20 janvier et le 12 juin 2015 et nous a permis de rencontrer seize militant-e-s du PQ âgé-e-s entre 20 et 26 ans. De ce nombre, sept sont des femmes et neuf sont des hommes. Treize entrevues ont été faites avec des personnes habitant dans la région de Montréal et trois dans la ville de Québec. Les entrevues avec les trois personnes habitant à Québec ont été faites dans un souci de diversité. Les entretiens ont duré en moyenne 1h40 ; le plus court ayant duré 45 minutes en raison de contraintes de temps et le plus long, 2h15. La majorité des personnes que nous avons rencontrées étaient impliquées dans cette campagne et militaient pour un-e candidat-e. Plusieurs individus rencontrés ont parlé de cette période comme étant un « moment crucial » pour les années à venir pour le mouvement souverainiste. De plus, la quasi-totalité de ces personnes occupait un certain poste au sein du PQ, que ce soit dans une association de circonscription, un comité régional des jeunes du PQ, un comité péquiste dans un établissement scolaire ou encore sur le conseil exécutif du CNJPQ. Le tableau I présente succinctement les personnes que nous avons rencontrées.

Ensuite, nous notons aussi que les personnes rencontrées ont un niveau de scolarité plus élevé que la moyenne. Effectivement, la totalité des militant-e-s, à l'exception d'une qui était au Cégep, poursuivaient ou avaient terminé des études universitaires. En guise de comparaison, en 2012, 29 % de la population québécoise âgée de 25 à 64 ans avaient obtenu un diplôme universitaire (Gauthier 2014, 1-2). Cette caractéristique pourrait être un biais lié à notre étude. Néanmoins, elle est conforme à l'étude de Tardy, qui met en exergue le fait que 58 % des militants au PQ avait obtenu un diplôme universitaire (tous cycles confondus) et que 73 % des militants avaient obtenu un Diplôme d'études collégiales (DEC) (Tardy 2003, 93-94). Pour sa part, l'étude de Montigny démontre que 48 % des militants péquistes ont complété plus de quinze années de scolarité (Montigny 2011, 238). Nous retrouvons aussi le même type de résultats pour le RIN dans les années soixante qui était vu, à l'époque, comme étant un parti

d'intellectuels (Pelletier 1972, 48). Il semble donc que les militants souverainistes sont, généralement, des personnes ayant un niveau d'éducation élevé.

À cet effet, nous devons souligner la possibilité que la méthode « effet boule de neige » que nous avons utilisée pour notre recrutement ait entraîné certains biais. Effectivement, il se peut que cette dernière ait entraîné un manque de diversité relativement aux profils des personnes que nous avons rencontrées, notamment en lien avec leur niveau d'éducation et les postes occupés. Ainsi, les jeunes militants n'ont probablement pas tous un tel niveau d'éducation ou n'occupent pas forcément un poste dans les instances du parti. À ce niveau, nous pouvons alors émettre l'hypothèse que la plupart des personnes rencontrées sont probablement davantage impliquées que d'autres militants au sein du parti.

« INSÉREZ LE TABLEAU I ICI »

Afin de présenter le fruit de ces rencontres, rappelons les thématiques abordées durant les entrevues et l'objectif de ces dernières⁴. Nous avons d'abord posé des questions relativement au militantisme au sein du PQ et au parcours militant de la personne. Nous avons ensuite abordé la question nationale et leur rapport à cette dernière afin de savoir comment ces personnes la conçoivent. Nous avons finalement touché à des questions à propos de la politique de manière plus générale. Ces questions avaient donc pour but de reconstruire le processus d'engagement des personnes, et de circonscrire leurs orientations politiques et leur conception du projet souverainiste.

Dans ce chapitre, nous analysons le processus d'engagement des personnes que nous avons rencontrées à l'aide du cadre théorique inspiré de celui de Florence Passy que nous avons élaboré dans notre chapitre précédent. Notre analyse est divisée en trois parties. Nous analysons d'abord le contexte socioculturel des individus rencontrés. Nous abordons ensuite leur contexte relationnel et nous analysons finalement leur intentionnalité. Le processus d'engagement étant dynamique, les différents contextes vont s'influencer entre eux, ce qui fait en sorte que les différentes parties de notre analyse ne sont pas hermétiques entre elles. Cette analyse des processus d'engagement va ainsi nous permettre de répondre à la question de recherche orientant

⁴ Notre grille d'entretien ainsi que notre certificat d'éthique se retrouvent en annexe.

notre mémoire, qui se concentre sur le processus d'engagement des jeunes péquistes dans le contexte où le mouvement souverainiste est en perte de vitesse depuis vingt ans.

3.1 Contexte socioculturel

Selon Passy, la position sociale ainsi que les ressources culturelles d'un individu influencent son engagement. Une transmission de normes et valeurs se fait grâce à la socialisation politique. Les structures sociales dans lesquelles est inséré l'individu peuvent ainsi être garantes d'une implication future. Nous allons voir que nous retrouvons ce phénomène relativement à la valorisation de l'implication, à la politisation de manière générale et par rapport à la question nationale.

3.1.1 Politisation et valorisation de l'implication

La première chose que nous remarquons par rapport aux personnes rencontrées est relative à l'éducation. Comme nous l'avons déjà noté, les personnes que nous avons rencontrées ont un niveau de scolarité plus élevé que la moyenne. Ainsi, selon Cindy D. Kam et Carl L. Palmer (2008), un haut niveau d'éducation pourrait servir de proxy pour observer certaines prédispositions structurelles, en lien notamment avec la socialisation familiale avant l'âge adulte, qui favoriseraient la participation politique.

Outre le niveau d'éducation, plusieurs des militant-e-s ont pris goût à suivre l'actualité et à s'informer par rapport à la politique en bas âge grâce à leur environnement familial. Pour plusieurs, cette politisation a pu se faire par l'entremise du milieu familial via des journaux, par exemple *La Presse* ou *Le Devoir*, qui étaient à leur disposition à la maison. C'est le cas, notamment, de David⁵ et Marc. De plus, David parle du fait que ses parents lui ont acheté des

⁵ Les noms sont fictifs. Certains éléments ont aussi été masqués ou altérés dans les extraits d'entrevues afin de préserver l'anonymat de nos répondant-e-s.

livres politiques⁶ quand il était à l'école secondaire et que, plus jeune, il les accompagnait les jours de vote pour les élections :

Quand j'étais plus jeune, j'attendais que *La Presse* arrive à la porte parce que je voulais savoir c'est quoi les résultats de la *game* du Canadiens. Mais dans le fond c'est, oui je sautais direct au cahier sport, mais un moment donné je voyais qu'il y avait l'actualité avant [...] je le feuilletais quand même des fois, je m'intéressais quand même, donc il y a eu ces gestes-là [de ses parents]. Un moment donné, c'est sûr voter, ça je m'en souviens et mes parents m'amenaient toujours avec eux pour voter [...] j'étais jeune, assez jeune, je veux dire... c'est sûr qu'à 7-8 ans j'étais avec eux autres. Donc 6 ans quand tu es rendu assez vieux pour aller attendre mettons une demi-heure pour aller voter mais... je comprenais l'importance. (David)

Je pense que mon opinion s'est pas mal forgé au début du secondaire et elle s'est forgée, je veux dire, j'étais super intéressé à l'actualité, je pense qu'elle s'est forgée pas mal par moi-même. Je veux dire, j'étais en secondaire un et je lisais tous les journaux le matin, et *La Presse* a tout le temps traîné chez nous, malgré que je comprends pas pourquoi je suis devenu souverainiste en lisant *La Presse* (rire). (Marc)

D'un autre côté, si certain-e-s ne parlent pas du fait de lire les journaux depuis qu'ils sont jeunes, ils soulèvent le fait qu'ils se sont intéressés à la politique très tôt. C'est le cas, notamment, d'Éric qui « en secondaire un ou secondaire deux, [s'intéressait] déjà aux élections » et « [suivait] un peu ce qui se passait » (Éric), ainsi que de Stéphanie :

C'était vraiment quelque chose qui était naturel chez moi, je sais pas pourquoi, j'ai toujours été intéressé par ça, le côté... ça m'a toujours fasciné... l'envers de la médaille, comment ça marche en arrière, parce que c'est quand même assez impressionnant. Et ça m'a toujours vraiment intéressée, je sais pas pourquoi, c'est ma mère qui me disait ça, depuis que j'étais vraiment jeune que je disais que je voulais faire de la politique. (Stéphanie)

Quant à eux, Marc et Éliane proviennent de familles dont les parents sont ou étaient en politique. Ainsi, Éliane a été en contact avec le milieu politique très tôt dans sa vie, ce qui lui a permis de rapidement comprendre les rouages de celui-ci. Certains facteurs structurels ont donc favorisé sa politisation :

Même quand j'étais toute petite [...] mon père m'a tout le temps fait rencontrer le gros gratin politique et il m'expliquait vraiment c'est quoi que ces gens-là faisaient donc j'ai vraiment tout le temps eu ça autour de moi donc j'ai toujours su ce que c'était, grosso

⁶ Il va mentionner, par exemple, le livre *Pour une gauche efficace* de Jean-François Lisée (2008), député actuel de Rosemont pour le PQ.

modo. Aussi jeune que tu te souviennes quasiment?⁷ Ben aussi jeune, c'est sûr qu'à cinq ans je rencontrais ces gens-là, je savais qu'ils étaient en politique comme papa mais c'est ça, mais c'est surtout vers l'âge, mettons quand tu commences vraiment à avoir une petite indépendance d'esprit, tu commences à... tu regardes les nouvelles et ça sonne des cloches chez toi. Vraiment quand tu comprends un peu ton environnement. Quand t'es plus consciente de ton environnement on dirait que c'est venu plus. (Éliane)

En contrepartie, certaines personnes rencontrées nous ont dit que la politique, et donc la question nationale, était un sujet peu abordé, voire même tabou, dans les discussions familiales. Leur politisation a donc dû se faire d'une autre façon. Ainsi, quelques personnes rencontrées ont dit s'être politisées plus tard, par exemple par l'entremise des cours de politique au Cégep. Cependant, le fait d'avoir eu un contact avec la politique en étant jeune, comme nous venons de le décrire, participe à l'intériorisation de normes et valeurs favorisant l'engagement.

Ensuite, nous constatons que plusieurs personnes proviennent de milieux où l'implication est valorisée. C'est le cas, notamment, de Marc et Éliane, comme nous venons de le noter, mais aussi d'Éric, où l'implication politique était directement valorisée dans leur famille. Nous retrouvons le même type de milieu social pour Nicolas, dont les parents étaient auparavant impliqués dans des causes sociales. Quant à eux, Olivier et Judith, entre autres, se sont impliqués bénévolement assez jeune :

J'adore faire ça, m'impliquer dans divers organismes, même si j'ai pas la chance de le faire autant que je voudrais actuellement, études, travail, certains loisirs aussi, implication au Parti québécois et au Bloc qui me prennent beaucoup de temps aussi. Je me suis impliqué aussi un peu plus jeune, je sais pas si tu connais [Organisme X], ben ils en faisaient aussi pour les jeunes, ça s'appelait [Organisme Y] [...], ça avait pour but dans le fond d'augmenter notre confiance en soi, nous développer personnellement, d'encadrer certains qui avaient moins d'encadrement des parents, qu'on réussit à recruter de part et d'autre. Moi mes parents se sont impliqués, ils ont adoré ça avec moi, on voulait aussi que les parents s'impliquent, [...] Ça c'était vers quelle âge à peu près? [...], je te dirais entre 11 et 13 ans, ça a fini j'avais à peu près 14 ans. (Olivier)

[En parlant de son intérêt pour la politique] Je pense que ça rejoint ma personnalité, quand j'ai des idées, je les défends et je trouve ça important de m'impliquer et tout donc... Même avant j'avais déjà une personnalité comme... j'aimais ça, je faisais du bénévolat et des trucs comme ça, je voulais aider dans la société et je voulais changer les choses. Je m'étais tout le temps dit que quand je serais plus vieille je voulais une job qui allait aider les gens et faire changer les choses. J'avais déjà un peu cet esprit-là, donc la politique, je

⁷ C'est moi qui parle.

sais pas, ça a comme été un moyen pour moi de, pas mettre mon influence, mais de participer à la société. (Judith)

Plusieurs éléments ressortent de ces témoignages. D'abord, l'implication en bas âge peut permettre de développer certaines capacités personnelles qui peuvent avoir un impact dans le parcours de vie de la personne comme, par exemple, la confiance en soi chez Olivier. Ensuite, l'implication peut rejoindre certains traits de personnalité, comme chez Judith. Nous retrouvons cela aussi chez Stéphanie, qui dit être une « personne quand même assez fonceuse, quand je voulais de quoi, je le faisais » (Stéphanie). Finalement, l'implication des parents avec les enfants, comme pour Olivier, permet de transmettre certaines valeurs relativement à la valorisation de l'implication.

De plus, Olivier accorde une grande importance à l'implication bénévole. Si cette dernière lui permet de participer dans sa communauté et d'aider les autres, elle a aussi une dimension individuelle importante puisqu'elle lui permet de développer certaines compétences personnelles : « Je suis un gars, même si je dis que je suis gêné, je suis un gars qui aime beaucoup le social, qui aime beaucoup approcher les autres personnes, connaître du nouveau monde. Je pense justement en m'engageant, ça m'aide personnellement à mon développement, mais aussi à ma progression, je te dirais, de compétence, acquérir de nouvelles compétences, mais pas en travaillant, c'est vraiment en m'impliquant bénévolement » (Olivier).

Nous voyons donc que la valorisation familiale de valeurs comme l'implication personnelle dans son milieu social peut avoir un effet positif sur le parcours militant de diverses personnes. Comme le note Passy, la socialisation dans un environnement où la politique et l'implication sont valorisées permet de transmettre un bagage de connaissances favorisant un éventuel passage à l'acte (Passy 1998, 59). D'un autre côté, plusieurs personnes proviennent aussi de milieux différents où l'implication n'était pas particulièrement valorisée. Ainsi, comme le note Valérie-Anne Mahéo-Le Luel, bien que ce facteur puisse favoriser une implication, il n'en est pas le seul déterminant (2005, 87). Comme nous avons pu le voir, la socialisation familiale est ici importante pour la politisation et la valorisation de l'implication. Il en est de même pour la prise de conscience par rapport à la cause souverainiste.

3.1.2 Définition de l'identité souverainiste

Selon Passy, les réseaux sont essentiels pour la socialisation et la définition de l'identité de l'individu. Cela lui permet de se politiser relativement à certains enjeux de société, dans ce cas-ci, la question nationale au Québec. Cette socialisation peut se faire de différentes manières. Elle peut être faite de manière inconsciente ou consciente, et peut se faire relativement à certains sujets précis. L'insertion dans certains réseaux peut finalement faciliter la prise de contact avec la cause souverainiste.

Nous retrouvons d'abord les effets d'un environnement très « québécois » sur la définition de l'identité de l'individu. C'est le cas de Stéphanie, qui est originaire de l'extérieur de Montréal, et qui a déménagé à Québec pour les études. Dans son cas, sa socialisation s'est faite de manière plus large que seulement dans le milieu familial. La région où elle a grandi a eu une grande influence sur la définition de son identité souverainiste :

C'est bizarre parce que je suis vraiment née de même. C'est vraiment quand je suis arrivé à Québec, ça m'a fait un *clash*. Moi je pensais que tout le monde était souverainiste, tout le monde était fier d'être Québécois. Comme quand on est jeune en [région du Québec X], tous les gens ont des drapeaux du Québec sur leur sac d'école, ils écoutent les Cowboys fringants, ils sont vraiment souverainistes, ils emmerdent le Canada. Tout le monde est de même. [...] Quand je suis arrivée à Québec, ça m'a fait un choc. [...] Moi j'avais jamais rencontré un jeune pas souverainiste avant. À ce point-là, ouais? Ouais. Dans ma tête, tous les jeunes étaient souverainistes, et ceux qui sont pas souverainistes en [région du Québec X], ils se ferment la gueule, ils parlent pas, ils le disent pas vraiment. (Stéphanie)

Certains facteurs structurels, ici l'environnement dans lequel elle a grandi, ont été déterminants pour la définition de l'identité de Stéphanie. Cela fait en sorte que la définition de son identité s'est faite de manière inconsciente. Nous retrouvons une dynamique semblable chez Émilie, à la différence que la socialisation familiale joue un rôle prépondérant dans sa manière de faire sens de l'environnement qui l'entoure. Pour ce faire, elle utilise certains clichés qui viennent, selon elle, circonscrire une spécificité québécoise et qu'elle retrouve dans sa famille. Ces propos rejoignent ceux de Michael Billig, pour qui l'utilisation de stéréotypes peut permettre d'imaginer sa propre communauté (Billig 1995, 81 ; Anderson, 2002) :

C'est comme si je te disais « Ah tu prends pour les Canadiens, comment t'en est venu à prendre pour le Canadien? ». Ben je sais pas quoi te dire à part « le Canadien c'est notre équipe locale, je connais pas vraiment les autres équipes ». C'est un peu ça que je vais

te répondre. Dans ma tête, j'ai toujours été Québécoise. [...] Moi je viens d'une famille québécoise typique, genre 100 % québécoise de génération en génération de [ville X] et je sais pas comment dire... 100 % québécoise dans quel sens? Ben dans les clichés, j'ai une matante cochonne, dans les affaires simples de même, du monde de p'tit pain, dont un mononc qui a bien réussi qui est dans une entreprise, des parents qui ont pas vraiment beaucoup d'éducation mais genre, mon père vient d'une famille de dix. Des affaires de même, des vieux clichés québécois, bon ben ma famille c'est ça. Dans ma tête, on dirait que le discours que je te parlais tantôt du mouvement souverainiste des années 60-70-80⁸, ça a comme imprégné ma famille de genre « on essaie de faire quelque chose avec qu'est-ce qu'on a ». Donc, dans ma tête, j'étais plus proche de cette gang-là que de l'autre gang. C'est con hein! C'est comme con de dire que justement je ressemble plus à un typique souverainiste qu'à un typique fédéraliste. (Émilie)

L'environnement dans lequel nous grandissons ou encore la socialisation familiale peuvent donc amener certaines personnes à dire qu'elles sont « nées comme ça ». Dans cette lignée, la prégnance de ces facteurs amène Stéphanie et Émilie à dire qu'elles ont commencé à avoir des arguments pour défendre la cause souverainiste après avoir commencé à s'impliquer au PQ et à participer à des événements : « c'est à force d'aller dans des événements que je suis devenue convaincue, que j'ai eu des arguments. Les arguments sont venus après? À force d'aller dans des affaires, que j'en connais plus. Si tu m'avais interviewée en 2006, ce serait vide ton affaire. Tu vois que j'ai de la jasette, je parle depuis tantôt, mais je pense que j'aurais dit "ben je sais pas", "Pourquoi t'es souverainiste?" "Ben j'aime le Québec" » (Émilie). De plus, comme le note Passy, l'espace d'actions possibles d'une personne est contraint par les structures sociales dans lesquelles elle est intégrée (1998, 58). Ainsi, pour Émilie, le choix de prendre sa carte du PQ lui est venu comme une évidence : « j'ai pas fait le choix on dirait de prendre ma carte c'est comme, je vais prendre ma carte, et j'ai pas fait "est-ce que je devrais prendre ma carte du Parti libéral à la place?", Il n'y a comme pas eu de choix. Il n'y a pas eu de "est-ce que je suis 100 % souverainiste?" » (Émilie).

Nous voyons ici, pour reprendre les termes de Billig, que le nationalisme peut en venir à se normaliser et à devenir « banal ». Cette banalité se retrouve dans la routinisation quotidienne de la nation et de l'identité nationale dans l'environnement social (Billig 1995, 38). Ainsi, ce rappel inconscient de la nation en vient à faire partie, pour reprendre Pierre Bourdieu,

⁸ « Les Québécois voulaient se libérer de cette pression des anglophones qui avaient tout. Ils voulaient se doter de lois et règlements qui faisaient en sorte qu'ils pouvaient devenir maîtres chez eux » (Émilie).

de l'habitus de la personne, c'est-à-dire des « dispositions, pratiques et routines du monde social familial » (Billig 1995, 42)⁹.

Nous retrouvons aussi une socialisation familiale qui s'est faite de manière inconsciente chez Mathieu. Cependant, dans son cas, cette dernière s'est faite davantage à travers les actions du quotidien de ses parents, qui ont inconsciemment valorisé la culture québécoise, ce qui est un facteur structurel important pour la transmission de normes et valeurs :

Ben c'est sûr que dans ma famille on a toujours été plus nationaliste ou quoi que ce soit mais c'était comme une règle un peu non écrite avant que je commence à, moi, m'impliquer en politique mais on parlait jamais de politique à la maison. Mais mettons comme un peu sans le vouloir, mes parents ont toujours... mettons comme quand on prenait des produits ou quelque chose comme ça, on allait toujours vers les produits québécois, on écoutait de la musique québécoise, on écoutait des films québécois. Donc je pense qu'aussi quand que... je suis né un peu dans une niche nationaliste et je pense que ça, ça l'a aidé aussi. (Mathieu)

Si, pour certaines personnes, le nationalisme était imprégné dans leur milieu social, la socialisation familiale directement par rapport à la question nationale est un canal par lequel d'autres personnes ont dit être « devenues souverainistes » :

Ça m'a toujours un peu intéressé [la souveraineté] parce que ma famille a toujours été impliquée, relativement impliqué en politique. Mes grands-parents c'est des immigrants [pays d'Europe] qui sont arrivés au Québec, qui vivent dans [quartier de Montréal X], qui ont vécu longtemps dans [quartier de Montréal X], et ils se sont impliqués beaucoup au Parti québécois à partir des années 70. Mon oncle aussi, ma mère un p'tit peu, donc il y a toujours eu comme un attachement par rapport au parti, c'est sûr que ça fait partie de moi aussi ça. Donc j'en ai toujours entendu parler, mon père aussi qui est très souverainiste. [...] Il n'y a jamais eu quoi que ce soit de forcé mais c'est sûr qu'il y a toujours eu disons une bienveillance par rapport à la souveraineté autour de moi. (Éric)

Donc c'est vraiment parce que tes parents l'étaient [souverainistes] et qu'ils en parlaient chez vous? Ouais. C'est sûr qu'ils n'auraient pas voulu faire de moi un fédéraliste non plus donc ils se sont arrangés pour me promouvoir la souveraineté. Et comment ils en parlaient? Ben c'est plus ma mère, je dirais, que mon père. Ben ma mère m'a toujours fait écouter de la musique québécoise, m'a toujours fait lire des livres d'auteurs québécois, toujours, un peu que ce sentiment d'appartenance nationale soit ancré en moi, puis ça s'est vraiment fait de cette manière-là, d'être fière d'être Québécoise et d'être

⁹ Pierre Bourdieu définit les habitus comme étant des « systèmes de *dispositions* durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement "réglés" et "régulières" sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre » (1980b, 88).

fière... en étant fière d'être Québécoise au lieu d'être fière d'être Canadienne déjà là, ça l'aide un peu plus. (Éliane)

Dans le cas d'Éric, nous retrouvons donc une tradition familiale relativement au PQ faisant en sorte qu'il a toujours entendu parler de ce parti et de la souveraineté de manière positive. Pour Éliane, c'est davantage le fait que sa mère a su cultiver un sentiment d'appartenance nationale en la mettant en contact avec la production culturelle québécoise. Contrairement à Mathieu, cette valorisation culturelle s'est cependant davantage faite de manière consciente. Cette proximité avec l'enjeu de la question nationale dans la famille a ainsi favorisé le fait de devenir souverainiste pour ces deux personnes.

Il est aussi possible de retrouver une socialisation familiale relativement à certains thèmes nationalistes précis, par exemple des attributs identitaires ou l'histoire du Québec. Cela participe, encore une fois, à développer un sentiment d'appartenance nationale, comme en témoigne Olivier : « mes parents ils ont des secondaires 5, ils ont pas étudié plus là-dedans... sont pas allé au Cégep, ils ont pas d'études approfondies en histoire mais ils connaissent quand même notre histoire, notre langue, notre culture, tout ça, et c'est peut-être des thèmes justement qui revenaient à la maison, et ma mère qui veut absolument que j'apprenne l'anglais mais qu'elle me dit "avant tout, apprends le français, c'est notre langue, faut la protéger" » (Olivier).

Finalement, les réseaux d'amitiés sont le dernier élément que nous avons identifié comme facteur influençant la définition de l'identité des individus. Tout comme par rapport à la politisation, certaines personnes n'ont pas été en contact de manière notable avec la question nationale dans le milieu familial. Ainsi, l'insertion dans certains réseaux peut participer à cette socialisation. Par exemple, Judith parle de sa rencontre avec un ami au Cégep comme ayant été marquante pour sa prise de conscience souverainiste. Contrairement à plusieurs autres personnes rencontrées, elle n'a pas été particulièrement intéressée par la politique avant d'arriver au Cégep :

Au début j'étais fédéraliste. Il [son ami] me parlait de la souveraineté et j'étais là « ouais c'est ça ». Après ça il a continué à m'en parler et il m'a présenté un peu des trucs du PQ, et il m'a présenté [député du PQ X] et là j'ai commencé un peu à m'imp... à m'y intéresser. Lui savait que je commençais à pencher vers ça et puis il m'a amené à des activités du PQ. [...] Je me définissais déjà un peu comme de gauche politiquement et comme, économiquement, je suis plus vers la gauche et je m'étais juste jamais vraiment intéressée

aux partis politiques, comme lequel me rejoint le plus et tout ça parce que même avant d'entrer au Cégep je pensais que je détesterais mes cours de politique en sciences humaines. Finalement ça a été une révélation et j'ai vraiment commencé à aimer ça, donc c'est là que j'ai commencé à m'y intéresser. Donc le fait que quelqu'un m'en parle du PQ, ça m'a montré, ça me l'a fait connaître et je me suis, je sais pas, je me suis sentie rejointe par ces idées-là. Donc c'est vraiment le fait que ça me les a fait connaître parce que je m'étais pas beaucoup informé avant. (Judith)

Dans le cas de Judith, sa prise de contact avec la question nationale par l'entremise de son ami s'est donc aussi faite lors d'une conjoncture personnelle favorable, c'est-à-dire en même temps que sa politisation lors de ses cours au Cégep.

Nous pouvons alors retrouver une socialisation familiale assez forte relativement au nationalisme québécois. Cependant, comme il est aussi possible de le voir, ce facteur n'est pas le seul à influencer le parcours d'engagement des personnes et peut même, dans certains cas, être plus ou moins absent.

Nous voyons que les réseaux informels, c'est-à-dire la famille et les amis, ont d'abord une fonction de socialisation et de définition de l'identité. Les réseaux permettent ainsi de prendre contact avec l'enjeu de la question nationale. Ainsi, s'ils peuvent jouer un grand rôle à ce niveau, les réseaux sont aussi très importants lorsque nous parlons du recrutement.

3.2 Contexte relationnel

Selon Passy, les militants en devenir vont être insérés dans des réseaux. Ces derniers ont une fonction de socialisation et de définition de l'identité, comme nous l'avons vu, une de recrutement, et une dernière de pivot. Les réseaux favorisent ainsi le passage à l'acte d'un individu dans un certain mouvement. La première fonction ayant été abordée dans la section précédente, nous nous concentrons principalement sur celle du recrutement dans cette partie. Quant à la fonction pivot, nous l'abordons aussi rapidement mais son importance est moindre.

3.2.1 *Le recrutement*

La seconde fonction des réseaux est celle du recrutement. Ces derniers vont servir d'intermédiaire entre l'individu étant intéressé par une cause et l'organisation défendant cette dernière. Le recrutement peut donc se faire par l'entremise des réseaux formels ou informels. Nous retrouvons principalement deux types de parcours. D'un côté, il y a les personnes qui, au moment du début de leur implication, ne cherchaient pas nécessairement à s'impliquer. De l'autre côté, nous retrouvons les personnes qui avaient une volonté explicite de s'impliquer au PQ.

Nous allons d'abord voir le premier type de parcours. Sophie s'est fait recruter par des militants péquistes sur Twitter lors de la grève étudiante de 2012 :

Ben moi dans le fond j'avais commencé à la grève de 2012. Je suivais les manifs en twittant et il y a des gens du PQ qui m'ont remarqué, que je faisais un bon travail militant mettons, et qui ont dit « tu devrais venir au Parti québécois pour transposer un peu après la grève » vue que... J'étais affilié à aucun... je faisais ça comme à temps perdu, genre personnel, Twitter et tout ça, la mob numérique mettons. J'ai donc été recruté par des gens du PQ. Ils m'ont fait prendre ma carte et là ça tombait juste dans les élections de 2012 alors j'ai contacté mon comité de circonscription et j'ai commencé à faire des téléphones, à poser des pancartes en 2012 (Sophie).

De plus, au moment de se faire recruter, Sophie était alors membre de QS et elle était plutôt réticente envers le PQ : « le PQ au départ je les trouvais vraiment hypocrites. Quand ils ont mis leur carré rouge à l'Assemblée nationale et tout ça, j'étais vraiment pas péquiste pour ça. Mais quand les élections sont arrivées, je veux dire, toute personne qui veut défaire le gouvernement libéral, l'option logique c'est le PQ, et aussi les gens qui m'ont recruté c'était vraiment plus comme des progressistes et je savais pas vraiment que ça existait des progressistes au PQ » (Sophie). Ainsi, les organisations ayant de plus en plus recours aux médias sociaux à des fins de recrutement (Rodriguez 2013 : 306), nous voyons que, dans ce cas-ci, cet outil a grandement facilité le passage au PQ de Sophie, qui était plutôt récalcitrante de prime abord. De plus, relativement à la grève étudiante de 2012, nous notons que quelques autres personnes ont également commencé à s'impliquer au PQ à ce moment dans le but de renverser le gouvernement libéral.

Ensuite, certaines personnes se sont aussi fait recruter par des personnes qui leur ont demandé directement s'ils voulaient s'impliquer. Par exemple, Éric s'est fait recruter par l'équipe d'un-e des candidat-e-s lors de la dernière course à la chefferie :

Je suis impliqué au Parti québécois uniquement depuis le début de la course à la chefferie. J'ai toujours eu une sympathie mais je m'étais jamais impliqué avant au Parti [québécois]. Comment je me suis ramassé là présentement, c'est très drôle, ça part de [événement X] [...]. C'est là que j'ai rencontré Sylvie¹⁰, qui est maintenant [poste X dans la campagne d'un-e candidat-e à la course à la chefferie]. Elle, après qu'on se soit rencontré à [événement X] pendant l'été, elle est devenue [poste X] du Bloc québécois, donc c'est à l'hiver [20XX]. À l'hiver [20XX], elle m'appelle, et il y a eu, il y avait une campagne partielle au Bloc québécois dans [circonscription X] [...] et elle m'a approché [...], on s'était vraiment bien entendus, on s'aimait beaucoup et elle m'a dit « veux-tu faire [tâches X] pendant la campagne? », et finalement ça s'est transformé en « veux-tu devenir [poste X] du candidat du Bloc dans [circonscription X]? ». Et j'ai toujours trippé sur les défis [...] donc, nouveau défi, j'aime beaucoup ça, [...] et je m'intéressais à la politique donc j'ai dit « go ». Donc un 35 jours de campagne dans [circonscription X], on a eu beaucoup de fun, travaillé très fort et encore là on s'est très bien entendu, donc quand est venu le temps de monter l'équipe pour la campagne de [candidat-e à la course à la chefferie], elle, Jean-François et Micheline m'ont contacté pour savoir si ça m'intéressait de m'occuper de [tâches X]. Je suis pas spécialiste en rien mais je fais un peu de tout, ce qui fait qu'ils m'ont contacté pour la (rire), vu que dans le cadre de la campagne c'est un peu ça qu'il faut faire parce qu'on n'a pas énormément de budget, [...] on peut pas engager du monde pour chaque domaine donc il faut être assez polyvalent et heureusement je suis assez polyvalent, donc c'est ce qui fait que je me suis ramassé là. (Éric)

Ainsi, si l'équipe avec laquelle il a travaillé ne l'avait pas contacté, Éric ne se serait jamais impliqué au PQ puisqu'il n'a « jamais voulu travailler en politique » (Éric). Il était même, lui aussi, plutôt réticent au départ, et plutôt critique envers le PQ et la personne pour laquelle l'équipe travaillait :

Je me définissais pas comme péquiste avant particulièrement. [...] J'ai un peu de difficulté avec certains de leurs projets de loi ou certains de leurs projets dans les dernières années, et ayant été très impliqué pendant la grève étudiante aussi, je sais pas trop à quoi je rêvais en finissant la grève mais sûrement pas à un gouvernement minoritaire du Parti québécois qui finalement augmentait les frais mais par la bande en enlevant les crédits d'impôts et tout ça. J'ai été comme un peu déçu de ça. [...] Donc j'étais assez critique je pense par rapport au Parti québécois et je pense que ce qui m'a vraiment ramené c'est de me dire qu'avec [candidat-e à la course à la chefferie], il y avait vraiment comme, c'est la première fois que je sentais qu'on pouvait se diriger vers un prochain référendum, vers un prochain pays. [...] et je me suis dit « ostie, cette personne-

¹⁰ Les noms sont fictifs.

là c'est peut-être pas naturel que je l'appuie » mais pour la première fois je me disais « non mais peut-être que ça peut se concrétiser », peut-être que... moi j'avais six ans au dernier référendum, là je me dis « peut-être que je vais voir un référendum, peut-être que je vais pouvoir militer pour avoir un pays » et ça, ça m'allume plus que tout. (Éric)

De plus, au niveau de son hésitation à s'impliquer dans la course à la chefferie, la réaction de certains de ses proches peut confirmer le fait qu'il n'avait pas nécessairement le profil type pour militer au PQ : « [militar au PQ] c'est se faire haïr par ben du monde (rire) Ouais? (rire) Ben oui, par ben des amis, vu que j'étais pas mal gréviste, perdre des amis, mais ça c'est la vie [...], j'exagère peut-être un p'tit peu mais c'est sûr qu'il y a ben du monde qui comprennent pas ce que je fais là en ce moment. Ils ont ben de la misère à comprendre là où je suis en ce moment mais moi je suis très à l'aise avec mon choix » (Éric). De plus, il ajoute que les personnes travaillant dans cette équipe ont joué un grand rôle dans le fait d'accepter cette offre : « j'étais pas certain au début donc je leur ai demandé une couple de journées pour réfléchir mais c'est des gens en qui j'ai extrêmement confiance et je sais, j'ai toujours su, et je savais qu'en m'embarquant avec eux, je m'embarquais dans quelque chose de l'fun, de positif et qu'il y avait une réelle volonté d'aller quelque part avec ça » (Éric).

Nous voyons ainsi que, comme dans le cas de Sophie et Éric, les réseaux peuvent avoir un effet important pour le début du militantisme. Effectivement, la persuasion ou des liens d'amitié avec les membres d'une équipe peuvent s'avérer cruciaux pour faire le saut dans un parti politique. Cela vient aussi rejoindre la fonction pivot des réseaux chez Passy, c'est-à-dire que certaines interactions sociales peuvent influencer la décision d'un individu. Relativement aux liens d'amitié, Éliane et Émilie ont aussi commencé à s'impliquer au PQ par l'entremise d'amis proches :

C'est sûr que quand tu connais pas les instances, tu sais pas trop par où commencer donc lui il m'a tout expliqué les instances, m'a présenté des gens, c'est ça, et c'est venu un peu... Et est-ce qu'avant de le rencontrer t'avais quand même ce désir-là de t'impliquer? Peut-être pas, on dirait que c'est vraiment venu quand j'ai su que ça existait et qu'il y avait une certaine porte d'entrée mais sinon ça m'est jamais, j'avais pas vraiment réfléchi avant... malgré que je suis quelqu'un de très autodidacte et je fais ma revue de presse à chaque matin mais j'étais jamais venu à m'impliquer. (Éliane)

Il y avait un kiosque au Cégep [X], donc moi je viens de [X], il y a un kiosque, je signe pour ma carte de membre, j'ai à peu près, je sais pas, 17-18 ans, sûrement 18. Je signe pour ma carte de membre, ça vient là, ça reste comme ça. Donc c'est en 2006 et 2-3 ans plus tard, mon amie est devenue présidente jeune de [région Y], parce qu'elle

s'impliquait dans le comté de [Z], dans l'ouest de [région Y], [Z], et elle devient présidente donc elle doit laisser sa place de représentante jeune, dans les comtés t'as comme des places. Bref, elle me dit « Émilie je laisse ma place, j'aimerais ça que tu viennes t'impliquer avec nous, que tu deviennes représentante jeune ». J'ai dit « ok, ben je vais venir voir ». Je suis venu voir, [...] donc je m'en vais là, ça marche bien. Alors c'est ça, et je deviens représentante jeune à peu près en 2011. [...] Je suis comme quelqu'un qui aime bien s'impliquer, on dirait que prendre ma carte, peut-être que j'allais m'impliquer, c'est con mais j'étais comme « je vais peut-être m'impliquer ». [...] Et s'il n'y avait pas eu de kiosque, je pense que j'aurais jamais pris ma carte de membre peut-être par moi-même. Le fait qu'il y ait eu un kiosque, le fait qu'il y ait eu des gens qui ont dit « eille ta carte », c'est ça. (Émilie)

Ainsi, dans le cas de ces deux personnes, les réseaux informels ont aussi été au centre de leur passage à l'acte. Dans le cas d'Éliane, son ami lui a fait réfléchir à la possibilité d'une éventuelle implication au PQ, chose par rapport à laquelle elle ne s'était jamais questionnée auparavant. De son côté, le début de l'implication d'Émilie s'est fait deux ou trois ans après qu'elle ait pris sa carte de membre de manière circonstancielle. Dans les deux cas, nous voyons que des circonstances favorables les ont poussées à commencer leur implication.

Comme nous pouvons le voir, certaines personnes n'avaient pas nécessairement l'intention de s'engager au moment où leur implication a débuté. Les réseaux informels ont alors joué un rôle important pour faire le lien entre ces personnes et le PQ. Nous allons maintenant voir que le parcours d'autres personnes est beaucoup moins hasardeux pour le début de leur implication.

Certaines personnes avaient ainsi un désir explicite de s'impliquer au PQ et ont fait le saut au PQ par elles-mêmes. Par exemple, André a commencé à s'intéresser à la politique en 2008 et a décidé de commencer à s'impliquer au début de 2010. Marc-André, de son côté, a commencé à la suite d'un stage en milieu professionnel en secondaire 5. Leurs témoignages sont représentatifs à ce sujet :

Dans mon cas c'était plus, je dirais pas autodidacte mais c'est parce que, je nous remets en contexte, c'était l'élection fédérale de 2008 qui venait de passer, ça brassait pas mal. Il y avait des pourparlers pour faire une coalition¹¹ et là, quand ça brasse pas mal et qu'il y a des disputes, surtout pour des enjeux constitutionnels, ça fait jaser à la TV. Donc le Bloc était pas mal, faisait souvent les gros titres, et là moi comme beaucoup d'autres à l'époque j'ai commencé à m'intéresser à la politique, l'éveil nationaliste, je l'étais un

¹¹ En 2008, les partis d'opposition à la Chambre des communes, soit le Parti libéral du Canada, le Nouveau parti démocratique et le Bloc Québécois ont eu des pourparlers afin de former une coalition dans le but de renverser le gouvernement conservateur. Cette coalition n'aura finalement pas vu le jour (La Presse canadienne 2008).

peu et là je regardais ça aller et je me suis dit « l'indépendance c'est un beau combat, faudrait que j'y participe ». Le Bloc québécois ça allait relativement bien, ça faisait quelque chose comme quinze ans qu'ils récoltaient majorité par-dessus majorité aux élections fédérales au Québec. Je me suis dit « le Parti québécois ça fait deux élections, même trois élections qu'il mange la claque » donc je me suis dit « si je suis pour investir mes forces, je vais les investir au provincial, là où est-ce qu'ils ont besoin d'aide ». Donc une fois, une soirée de temps avec un ami, on jasait au téléphone et je suis allé sur le site du Parti québécois, il y avait une section « cliquez pour s'impliquer ». J'ai cliqué dessus et comme de fait ils ont tenu promesse, ils m'ont envoyé un courriel. [...] J'ai reçu un courriel, ça a pris un certain temps, ils m'ont relancé, ça a fait un suivi et là un moment donné ils m'ont invité à une activité formelle et j'ai commencé à participer. Donc là tu es allé à l'activité et après ça, ça a juste déboulé, ils t'ont invité à d'autres trucs? Ouais voilà. Ils m'ont invité à participer dès le début et moi j'ai commencé à faire une activité... et là de fil en aiguille je suis rentré sur l'exécutif de circonscription et j'ai pas lâché depuis. (André)

Comment j'en suis venu à m'impliquer, c'est qu'en secondaire 5, à mon école secondaire, fallait faire un stage en milieu professionnel et dans ma classe il y avait la fille du député de mon comté et je lui avais demandé si je pouvais faire mon stage avec. [...] Dans le fond je lui ai demandé, ça s'est arrangé, alors j'ai fait mon stage avec eux et après ça en fin de journée je soupais avec le député et je lui disais que j'essayais de devenir membre mais je pouvais pas parce que j'avais pas de chèque, pas de carte de crédit. « Ben voyons, tu peux payer par argent comptant, ça s'arrange ». Donc c'est là que j'ai pris ma carte de membre et que pas longtemps après ils sont venu me voir pour me demander si ça me tentait de m'impliquer et c'est là que j'ai commencé, essentiellement. Donc à l'âge de 17 ans. (Marc-André)

Nous voyons donc que, dans ce type de situation, les réseaux formels, ici le PQ, sont conjugués à la volonté individuelle de militer. Si la personne démontre son intérêt envers la cause et envers le PQ en s'inscrivant sur son site Internet, par exemple, son implication est tout de même tributaire de l'invitation à participer à une activité qu'elle va recevoir de la part du parti. Cela rejoint ainsi les propos de Passy où les organisations peuvent, à travers certaines actions, dans ce cas-ci l'envoi d'invitations, recruter des militant-e-s (2003, 24).

Quant à elle, Stéphanie a aussi contacté elle-même le PQ pour s'impliquer : « C'est vraiment moi qui a contacté. Me semble j'étais allé sur le site du Parti québécois pour la jeunesse, CNJPQ, et là ils m'avaient dit "militier". J'avais donné mon nom et ils m'avaient appelé. Mais c'est pas eux qui m'avaient recrutée, c'était vraiment moi qui avait voulu » (Stéphanie). Cependant, comme nous allons le voir plus loin au niveau de l'étape de l'intentionnalité, sa prise de décision a également été motivée par un intérêt individuel en lien avec sa carrière :

Dans mon bac ils me conseillaient vraiment de s'impliquer parce que [...] c'est vraiment large et il faut que tu te spécialises un peu ou avoir une crédibilité dans ton domaine, et

moi je trippais vraiment sur la politique, j'avais décidé de me spécialiser là-dedans. Tu vois, grâce à ça, j'ai eu un emploi dans [organisation X]. [...], mon profil [de travail, aujourd'hui,] c'est vraiment politique. (Stéphanie)

Si certaines personnes ont commencé leur implication par elles-mêmes, nous pouvons aussi observer les dynamiques entourant la non-participation politique en regardant le parcours de Mathieu, qui est membre du PQ depuis l'âge de 16 ans mais qui a commencé à s'impliquer à 24 ans. Effectivement, la volonté individuelle de s'impliquer, bien que présente, n'était pas suffisante pour lui afin de commencer à s'impliquer :

C'est plus quand j'ai commencé à me tenir avec Simon que là j'ai commencé à rencontrer plus d'indépendantistes et que là ça m'a aidé à m'impliquer un peu plus. C'est qu'avant je connaissais vraiment personne dans ce... c'est entre autres les barrières que j'avais pour commencer à m'impliquer, je savais pas par où commencer, je savais pas avec qui aller parler ou quoi que ce soit. Je suis un peu timide aussi donc c'était difficile d'approcher les personnes pour juste aller mettons dans une rencontre de circonscription, je me disais « ok je vais aller là et avec qui qu'il faut que je parle » [...] On dirait qu'en connaissant Simon, c'est ce qui m'a permis de rentrer un peu dans le système, qu'avant j'étais pas capable de rentrer, pas que... et je sais que c'est vraiment des barrières psychologiques que je me montais moi-même dans ma tête, c'est pas que le PQ est menaçant ou que... c'est moi-même qui me disait « ah je suis pas capable de rentrer dedans » [...] Je voulais, j'ai toujours voulu [m'impliquer], ouais. Exactement ça, mais ça avait juste jamais adonné encore. (Mathieu)

Nous voyons que, dans le cas de Mathieu, il y avait une volonté explicite de militer au PQ. Cependant, certains traits de personnalité, ici la timidité, l'en empêchait et c'est en rencontrant son ami qu'il a eu une opportunité de s'impliquer. Cela rejoint les propos de Valérie-Anne Mahéo, Yves Dejaeghere et Dietlind Stolle sur la non-participation politique des jeunes, et qui développent le profil de « l'attentiste » à ce sujet. En effet, certains obstacles temporaires peuvent miner le désir d'engagement de certaines personnes. Ces dernières ont des connaissances politiques et trouvent que la participation dans la société est importante, mais il leur manque cependant des opportunités de mobilisation en lien avec leurs intérêts sociétaux pour s'engager. Cela se reflète ainsi dans le fait de « [désirer] s'engager, mais [ne pas toujours savoir] comment faire et où aller pour cela ». Les réseaux informels sont ici importants afin de transformer le potentiel de mobilisation de la personne en engagement (Mahéo, Dejaeghere et Stolle 2012, 414-415).

Ainsi, certaines personnes ont explicitement exprimé la volonté de s'impliquer au PQ pour faire avancer la cause indépendantiste. Cela contraste fortement avec les autres militant-e-s

qui ne cherchaient pas nécessairement à s'impliquer au PQ et où les réseaux informels ont été davantage importants. Diverses suites d'évènements les ont alors menés à s'engager pour la cause souverainiste.

Ayant maintenant développé le contexte socioculturel et relationnel des militant-e-s rencontré-e-s, nous pouvons maintenant aborder l'intention des acteurs. Nous verrons que cette dernière étape est intrinsèquement liée aux deux premières parties.

3.3 Intention de l'acteur

L'intentionnalité de l'acteur a trait à la prise de décision de celui-ci. La personne étant structurellement et idéologiquement prête à s'engager, elle va effectuer un calcul coût/bénéfice en évaluant certains paramètres afin de décider si elle a l'intention de convertir sa « sympathie politique en acte » (Passy 1998, 131). Certains paramètres ont une influence directe sur le processus décisionnel alors que d'autres l'influencent indirectement en modulant les préférences de l'individu. Le premier type de paramètre comprend l'efficacité collective et individuelle, ainsi que l'intérêt individuel. Le second type se réfère aux expériences concrètes avec l'enjeu et à l'intérêt porté à l'enjeu.

Passy identifie aussi le facteur des disponibilités individuelles comme paramètre influençant directement l'intention de l'acteur. Cependant, ce paramètre ne semble pas avoir grandement influencé la décision des personnes que nous avons rencontrées. De plus, la plupart de ces personnes étaient encore étudiantes. Ainsi, comme le note McAdam, le fait d'être étudiant libère les personnes de certaines contraintes biographiques, par exemple un emploi à temps plein ou le fait d'avoir des enfants, qui viennent contraindre l'emploi du temps des personnes, ce qui réduit les perspectives d'engagement politique (McAdam 1986).

Nous débutons par l'analyse du paramètre des expériences concrètes des militant-e-s puisque ces dernières surviennent plus tôt dans le parcours de vie des personnes.

3.3.1 Expériences des militant-e-s avec la question nationale

D'abord, les cours d'histoire à l'école secondaire sont, pour plusieurs, un élément qui leur a permis de prendre contact avec l'idée de la souveraineté du Québec. Ces cours ont donc permis à ces personnes d'avoir une « expérience concrète » avec l'enjeu de la question nationale, ce qui vient, selon Passy, moduler leurs préférences. Cette expérience concrète se réfère au fait d'avoir expérimenté directement un enjeu de protestation. Par exemple, dans le cas du mouvement de solidarité chez Passy, cette expérience peut être le fait d'avoir été en contact avec les conditions de vie dans les pays du Sud à la suite d'un voyage (Passy 1998, 77). Ainsi, l'histoire pouvant occuper une place importante lorsque nous parlons de la question nationale, le fait d'avoir suivi des cours sur l'histoire du Québec a pu contribuer à éveiller un sentiment d'appartenance nationale.

De plus, comme le démontre Jocelyn Létourneau dans son étude sur la conscience historique des jeunes au Québec, les cours d'histoire à l'école secondaire participent à la construction « des visions malheureuses ou victimaux du destin québécois chez les jeunes ». Ce phénomène serait davantage accentué chez ceux ayant précédé la réforme du programme d'histoire en 2007 (Létourneau 2014, 221). Or, comme le note Jocelyn Maclure, nous retrouvons chez plusieurs auteurs nationalistes, comme Fernand Dumont, Hubert Aquin et Pierre Vallières, ce type de discours « mélancolique » marqué par « la fragilité, la précarité, la médiocrité, l'immaturation et la pusillanimité du peuple québécois » (Maclure 2000, 41). Celui-ci s'est imposé comme étant une représentation dominante de l'imaginaire national depuis les années 1950 (Maclure 2000, 76). Comme nous allons le voir dans le prochain chapitre, nous retrouvons aussi ce type de vision de l'histoire du Québec dans le discours de certaines personnes que nous avons rencontrées.

Dans cette lignée, nous devons aussi souligner le rôle de l'enseignant dans la transmission du savoir historique, cette personne étant au centre de l'expérience concrète des cours d'histoire. Effectivement, « dans le processus de socialisation et d'apprentissage scolaire, le comportement des élèves reste plus influencé par le comportement de l'enseignant que l'inverse » (Provost 2006, 74). Le discours et la subjectivité de l'enseignant peuvent donc, dans une certaine mesure, influencer l'élève dans la construction de ses conceptions et représentations

identitaires (Provost 2006, 75). Ainsi, plusieurs militant-e-s rencontré-e-s parlent du fait qu'elles ont eu un professeur indépendantiste dont les convictions politiques teintaient l'enseignement : « J'ai eu un autre prof aussi qui était vraiment excellent et lui il était vraiment *trash*. C'était genre un, pas felquiste mais sur les bords (rire). Il passait des commentaires des fois et je savais pas c'était quoi le FLQ dans le temps mais en y repensant des fois j'ai fait comme "oh eille c'était proche de ça hein!" » (Sophie) ;

Il y a aussi au secondaire dans des cours de français, et d'après moi j'avais un prof qui était pas mal pro langue française et qui voulait qu'on la défende, il nous montrait une chanson, je me rappelle pu c'est qui qui l'a fait¹², mais c'est une chanson qui montre que comme on a été... on est assimilé au fur et à mesure, les noms deviennent anglais. [...] Donc je crois que ça aussi, ça m'a peut-être allumé, ils nous ont montré ça en secondaire 3. C'est ma prof de secondaire 3 qui nous a montré ça. Peut-être ça aussi je me suis dit « défendre la langue française, Parti québécois... ». Je me suis renseigné, je regardais tout ça, eux qui ont amené la loi 101. (Olivier)

Relativement au rapport à l'histoire, nous retrouvons également un processus d'apprentissage autodidacte chez les personnes rencontrées. Selon Molly Andrews, la stimulation intellectuelle par l'entremise, par exemple, de livres ou de films, peut aider à comprendre sa situation personnelle et le monde qui nous entoure. Cela peut influencer la politisation de l'individu et avoir un impact considérable sur son engagement subséquent (2008, 122). Ainsi, plusieurs personnes se décrivent comme étant des « [fêrus] d'histoire » (Marc-André). Si plusieurs ont eu leur premier contact avec l'histoire du Québec lors des cours à l'école secondaire, ils se sont par la suite renseignés par eux-mêmes sur cette même histoire. Par exemple, Mathieu et Marc-André en ont appris davantage sur l'histoire en lisant par eux-mêmes :

Je suis quelqu'un qui est un peu autodidacte donc quand j'ai appris l'existence de René Lévesque, c'est pas dans mes co... on a pas poussé plus loin qu'il fallait mais quand je me suis dit "ah ben il a l'air d'un chic type" je vais commencer à lire moi-même sur lui et c'est comme ça que j'ai commencé à l'aimer davantage et en apprenant par moi-même sur lui. [...] Ouais c'est vraiment par moi-même, que les lectures, que je me disais "ok mettons...", avec mes parents on voyageait quand même beaucoup donc « ok on a six heures de voitures à faire aujourd'hui avant d'arriver à tel point et après ça on va avoir

¹² Il fait référence à la chanson *Mommy* écrite par Gille Richer et Marc Gélinas en 1971, et qui a été interprétée principalement par Pauline Julien. Cette chanson traite de la peur de l'assimilation du peuple québécois à la langue anglaise. Cet extrait représente bien l'esprit du texte : « Mommy, Mommy, I love your dearly / Please, tell me how in French my friends used to call me? / Paule, Lise, Pierre, Jacques ou Louise / Groulx, Papineau, Gauthier, Fortin, Robichaud, Charbonneau / Mommy, Mommy, how come it's not the same / Oh! Mommy, Mommy, what happened to my name / Oh! Mommy, tell me why it's too late, too late, much too late ».

un autre dix heures le lendemain » donc moi j'étais dans mes livres tout le temps, tout ça, rendu à la plage, si c'était là qu'on allait, ben j'étais dans mes livres pareil sur la plage. Je préfère m'instruire moi-même. (Mathieu)

Moi l'histoire ça me passionnait parce que c'était quelque chose qui était... comprendre ce qui s'était passé, [...] à 15-16 ans tu réalises un peu qu'il y a eu de quoi avant toi et qu'il va y avoir de quoi après toi. Quand j'ai réalisé qu'il y a eu de quoi avant moi, j'ai fait comme « il s'est passé quoi avant moi? », parce que mon prof d'histoire, qui était vraiment excellent, il était vraiment très bon, il a réussi, il nous a donné la piqure de l'histoire, vraiment, à ce moment-là, tu te poses la question « il s'est passé quoi avant? ». [...] Il avait commencé son cours en disant la citation que Karl Marx avait mis dans le manifeste du Parti communiste, qui est « ceux qui connaissent pas leur histoire sont condamnés à la répéter », ben c'est exactement ça. Moi à partir de là, je prends conscience de cette maxime-là, ben faudrait peut-être que je sache qu'est-ce qui s'est passé et après ça, à partir de ce moment-là, j'ai lu, j'ai lu, j'ai lu et ça a pas arrêté, et même en secondaire un et deux j'étais déjà intéressé, j'avais lu beaucoup aussi, donc à partir de là, c'est pas mal là que j'ai vraiment eu la piqure de l'histoire. (Marc-André)

De son côté, Gabriel, s'il parle moins du fait de lire par lui-même sur des sujets historiques, allait poser des questions à son professeur après les cours, ce qui lui permettait d'approfondir la matière enseignée : « C'est venu dans mes cours d'histoire au secondaire [son intérêt pour la question nationale]. J'apprenais l'histoire et là j'allais m'informer au prof et j'ai eu des profs indépendantistes » (Gabriel). Si cette expérience concrète avec la question nationale est vécue par toutes les personnes qui suivent les cours d'histoire à l'école secondaire, nous retrouvons chez ces militant-e-s un effort individuel supplémentaire pour comprendre les enjeux relatifs à cette question et pour devenir convaincus dans leurs convictions politiques, ce que nous ne retrouvons pas forcément dans l'ensemble de la population. Ainsi, dans le cas des personnes rencontrées, si les réseaux participent à leur socialisation et à la définition de leur identité relativement à l'enjeu de la souveraineté, nous constatons que leurs propres actions participent aussi à la définition de leur identité politique.

De plus, certaines personnes ont dit avoir développé un intérêt par rapport à la production culturelle québécoise, par exemple des documentaires, des films ou encore des livres se référant à la question nationale et que cela a pu être marquant dans leur cheminement. Nicolas cite, par exemple, le poète Gaston Miron, des documentaires historiques de l'Office national du film (ONF), le documentaire *Le confort et l'indifférence* de Denys Arcand, ou encore des films de Pierre Falardeau comme *15 février 1839* et la série *Elvis Gratton* comme ayant été des œuvres marquantes pour lui. De son côté, Laurence mentionne avoir été influencée par le groupe rap

Loco Locass dont les textes traitent abondamment de la question nationale : « j'écoutais et là ça m'allumait, les paroles, et à partir de ça tu cherches aussi, tu réalises et ça t'allumes de plus en plus à ça [la politique]. [...] La manière qu'ils étaient écrits [les textes] aussi, quand t'es ado, t'aimes des trucs de même et ouais, ça m'aidait à m'intéresser et à essayer de comprendre qu'est-ce qu'ils disaient "ok ça, d'où ça vient, c'est quoi, ok c'est ça" » (Laurence).

Ensuite, certains évènements ont aussi permis à quelques personnes de prendre contact avec la cause souverainiste, ce qui fait aussi office d' « expérience concrète avec l'enjeu ». Tout d'abord, seulement deux personnes, Éric et Marc, disent se souvenir du référendum de 1995 en raison de rassemblements familiaux à ce moment. Par rapport à cela, nous notons cependant que ces personnes, âgées de 26 ans, sont les personnes les plus vieilles que nous avons rencontrées. Si cela semble avoir été davantage marquant pour Marc, ce n'est pas le cas pour Éric : « Je me souviens du soir du référendum, j'avais 6 ans et je m'en souviens encore [...] je pensais qu'on allait se séparer littéralement, géographiquement, comme le continent, j'ai 6 ans là, mais je me souviens de ça et je me souviens, à 6 ans j'ai senti qu'il y avait quelque chose qui se passait, et je m'en souviens encore. » (Marc) ; « Écoute, j'avais 5 ans, 6 ans, j'avais 6 ans, je me souviens, j'étais dans le salon chez mes grands-parents et puis tout le monde braillait dans ma famille parce que tout le monde était assez souverainiste mais je me souvenais pas pourquoi. Je trouvais ça bizarre que le monde braille, tu *checkais* à la télé, il y avait des drapeaux québécois et ça pleurait mais je comprenais pas trop les tenants et aboutissants. » (Éric).

D'autres expériences ont aussi pu marquer le parcours de certains militants. Par exemple, Mathieu parle de sa participation à un programme d'échange pancanadien. À travers celui-ci, il a pris conscience du fait qu'un fossé culturel sépare, selon lui, la population québécoise et celle du reste du Canada :

J'ai fait un voyage qui s'appelle [organisation X] et je suis allé pendant neuf mois de temps avec dix autres Canadiens, ou je veux dire, sept autres Canadiens et trois autres Québécois. Et puis à chaque fois qu'il y avait des différends, à chaque fois qu'il y avait de la chicane, ça finissait toujours Québécois d'un bord, Canadiens de l'autre. Toujours. Peu importe c'était quoi le conflit, ça finissait toujours comme ça. Donc c'est après ce voyage-là que je me suis dit « ok on n'a vraiment pas notre place ici ». Je pense qu'intérieurement, comme notre culture est tellement différente l'une de l'autre, qu'on pourra jamais s'entendre. Comme... Je pense que d'une certaine façon c'est inné en nous qu'on peut pas s'entendre. (Mathieu)

De son côté, André a pris conscience du système politique canadien lorsqu'il s'est engagé dans l'Armée canadienne, ce qui l'a amené à avoir des convictions souverainistes :

Je pense que là où j'ai commencé à me poser des questions qui m'ont amené à devenir souverainiste c'est que quand j'avais 16 ans, comme ben du monde, je me suis pas posé cette question-là, j'étais plus fédéraliste par défaut, et j'avais décidé de m'engager dans la réserve, et puis c'est là que j'ai commencé à me poser des questions. [...] Les députés, comme les nouveaux citoyens et les militaires, quand ils s'engagent, ils prêtent serment. Ils prêtent serment pas sur la Constitution, ils prêtent pas serment sur les valeurs humanistes, ils prêtent serment au monarque britannique. Pas un monarque canadien là, déjà là en soi, pour quelqu'un qui est pas monarchiste c'est un problème, mais un étranger là. [...] On réalise pas ça, au quotidien, ça a pas de prise mais quand tu regardes ça, c'est un peu humiliant et là je me demandais, je posais des questions « pourquoi est-ce qu'on fait ça? » (André)

Nous voyons que certaines expériences personnelles ont pu servir de bougie d'allumage pour la prise de conscience d'une personne face à la question nationale. Cela peut se répercuter dans l'accroissement du sentiment personnel que les cultures québécoise et canadienne sont irréconciliables ou encore que le Québec soit perpétuellement subordonné au Canada à travers son système politique.

Ces témoignages nous permettent de voir que, si ces jeunes n'ont pas forcément vécu des événements marquants du mouvement souverainiste et de l'histoire du Québec, d'autres événements ou types d'expérience ont pu participer à leur politisation par rapport à la question nationale, ce qui a pu influencer leurs préférences au moment de leur passage à l'acte. Cependant, contrairement aux propos de Quéniart et Jacques soulevés dans notre second chapitre, le référendum de 1995 ou les négociations constitutionnelles n'ont pas joué un rôle prépondérant dans le parcours militant des personnes que nous avons rencontrées. Ainsi, nous pouvons parler d'un effet de génération par rapport au référendum de 1995. En effet, une génération politique peut être définie comme étant « composée d'individus (d'âges différents) qui joignent un mouvement social pendant une vague de protestation donnée » (Whittier 1997, 762 *traduction libre*). Il y a alors une divergence entre les cohortes puisque des changements de contexte amènent différentes expériences politiques qui participent à la construction de l'identité collective des militant-e-s (Whittier 1997, 763). À la différence de Nancy Whittier, une certaine tranche d'âge caractérise cependant le groupe d'individus auquel

nous nous intéressons. Cette génération militante peut donc, à la différence de la précédente, être caractérisée par le fait de ne pas avoir vécu le référendum de 1995 et les négociations constitutionnelles qui l'ont précédé. Nous ne pouvons alors plus voir cette suite d'évènements comme étant une conjoncture critique, comme ce fut le cas auparavant, dans les expériences personnelles des jeunes de cette génération puisque ces moments n'ont aucune prégnance sur leurs parcours d'engagement. À cet effet, les propos de Marc décrivent bien la situation :

On n'en a pas parlé. Je veux dire, tous les baby-boomers et tout, sont comme « ben on en a parlé de la souveraineté, on en a parlé de référendum ». Je suis comme « ouais mais moi non ». Ma génération non. On nous en a pas parlé. Arrêtez de penser que parce que vous en avez débattu pendant, je sais pas, de 70 à 95, pendant 25 ans, que tout le monde est au courant de tous les enjeux et tout le monde est au courant de toutes les nuances dans l'histoire, et sait c'est quoi la souveraineté, et c'est quoi que ça représente et c'est quoi que ça donne et c'est quoi que ça l'enlève. On n'en a pas parlé et les gens pensent que la souveraineté c'est le référendum et qu'il y a rien après, c'est le néant après. (Marc)

De plus, relativement à la perte de vitesse du mouvement souverainiste depuis 1995, il est alors intéressant de constater que le rapprochement idéologique de la grande majorité des personnes rencontrées avec la cause indépendantiste ne s'est pas fait relativement à des évènements actuels de ce mouvement mais plutôt avec des éléments du passé. Effectivement, concernant la socialisation familiale et les cours d'histoire, nous remarquons que cette prise de conscience souverainiste s'est faite, principalement, avec la vision qui en était véhiculée dans leur famille ou encore par rapport à une perspective historique du mouvement.

Suite à ce rapprochement idéologique avec la cause souverainiste, nous allons maintenant voir que le niveau d'intérêt qui y est accordé peut varier d'une personne à l'autre.

3.3.2 L'intérêt porté à l'enjeu

Le second paramètre ayant une influence indirecte sur l'intentionnalité des acteurs est l'intérêt porté à l'enjeu. Ainsi, pour la totalité des personnes rencontrées, nous retrouvons, à travers leur implication au PQ, une volonté de militer en faveur de l'indépendance du Québec. Cela peut être mis en lien avec l'intérêt que portent ces personnes à l'enjeu de la question nationale. Cet intérêt se réfère à la place qu'occupe l'enjeu de contestation dans l'échelle de priorités de la personne et module les préférences individuelles au moment de la prise de

décision (Passy 1998, 76). Cela peut provenir, par exemple, de la socialisation et des différents apprentissages relativement à ce sujet qui peuvent mener à un fort sentiment d'appartenance nationale. Cependant, comme nous allons le voir, le niveau d'intérêt peut varier d'une personne à l'autre et l'enjeu de la question nationale peut, ou non, occuper une place importante dans la vie des militant-e-s.

Ainsi, l'indépendance du Québec occupe une place centrale dans la vie de Gabriel :

Aux dernières élections, quand j'ai entendu Pauline Marois à la radio dire « non on en fera pas de référendum dans le prochain mandat et peut-être pas l'autre d'après », j'ai... *fuck*, je milite pour quoi? Pourquoi je militerais au Parti québécois si c'est pas pour l'indépendance? Moi militer... je vais juste passer ma vie à faire autre chose d'abord. Le but de mon implication c'est ça. À partir du moment où tu me dis que tu feras pas ça, donne-moi une autre bonne raison de militer pour toi. [...] C'est le sens que j'ai donné à ma vie de militer pour l'indépendance du Québec... Plus jeune j'ai fait une dépression et puis comment je m'en suis remis c'est en m'accrochant après un projet et c'est le projet que j'ai décidé d'accomplir. Je me suis dit « à quoi bon vivre si c'est pour vivre chez nous et vivre ma p'tite vie tranquille et arriver à 70 ans et mourir là ». Ça m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse c'est de faire le bien commun et moi je pense que le meilleur moyen de maximiser mon utilité sociale c'est de faire l'indépendance du Québec. C'est là que je peux le plus changer le monde disons. [...] C'est central dans ma vie, toute ma vie tourne autour de ça. (Gabriel)

Ainsi, la seule raison pour laquelle Gabriel, mais aussi plusieurs autres, milite au PQ est afin de réaliser l'indépendance du Québec. De plus, nous voyons que son parcours est marqué par un « passage à vide », dans son cas une dépression. Cette dernière a eu un effet focalisant sur son engagement puisque la place qu'occupe son militantisme pour la cause indépendantiste dans sa vie a décuplé à partir de ce moment. Quant à lui, Mathieu parle de la place que la question nationale occupe dans son quotidien : « Ça, oui, c'est vraiment très important, je pense que même c'est que... je me définis comme indépendantiste donc... mais la plupart de mes actions que je pose dans mon quotidien ça l'a rapport avec la politique, de gauche et d'indépendantiste, à chaque fois que je peux parler de souveraineté, je le fais toujours. [...] C'est rendu un automatisme pour moi, c'est rendu ma personnalité » (Mathieu). D'un autre côté, Olivier dit que, si la question nationale était importante pour lui avant, elle l'est davantage maintenant :

Je te dirais plus ça va, plus la question nationale, justement, est dans ma vie à tous les jours. Il n'y a pas, je pense, un moment qui j'y pense pas. N'importe quelle situation, je me dis « si on était un pays, on réagirait comme ça, comme ça, comme ça », c'est tout le temps, maintenant c'est tout le temps. Avant un p'tit peu moins mais j'y crois comme je te dis depuis que j'ai 11-12 ans, que je me renseigne, j'écoute les gens, j'écoute des

discours, je regarde des discours antérieurs. J'aurais aimé ça, moi je me vois comme un gars qui aurait été, qui aurait dû être, à peu près à 18-19 ans, dans les années 70 dans le temps de Lévesque, j'aurais vraiment aimé ça être un gars dans ce temps-là, le vivre. C'est ça je pense, je te dirais, qui me manque le plus personnellement, c'est de pas avoir eu la chance de le vivre. (Olivier)

Comme nous le voyons dans ces trois témoignages, la cause indépendantiste peut être très présente dans le quotidien de certain-e-s militant-e-s. Cela se reflète, par exemple, dans le fait d'en parler souvent, d'orienter ses actions en fonction de cela et de préfigurer le pays au quotidien. Cependant, si cette question occupe une plus grande place pour Olivier depuis qu'il s'implique au PQ, l'implication a eu un effet contraire pour David. Effectivement, il affirme avoir « commencé à militer à cause de la souveraineté » et que cette question était prédominante dans sa réflexion, mais, qu'en ce moment, il n'est « plus capable d'en parler, moi je trouve qu'on se parle juste entre convaincus [...] je pense que le parti a d'autres problèmes que jaser de ça. [...] Ça m'a mené à une espèce d'écoeurement d'en parler tout le temps » (David). Ainsi, si David reste tout de même convaincu à ce sujet, l'idée de souveraineté n'occupe plus une place aussi importante dans sa vie qu'auparavant.

D'un autre côté, l'intérêt porté envers la question nationale peut être moindre pour certaines personnes. Par exemple, pour Sophie et Stéphanie, cette question n'occupe pas une grande place dans leur vie. Pour Sophie, bien que convaincue à ce sujet, la technocratisation du parti et le fait que les têtes dirigeantes du PQ ne semblent pas vouloir défendre la souveraineté l'amène à donner à cette question une importance moindre :

Je me sens comme d'une génération qui n'est pas interpellée par la souveraineté et qu'il y a rien plus haut qui est fait pour que ce soit fait, tu comprends. Dans quel sens? Je milite au PQ, oui, mais je veux dire... le national du PQ, l'espèce de grosse boîte noire que personne sait trop comment ça marche ils disent [...] « on va faire du Québec un pays ». Mais comment vous allez le faire, comment? Il n'y a jamais de plans, il n'y a jamais de trucs qui sont mis de l'avant pour que ça fonctionne et j'ai l'impression qu'à cause de ça, même les militants au PQ, pas qu'ils sont blasés mais ils ont moins comme... c'est pu aussi urgent que c'était. [...] Mais c'est sûr que j'y crois. Comme militante je peux pas, tu peux pas militer au PQ sans croire à la souveraineté mais dans mon quotidien, comment la souveraineté ça s'exprime... s'il n'y a rien qui est fait plus haut pour que ça s'exprime ben j... oui tu peux prendre des initiatives individuelles mais faut qu'il y ait une genre de commande qui vient d'un peu plus haut [...], si c'est pas l'argument numéro un du parti ce sera pas l'argument numéro un des militants non plus. [...] Faut que ça vienne de la base et d'en haut mais des fois ça vient de la base et

le haut est pas d'accord et des fois ça vient du haut et la base est pas d'accord. [...] J'ai l'impression que les gens qui devraient nous convaincre sont même pas convaincus que ce soit si important que ça la souveraineté. [...] J'ai l'impression que ça se passe toute là [dans la boîte noire] et il y a beaucoup de militants qui lâchent parce qu'ils se sentent impuissants. (Sophie)

De son côté, pour Stéphanie, même si elle est aussi convaincue au niveau de la souveraineté, le fait de défendre une valeur ou une cause ne pourrait pas être au centre de sa vie : « je suis pas la personne la plus... oui mes valeurs c'est vraiment ça mais comme... je serais pas capable de mettre ma vie sur pause à cause mettons d'une valeur que je trouve dont ben importante. Je le fais aussi parce que, personnellement, ça me tente. [...] Est-ce que la question nationale, la question de la souveraineté occupe une grande place dans ta vie en général? Non. » (Stéphanie).

Finalement, nous pouvons observer une certaine socialisation institutionnelle relativement à la question nationale. Effectivement, Éric dit que cette dernière occupe une place davantage importante dans sa vie depuis qu'il a commencé à travailler pour un-e des candidat-e-s pour la course à la chefferie. Ce n'était cependant pas le cas avant :

Est-ce que tu dirais que la question nationale occupe une grande place dans ta vie en général? Pas tant. Oui j'en parle avec le monde, je me pogne un peu avec mes amis, c'est drôle... Ben en ce moment oui. Évidemment dans les derniers mois c'est certain, mais je... plus dans les six derniers mois qu'avant Ok. Mais ça, c'est parce que tu travailles... Ouais ben je travaille sur la campagne. C'est sûr qu'en ce moment j'en parle beaucoup, je suis très à l'écoute de ça ou sensible à ça mais ça a pas toujours été le cas, ça a pas toujours été le cas. (Éric)

Ainsi, selon Olivier Fillieule, les institutions peuvent « produire de l'attachement » (2005, 40). Le fait de graviter continuellement dans un environnement où la cause souverainiste est importante et où cette dernière est fortement discutée l'a amené à y accorder une plus grande importance et à se renseigner davantage sur le sujet en lisant des livres¹³, par exemple, et ce, malgré le fait qu'il ne se définissait pas particulièrement comme étant un péquiste avant de commencer à travailler pour la course à la chefferie.

¹³ Il va mentionner, par exemple, le livre *Un gouvernement de trop* de Stéphane Gobeil (2012). Il est à noter que ce livre a aussi été mentionné par plusieurs autres militant-e-s rencontré-e-s.

L'intérêt porté à l'enjeu de la question nationale peut donc varier d'une personne à l'autre. Cet intérêt peut être élevé ou non, et peut être amené à changer de manière positive ou négative au fil de l'engagement.

Ayant analysé les paramètres influençant indirectement le processus décisionnel des personnes, nous allons maintenant nous pencher sur les paramètres dont l'influence est, selon Passy, directe sur la prise de décision.

3.3.3 L'efficacité collective

Le paramètre de l'efficacité a une influence directe sur la décision des militant-e-s. Cette efficacité, tant collective qu'individuelle, est subjective selon le point de vue de l'acteur. Pour analyser la perception de l'efficacité collective, nous avons questionné la relation entretenue par ces personnes avec les autres principaux partis politiques souverainistes, soit Option nationale et Québec solidaire. Nous allons d'abord voir pourquoi ces derniers sont disqualifiés dans leur prise de décision et ensuite pourquoi le PQ a été leur choix de prédilection comme organisation ayant la meilleure efficacité collective, c'est-à-dire qu'elle est celle qui est, selon ces personnes, la mieux placée pour pouvoir atteindre leur objectif, soit l'indépendance du Québec. L'efficacité collective est donc considérée par les militant-e-s dans la perspective d'obtenir des bénéfices collectifs et ces derniers vont être liés principalement à l'indépendance du Québec puisque, pour ces personnes, cette dernière serait bénéfique pour l'ensemble de la population québécoise.

Au niveau d'Option nationale, la grande majorité des personnes rencontrées considèrent que, si ce parti était pertinent au moment de sa création puisqu'il venait parler explicitement de l'indépendance du Québec, il n'a maintenant plus sa raison d'être et est trop marginal. Selon elles, Option nationale était « le parti d'un seul homme », soit Jean-Martin Aussant, et, suite à son départ, les militant-e-s d'ON auraient ainsi avantage à (ré)intégrer le PQ. De plus, relativement aux propos des militant-e-s péquistes par rapport à ce parti, nous retrouvons l'idée qu'il faut se « [battre] à l'intérieur de ça [du PQ] au moins, on va tous avancer dans le même sens » (Marc). Ainsi, le PQ est vu comme étant « la formation hégémonique dans le mouvement

souverainiste » (André) et il serait préférable que tous les souverainistes se réunissent au sein d'un même parti. Les propos de Marc-André sont représentatifs à ce sujet :

Option nationale est un parti qui veut l'indépendance du Québec en premier lieu. Je considère qu'au final c'est des frères, c'est un parti frère qui aurait, d'après moi, plus avantage à militer au sein du Parti québécois, ferait plus de gains plutôt au sein du Parti québécois qu'à continuer d'exister comme entité politique externe. Ça l'avait sa pertinence dans le cadre de la crise de 2011 mais avec le départ de Jean-Martin Aussant, ça l'a perdu de son intérêt. Donc je crois que ce parti, au final, a pu sa pertinence mais que ses militants sont des gens nécessaires pour la cause, qu'ils doivent militer avec nous. À bien des égards, je suis d'accord avec eux sur bien des diagnostics qu'ils ont fait, notamment du Parti québécois, comme quoi on faisait pas assez la promotion de l'indépendance ou bien qu'on n'a pas une stratégie claire. À ce niveau-là je les rejoins totalement. Donc pour moi, ce sont des gens qui auraient tout avantage à se joindre à nous et à se battre avec nous au sein du parti pour faire avancer leurs idées. (Marc-André)

Pour ce qui est de Québec solidaire, les propos des personnes rencontrées vont dans un sens différent. Effectivement, nous retrouvons certaines personnes qui sont tout de même sympathiques à l'égard de QS et leurs commentaires se concentrent principalement sur les aspects relatifs aux idées de gauche : « dans le fond le plan de Québec solidaire il est bon mais il est trop idéaliste comme sur le court et le long terme » (Sophie) ;

Je pense que Québec solidaire c'est un parti qui se définit avant tout comme étant de gauche et non pas comme étant souverainiste. Je... et c'est intéressant parce que ça va rejoindre des gens aussi, entre autres des anglophones, moi je connaissais des anglophones qui militaient à Québec solidaire qui étaient adorables, entre autres dans Parc extension, super bonhomme, anglophone, qui était à Québec solidaire parce qu'il était pas contre la souveraineté mais il est avant tout pour amener un projet de gauche et c'est intéressant et il y a des belles valeurs dans ce parti-là, il y a du bon monde, il y a des belles choses qui se passent. C'est un parti extrêmement dynamique au niveau interne, au niveau du *membership*, au niveau de leurs militants, il y a vraiment... Je sais pas, moi j'ai une certaine, contrairement à beaucoup de monde du PQ qui détestent Québec solidaire, moi j'ai une certaine affection pour Québec solidaire (Éric)

Éric fait ainsi allusion au fait que nous retrouvons une certaine aversion envers QS chez les militant-e-s péquistes. Les commentaires d'Éliane vont, par exemple, dans cette direction : « Québec solidaire, je trouve que c'est un peu avoir le monopole de la vertu, je veux dire, je suis de gauche aussi et puis ben... c'est un peu une gogauche "on veut avoir tout gratuit, on veut avoir ci, on veut avoir ça" mais un moment donné leur... tu lis leur plateforme, tu dis "sacrament!", des fois ça... et en plus, encourager mettons les gens à voter pour le NPD au lieu de voter pour le Bloc au fédéral, je trouve ça vraiment colon » (Éliane). Ainsi, même si la

plupart de ces militant-e-s péquistes se considèrent comme étant « de gauche », QS peut être vu par ceux-ci comme étant trop à gauche, ne rejoignant ainsi qu'une petite partie de la population.

Comme nous le voyons dans le commentaire d'Éliane, plusieurs militant-e-s critiquent aussi la vision de QS relativement à l'indépendance. Effectivement, pour certaines personnes, la principale raison pour laquelle QS est disqualifié à leurs yeux est le fait qu'elles considèrent que les idées de gauche passent avant l'idée d'indépendance dans le discours de ce parti : « Québec solidaire, c'est ça le problème pour moi, c'est que c'est pas l'indépendance qu'ils mettent de l'avant en premier, c'est plus le projet social. Donc moi je pense que c'est plus important de réaliser l'indépendance et après choisir quel projet social on va faire. Donc même si je suis plus progressiste aussi, je pense qu'il faut vraiment mettre l'indépendance de l'avant et non le projet social avant l'indépendance, donc moi c'est faire l'indépendance qui est important » (Émilie). Par le fait même, certain-e-s avancent alors que « QS sont même pas souverainistes » (Judith).

Un dernier point sur lequel QS est critiqué est le fait que ce parti se pose en opposant du PQ. Effectivement, Mathieu dénonce le fait que QS s'est formé en opposition au PQ, comme nous l'avons noté dans nos chapitres précédents. Ce faisant, QS nuit au PQ dans ses tentatives de reprendre le pouvoir :

J'ai comme certaines opinions sur Québec solidaire. Des fois je crois pas à 100 % que ce soit un parti souverainiste, certaines de leurs actions, des fois les décisions qu'ils prennent, ils aiment contredire énormément le Parti québécois, et le Parti québécois c'est leur but, il essaie vraiment de retourner au pouvoir, pour pouvoir avoir les moyens et aussi prouver aux Québécois que c'est possible, réalisable de faire du Québec un pays, et on dirait que Québec solidaire, plus ça va, plus ils mettent des bâtons dans les roues pour ça, donc moi je me dis que Québec solidaire aide plus ou moins notre cause. (Olivier)

Suite à la description des opinions des militant-e-s rencontré-e-s par rapport à ON et QS, nous pouvons maintenant voir en quoi le PQ est, pour ces personnes, le parti politique dont l'efficacité collective est la plus élevée pour atteindre leur objectif. Dans un premier temps, ON et QS sont perçus comme étant des partis trop marginaux pour pouvoir accéder au pouvoir, et ce, même si certaines personnes ont des idées en commun avec ces partis. De plus, l'accent est aussi mis sur le fait qu'il faut concentrer les appuis souverainistes à l'intérieur d'un seul parti, soit le PQ. Ce dernier est donc considéré comme étant le parti hégémonique du mouvement

souverainiste. Finalement, le projet de QS est considéré comme étant problématique dans la mesure où les militant-e-s rencontré-e-s ne considèrent pas que la souveraineté soit la priorité de ce parti. Cela les amène donc à privilégier le PQ.

Effectivement, nous retrouvons d'abord l'idée selon laquelle le PQ est le parti le mieux positionné pour faire en sorte que le Québec accède à son indépendance : « c'est le vaisseau amiral du mouvement indépendantiste, c'est lui qui peut réaliser l'indépendance en ce moment » (Gabriel) ; « le PQ est dans sa nature même capable de coaliser [...] on a un objectif et c'est facile, c'est pas un objectif flou, c'est pas... c'est un ou zéro, on est un pays ou on l'est pas et je pense qu'avec le Parti québécois, c'est le véhicule qui va être capable de se rendre là. Il a des défauts mais je pense, c'est ça, et c'est le véhicule qui est capable d'aller rejoindre les nationalistes de la CAQ et les nationalistes chez Québec solidaire et amener ça à l'indépendance » (Marc).

Cette perception du PQ comme étant le « vaisseau amiral » du mouvement souverainiste est grandement répandue chez les personnes rencontrées. L'accent est donc mis sur l'indépendance du Québec. Cependant, le PQ peut porter d'autres représentations pour les militant-e-s faisant en sorte que ce dernier est considéré comme étant le parti politique ayant le plus grand potentiel d'efficacité collective. Par exemple, pour Sophie et Émilie, le PQ est fortement associé à une tradition de gauche dont il s'est, selon elles, distancié. De son côté, Nicolas met l'accent sur le fait que, pour pouvoir mettre en place des changements sociaux, il est nécessaire d'exercer le pouvoir gouvernemental et le PQ est, à ses yeux, le seul parti qui en est capable.

Nous voyons donc que le choix de l'organisation dans laquelle s'impliquer peut être mû par différentes raisons. D'abord, le PQ peut être vu comme étant le seul parti politique pouvant atteindre l'objectif de l'indépendance du Québec. Ensuite, d'autres raisons peuvent aussi motiver le choix des personnes, par exemple le fait de pouvoir amener des idées de gauche ou des changements sociaux. Ayant analysé la perception de l'efficacité collective chez les personnes rencontrées, nous allons maintenant nous pencher sur leur sentiment d'efficacité individuelle.

3.3.4 L'efficacité individuelle

Selon Passy, l'efficacité individuelle se réfère au fait que les personnes qui ont l'impression que leur propre action peut être influente pour atteindre leur objectif sont celles qui vont être les plus actives au niveau de leur engagement. Ce second type d'efficacité influence alors l'intensité de l'engagement. De plus, comme le rappelle Passy, le paramètre de l'efficacité individuelle a une influence moindre que celle collective sur la prise de décision de l'individu. Ainsi, pour Gabriel, son engagement est synonyme de mobilisation envers la cause indépendantiste. De par son implication à haute intensité, il cherche à recréer un engouement envers le pays chez les personnes autour de lui. Il aborde son implication dans la course à la chefferie :

Ça a été ça, ma prise de décision, aussi, c'était de changer le Parti québécois, parce que je trouvais qu'il y avait des dérives, je trouve qu'il y a des dérives, je suis dans la course à la chefferie pour pas que ceux qui font ce que j'aime pas gagnent. [...] Je m'implique par devoir, par sens du devoir, je me sens... je serais pas capable de pas le faire, c'est ça qui arrive. Pourquoi? Je me sens pas capable de pas le faire parce que je me dis il faut... si je veux l'indépendance faut... je suis pas pour rester dans mon salon. Ça avancera pas tout seul, faut qu'il y ait des gens qui militent, faut qu'il y ait des gens qui organisent, faut qu'il y ait des gens qui fassent la promotion, [...] donc faut qu'il y ait du brassage d'idées, faut qu'on soit en vie. Et puis c'est pour ça que je milite beaucoup et c'est aussi ça le sens de mon engagement, j'essaie de faire sortir les militants de salon de chez eux. [...] J'essaie de prêcher par l'exemple à ce niveau-là, dire « regardes, moi je me donne là, je donne tout ce que j'ai pour l'indépendance, donnes-en un peu. Si tu veux vraiment l'indépendance, donnes-en un peu ». (Gabriel)

De plus, nous voyons que Gabriel, comme d'autres militant-e-s rencontrées aussi, considère que son action personnelle peut avoir une influence sur les orientations du PQ. De son côté, Olivier considère aussi qu'il peut participer personnellement à changer les choses :

J'aime ça m'impliquer dans des choses que j'aime. Et puis justement m'engager auprès, si on parle mettons politique, c'est des choses que je crois. Moi je crois vraiment... il y a un cynisme qui règne au Québec, et même dans d'autres pays avec la politique, mais je crois vraiment que la politique ça peut aider à changer des choses, moi c'est pour ça que je m'implique, je m'implique beaucoup au Parti québécois à cause de ça parce que je crois qu'on peut changer les choses, je crois qu'on peut transformer le Québec en pays. L'engagement auprès des concitoyens aussi j'adore ça, moi comme j'ai dit, j'aimerais ça à moyen terme, peut-être professionnellement, m'impliquer plus politique, avoir un travail là-dedans, j'aimerais ça peut-être être attaché, bureau de comté, dans ce temps-là

tu rencontres beaucoup les citoyens, tu peux aider, tu peux les conseiller, les faire aller dans différents organismes, remplir un dossier, faire progresser le dossier, le suivre, voir qu'est-ce qui en est, leur donner des nouvelles, c'est ça que j'aime faire, c'est vraiment aider les gens, être proche du monde. (Olivier)

Nous retrouvons aussi un engagement à haute intensité chez lui, d'abord dans la perspective de « transformer le Québec en pays » mais aussi afin de participer politiquement à une échelle locale en aidant les gens dans sa communauté. Les raisons derrière un engagement à haute intensité peuvent donc varier, mais le vecteur commun de celui-ci est que l'action individuelle est importante dans la société.

La perception de l'efficacité individuelle peut ainsi être un moteur d'engagement. Cependant, nous constatons que la perception que peuvent avoir certaines personnes de cette efficacité peut avoir l'effet contraire sur leur engagement. C'est le cas de Laurence et David :

Mettons après la défaite [aux élections de 2014] justement, qu'on s'assume pas assez sur l'indépendance, que finalement justement qu'il ait été élu en 2012, qu'il ait un peu reculé sur sa position par rapport aux frais de scolarité, ça aussi ça avait déçu ben du monde, donc finalement que t'avais des attentes envers le PQ qui les a pas réalisés donc je me disais toujours « ben là faut rester justement pour faire changer ce que j'aime pas » mais des fois c'est un peu décourageant quand tu vois la direction que ça prend et ça correspond pas en général aux orientations que j'aimerais qu'il prenne. [...] Et toi est-ce que t'as vraiment remis en question ton implication à ce moment-là? Ben pas vraiment mon... c'était à quel point j'étais prête à mettre du temps là-dedans finalement. J'ai pas remis [en question] mon adhésion envers le Parti québécois mais à quel point je voulais m'impliquer et des fois tu t'impliques, tu dis « est-ce que je change vraiment les choses? Est-ce que ça sert à quelque chose qu'est-ce que je fais? ». Donc c'est plus à quel point je me dis si finalement je peux pas avoir d'influence, je peux rien changer, ça sert à quoi que je me donne autant, dans des bouts où je mettais justement beaucoup de temps dans la politique et je me demandais si je devais pas en mettre moins parce que justement, m'impliquer ailleurs parce que je voyais pas les résultats, je me demandais à quel point c'était, si j'étais encore motivée à mettre autant d'énergie là-dedans. (Laurence)

La manière que c'est construit un système [parti *sic*] politique fait en sorte que toute proposition qui part de la base va mourir en cours de route. Donc c'est sûr qu'au début tu trouves ça intéressant discuter de contenu et tout ça, de propositions, mais finalement tu te rends bien compte que c'est du vent, bon ça sert à rien. [...] [Qu']une proposition, petite là, votée dans une instance, monte, c'est impossible dans le sens où... une proposition est votée dans une instance, là après ça il faut que cette proposition-là passe à une autre instance, qu'elle soit encore adoptée, pour ça il faut encore qu'il y ait des individus qui la *back*, qui la supporte, après ça il faut qu'elle monte à une autre instance,

faut qu'elle monte à une autre instance, un moment donné cet individu-là peut pas être partout tout le temps et la défendre. [...] Tu viens à comprendre que le contenu doit s'insérer dans la joute politique. Ça fait en sorte qu'il faut que tu contrôles, par exemple, les postes de l'exécutif national des jeunes si tu veux faire du contenu qui sert à quelque chose parce que sinon ça sert à rien. C'est ça, tu fais des propositions dans le vide. (David)

Plusieurs points ressortent de ces témoignages. D'abord, le questionnement par rapport à l'efficacité individuelle va se produire après un certain temps à avoir participé au sein du parti et peut mener à une réduction de l'intensité de l'engagement. Par exemple, dans le cas de David, son désenchantement par rapport à l'implication politique s'est produit après qu'il ait eu le temps de suffisamment expérimenter les structures du PQ pour se rendre compte que les propositions étaient faites « dans le vide ». Ensuite, Émilie a remis en question l'intensité de son implication en regardant les politiques et propositions mises de l'avant par le PQ pour ainsi se rendre compte qu'il y avait un décalage entre ses idées et celles défendues par le parti.

Ces deux cas viennent remettre en question la place de la base militante au sein du PQ. À cet effet, plusieurs militant-e-s parlent de la bureaucratisation et de l'élitisation du PQ : « le Parti québécois, ce que je veux dire, il travaille comme un vieux parti, il faut être honnête, c'est rendu un vieux parti. [...] c'est pu un parti de militants, la pyramide est inversée » (David) ; « il est devenu de plus en plus un parti, je dirais, pas d'élite mais un parti un peu plus fermé qu'il l'était auparavant. Il doit redevenir vraiment le parti proche du peuple qu'il était » (Olivier) ; « Je pense que l'histoire du PQ fait en sorte que c'est un parti tellement militant à la base, qu'au départ, les gens qui militaient au PQ c'était des gens de la société civile, et là avec le temps ça s'est comme effrité un peu et c'est devenu juste un peu plus bureaucrate, technocrate comme parti » (Sophie). Dans cette lignée, nous notons, à l'instar de Montigny, qu'une centralisation du pouvoir a été observée au PQ suite à un changement dans les statuts du parti en 2005 qui a mené, de manière formelle, à « un plus grand contrôle du chef dans l'élaboration du programme du parti » et à la « diminution des événements où les membres peuvent exercer, envers leur chef, une certaine forme d'obligation de rendre compte » (Montigny 2011, 183). Cette centralisation a ensuite été accentuée à travers l'application des statuts du PQ suite à sa défaite aux élections de 2007 alors que, notamment, les clubs politiques ont été abolis (Montigny 2011, 185). Dans

un tel contexte, nous voyons que la perception des militant-e-s quant à leur efficacité individuelle peut varier.

Ayant analysé les paramètres relatifs à l'efficacité, nous allons maintenant nous tourner vers le dernier paramètre de notre cadre théorique, soit celui de l'intérêt individuel.

3.3.5 L'intérêt individuel

Un dernier paramètre qui peut être évalué par les personnes est celui de l'intérêt individuel. Effectivement, certaines personnes peuvent voir dans l'implication dans un parti politique une opportunité d'avancement ou de bénéfices personnels, par exemple. Cela peut ainsi se traduire par le fait d'avoir un emploi en politique ou de développer ses compétences dans la perspective d'une carrière future. Nous devons cependant noter que ce paramètre n'est pas le seul à influencer la décision des personnes. Ainsi, dans le cas où ce dernier a eu un impact sur la décision, nous devons insister sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un simple calcul froid et désincarné typique des théories du choix rationnel de la part de l'individu. Le fait de militer pour la souveraineté du Québec, par exemple, est aussi pris en considération.

Au niveau de l'avancement de la carrière, Stéphanie a commencé, comme nous l'avons vu plus haut dans ce chapitre, à s'impliquer par elle-même au PQ. Cette implication a été motivée en partie par le fait de se spécialiser professionnellement, ce qui l'a amené à plus tard décrocher un emploi. Pour elle, il y a donc « un aspect comme plus personnel, qui est vraiment parce que j'aime ça et parce que ça permet de te faire des contacts et tout ça, mais il y a un aspect aussi qui est vraiment comme pour atteindre l'objectif qu'on veut de devenir un pays » (Stéphanie). Ainsi, malgré le fait qu'elle dise qu'elle ne serait « pas capable de mettre [sa] vie sur pause à cause mettons d'une valeur [qu'elle] trouve dont ben importante » (Stéphanie), elle est aussi motivée par le fait d'atteindre l'objectif collectif qui est de faire du Québec un pays.

Nous retrouvons ensuite l'idée de militer au PQ dans une perspective de « professionnaliser son militantisme » chez d'autres personnes, par exemple Olivier, comme nous l'avons noté plus haut, mais aussi chez Marc, Gabriel et Alexandra, qui aimeraient pouvoir trouver un emploi au sein du parti. Cependant, cet incitatif ne nous semble pas être du même

ordre chez ses personnes que chez Stéphanie puisque l'intérêt porté envers l'enjeu est plus élevé dans leur cas et le fait d'avoir un emploi est ici davantage dans une perspective de continuité avec leur militantisme.

De son côté, Éric, comme nous l'avons noté, a commencé à travailler au PQ pour la course à la chefferie et, de son propre aveu, il n'avait pas le « profil type » de la personne qui militerait normalement au PQ. L'équipe avec laquelle il allait travailler a aussi joué un grand rôle dans sa prise de décision. De plus, le fait de se faire offrir un emploi à temps plein pendant la course à la chefferie constitue un incitatif à l'engagement (Gaxie 2005, 162).

Ainsi, au moment de notre rencontre, Éric était toujours indécis quant à son implication future au PQ une fois la course à la chefferie terminée¹⁴. Cette implication à « court terme » se reflète aussi dans la conception qu'a cette personne du militantisme dans un parti politique :

C'est drôle parce que je me suis jamais senti particulièrement militant et je trouve ça drôle mais c'est le fun, c'est une belle *vibe* mais je me sens pas un militant, je pense pas que je vais militer dans un parti dans ma vie. [...] Donc tu te définirais pas comme étant militant? Peut-être, je sais pas... peut-être pour un temps, peut-être pour une période, peut-être pour une cause, mais plus pour une cause que pour un parti j'ai l'impression. Pour la grève, je me battais pour une éducation accessible, là je vais me battre pour un pays, pour la souveraineté, mais je pense pas que je vais... que je suis particulièrement, comment dire... militant pour un parti, en tout cas. [...] Je suis pas sûr que je ferais ça à temps plein, à l'année ou de ma vie, ça m'intéresse pas de faire ça pour toute ma vie (rire), je pense pas. (Éric)

Se battre pour une cause a donc, pour Éric, préséance sur le parti politique. Si nous pouvons décrire son implication au PQ comme étant, dans un certain sens, « opportuniste », nous voyons que nous retrouvons aussi dans ses actions les caractéristiques du militantisme distancié tel que décrit par Quéniart et Jacques.

3.3.6 L'individualisation du militantisme

Suivant Quéniart et Jacques, il est possible d'observer une individualisation du militantisme chez certaines personnes. Effectivement, le parti politique peut, ou non, être utilisé

¹⁴ Notre rencontre a eu lieu le 11 mai 2015, soit 4 jour avant la fin de la course à la chefferie.

pour atteindre un certain idéal personnel de société. Dans ce cas-ci, le PQ peut être vu comme un véhicule pour militer pour la souveraineté mais l'allégeance envers celui-ci n'est pas indéfectible (Quéniart et Jacques 2001, 51). Une certaine distance est donc prise par rapport à l'idéologie du PQ en tant que tel (Quéniart et Jacques 2004, 137-138). Nous pouvons observer ce phénomène dans les commentaires d'Éric, qui a, par le passé, été impliqué pour plusieurs causes ne se rattachant pas à la politique partisane :

J'ai été dans les associations étudiantes au secondaire, j'ai vécu dans une coop, des choses un peu communautaires. Ouais j'ai toujours eu un désir de m'impliquer. Chez [ONG X] pendant un temps, j'ai donné un coup de main, donc ouais j'ai toujours eu un attrait pour être dans l'action, pour faire quelque chose parce que c'est pas suffisant de voter une fois aux quatre ans ou c'est pas suffisant de chialer ou dire qu'on est dans une société de merde et tout. Peut-être, mais autant faire quelque chose que de s'asseoir et de se dire que ça sert à rien, d'essayer de faire un changement. Je sais pas si je m'y prends toujours de la bonne manière mais je rêve, j'espère encore participer à un changement, j'espère encore travailler à aider pour qu'il y ait un changement qui advienne. Et puis là « changement », je l'utilise comme les Libéraux vont l'utiliser, juste parce que ça sonne bien mais... de me battre pour certaines valeurs qui me semblent importantes soit l'éducation, l'environnement et la culture parce que je suis un fan de cinéma, de musique [...], je pense que c'est légitime et ça me rattache pas nécessairement à un parti, de vouloir me battre pour ces valeurs-là. (Éric)

Nous allons aussi retrouver cette individualisation du militantisme chez d'autres personnes qui disent qu'une des facettes de leur militantisme tourne autour du fait de vouloir mettre de l'avant leurs propres idées au sein du parti. Par exemple, Sophie met en opposition la politique partisane et le fait de faire avancer des idées politiques par l'entremise d'un parti politique : « Je me suis pas engagé en politique pour être en politique mais juste pour faire pousser des idées, faire changer des choses et je pense pas que... quand je croise quelqu'un qui me dit "ah mon rêve dans la vie c'est d'être député", je fais "ben t'es pas à ta place" » (Sophie). Pour Émilie, le PQ est un véhicule permettant de militer pour la souveraineté mais il sert aussi à mettre de l'avant certaines valeurs personnelles qu'elles jugent aussi importantes : « Pour moi, militer au PQ, c'est militer pour un pays, convaincre des gens de faire confiance au PQ pour avoir le pays, et militer pour mes propres valeurs pour que ce soit reflété dans ce parti-là » (Émilie). Ainsi, si le PQ peut servir à mettre de l'avant ses propres idées, Marc-André explicite cependant certaines contraintes relativement à la dynamique interne du parti qui peuvent en dissuader plusieurs :

Quand je te disais, au final, la claque que tu manges en pleine face quand t'apprends que ça suffit pas d'avoir la meilleure idée, faut aussi que tu sois le plus fort, c'est ça. Dans les instances, t'apprends assez vite que, tu veux gagner, faut que tu sois prêt à te battre [...] parce qu'il y a personne qui va te laisser faire. Ca joue dur? Ben c'est que si tu as une idée qui est moindrement controversée, ça joue dur. Le monde viennois te voit pour te dire « non tu feras pas ça » et tu es obligé de leur dire « oui je vais le faire », et... du monde qui te dise que tu serais mieux de fermer ta gueule, il y en a. [...] L'implication politique, ça a l'air très, comment je pourrais dire ça, je sais pas si idyllique est le bon mot, en tout cas, ça a l'air très romantique mais au final si tu veux que tes idées prévalent, faut que tu sois prêt à donner des coups. Faut que tu sois prêt, pas des coups sales, faut que tu sois prêt à mettre des efforts, si tu veux gagner, faut que tu mettes des efforts. Faut que tu sois prêt à ce qu'il y ait du monde qui viennois te dise « non tu feras pas ça » et que tu leur dises « oui je vais le faire et regardes-moi aller ». Faut que tu sois prêt à résister parce qu'il y a du monde qui vont essayer de te faire craquer et il y en a. (Marc-André)

Nous voyons dans ce commentaire que le PQ est traversé à l'interne par des luttes de pouvoir visant à ce que certaines idées prédominent. Cela fait en sorte que, malgré le fait que le PQ puisse être utilisé par certain-e-s comme un véhicule pour faire avancer des idées personnelles, cet objectif peut s'avérer être plus difficile à réaliser que prévu. Cependant, un contexte relationnel d'antagonisme peut aussi, comme dans ce cas-ci, avoir un effet mobilisateur qui incite à vouloir se battre pour faire valoir ses idées.

Ensuite, il est aussi possible d'observer l'individualisation du militantisme relatif à l'utilisation des médias sociaux comme véhicule d'engagement. Ces derniers peuvent occuper une place importante dans le militantisme d'une personne. Ainsi, ces outils numériques permettent aux individus de s'approprier les enjeux en les définissant selon leur compréhension personnelle (Bennett et Segerberg 2013 : 773). Par exemple, Sophie parle de son utilisation de Twitter en lien avec son militantisme :

J'étais pas un CUTV¹⁵ mais j'étais comme la version disons individuelle d'un CUTV, « ok tel coin de rue il y a l'anti-émeute qui est là » ou je tweetais plus aussi des tweets personnels et je pense que, j'ai [nombre d'abonnés sur Twitter] je sais pas combien d'abonnés [...] c'est des gens souvent qui me suivent depuis le temps de la grève et que... j'ai comme grandi sur les réseaux sociaux depuis environ 5-6 ans [...] Mais, tu les vois, les gens ils ont un intérêt et souvent il y en a beaucoup de personnes âgées qui vont te dire mettons « ah je peux pas me déplacer aujourd'hui mais merci d'être à la manif et d'écrire qu'est-ce qui se passe » ou « merci d'être au conseil national du PQ et d'écrire

¹⁵ Acronyme de la *Concordia University Television*, qui « travaille à la formation d'individus au cinéma et à la télévision, accompagne les manifestations étudiantes et populaires du Printemps érable et les retransmet en direct sur Internet en *streaming* » (Côté et de Grosbois 2014 : 199).

qu'est-ce qui se passe ». Tu vas mettre des photos, des vidéos, des affaires qui vont être... ça permet aux gens qui mettons, soit ils n'ont plus envie ou ils n'ont plus d'énergie pour être aussi militant qu'ils l'étaient avant, de suivre un peu qu'est-ce qui se passe. Ok. Donc ça t'incite à continuer? Ouais c'est sûr. C'est sûr que je lâche le PQ demain matin, il y a comme [nombre de personnes] personnes qui ont pu aucun intérêt à suivre qu'est-ce que j'écris sur Twitter. [...] Ou ça, tout le temps vraiment *freakant*, les gens qui te reconnaissent dans la rue par exemple ou des... Ah ouais, ça arrive? (rire) J'ai tout le temps peur, dans un conseil national « Eille Sophie! », une grosse tape dans le dos et là je me retourne, j'ai jamais vu cette personne-là de ma vie (rire), mais comme « ah je te suis sur Twitter, t'es vraiment bonne » et là je fais « ok » [...] T'es genre, t'es condamnée à militer. Quand tu dis « vas-tu lâcher? »... tu sais que ces gens-là ils... ils sont là-dedans [elle pointe son téléphone]. Moi je les vois pas, sont là. Mais si tu lâches demain matin, ces gens-là ils perdent une raison de plus d'y croire. Je pense que quand tu milites [...] t'as un genre de devoir de représenter l'option que tu défends. (Sophie)

Il y a donc une dimension individuelle importante dans le fait de militer à l'aide des réseaux sociaux. Si leur utilisation n'est pas aussi importante pour les autres militant-e-s rencontré-e-s qu'elle l'est pour Sophie, nous constatons que la présence accrue de cette dernière sur les médias sociaux crée une boucle de rétroaction entre elle et ses abonnés. Cette pression sociale, qui se traduit par un devoir de responsabilité envers la collectivité, la pousse à continuer à militer et à maintenir son engagement.

Si nous retrouvons une forte dimension collective dans le fait de militer dans un parti politique, nous remarquons qu'une dimension individuelle peut aussi être très présente. Dans notre cas, le PQ peut donc servir de véhicule pour mettre de l'avant des idées en lien avec un idéal personnel de société.

Ayant maintenant présenté le processus d'engagement des personnes que nous avons rencontrées, nous allons maintenant être en mesure de répondre à notre question de recherche.

3.4 Synthèse

L'analyse des processus d'engagement des jeunes militant-e-s au PQ que nous avons rencontré-e-s nous a permis de voir qu'une pluralité de parcours a pu les mener à s'engager au sein de ce parti. Cependant, il est aussi possible de circonscrire certains traits prédominants nous permettant de distinguer différents types de parcours.

Nous constatons donc, tout d'abord, qu'au niveau du contexte socioculturel, plusieurs personnes proviennent de milieux où l'implication est valorisée ou encore que ces dernières ont pu cumuler plusieurs implications avant d'arriver au PQ. Dans cette lignée, plusieurs militant-e-s se sont aussi politisé-e-s assez jeune par l'entremise, par exemple, du contexte familial. Cela participe alors à la transmission de normes et valeurs qui favorisent une implication future.

Nous pouvons maintenant replacer les processus d'engagement des personnes rencontrées dans un contexte où le mouvement souverainiste est en perte de vitesse depuis une vingtaine d'années. Nous notons à cet effet que la quasi-totalité des militant-e-s rencontré-e-s corroborent le constat que nous avons posé dans notre question de recherche.

Nous pouvons établir une première ressemblance entre les différents parcours que nous avons observés au niveau du processus de prise de conscience par rapport à la souveraineté. Effectivement, la prise de contact avec la question nationale a pu se faire de diverses manières, que ce soit grâce à la socialisation familiale, l'environnement de la personne ou encore les cours d'histoire à l'école secondaire. Ainsi, à un moment ou l'autre de son parcours de vie, un sentiment d'appartenance nationale a su être cultivé, faisant en sorte que la personne a développé des convictions souverainistes. Le point commun est alors que la prise de conscience des personnes par rapport à cet enjeu s'est faite principalement par rapport à des éléments du passé, que ce soit relativement à la vision de la souveraineté véhiculée au sein de la famille ou dans les cours d'histoire. Relativement à la perte de vitesse du mouvement souverainiste, il est intéressant de constater que peu de personnes se sont intéressées à cette question par l'entremise d'éléments de l'actualité. Bien qu'il soit possible d'en retrouver dans le parcours d'engagement de certaines personnes, comme nous l'avons vu, ce n'est cependant pas un trait dominant ou structurant. Cela contraste avec les générations précédentes ayant vécu les grands moments d'effervescence du mouvement et où la question nationale pouvait être un enjeu quotidien dans la société québécoise.

Ensuite, nous pouvons établir une première particularité pour certain-e-s militant-e-s relativement au début de leur implication au PQ. Effectivement, nous notons que certaines personnes ne cherchaient pas nécessairement à s'impliquer au PQ afin de militer pour la cause

souverainiste et que diverses suites d'évènements les ont amenées à passer à l'acte. Ainsi, le fait de se faire convaincre par des gens déjà impliqués, un intérêt individuel ou encore des amitiés ont pu jouer un grand rôle pour le début de leur implication. Aussi, quelques-unes de ces personnes ont dit que, sans certaines circonstances favorables, elles ne se seraient probablement pas impliquées au PQ. Ainsi, malgré le fait que la souveraineté puisse être importante à leurs yeux, quoique le niveau d'intérêt envers cet enjeu varie d'une personne à l'autre dans ce cas-ci, nous constatons que, dans le contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste, cette cause n'a pas nécessairement motivé leur passage à l'acte. Ce processus d'engagement contraste fortement avec un autre type de parcours.

Effectivement, l'apprentissage autodidacte par rapport à l'histoire du Québec est caractéristique pour un autre groupe d'individus. Plusieurs personnes ont fait un effort personnel supplémentaire pour connaître l'histoire, allant ainsi au-delà de la matière enseignée dans les cours à l'école secondaire. Un fort sentiment d'appartenance nationale a alors pu se développer, ce qui a pu mener à un niveau d'intérêt très élevé envers la question nationale. Dans cette lignée, la quasi-totalité des personnes de ce groupe a fait le saut au PQ par elles-mêmes en ayant le but explicite de travailler à la réalisation de l'indépendance du Québec. La grande différence avec le premier groupe est donc par rapport à ce désir de s'impliquer. Le processus d'entrée au PQ contraste fortement. En ancrant ce type de parcours dans le contexte du mouvement souverainiste, nous voyons que le processus d'engagement est individualisé, c'est-à-dire que la personne, après avoir pris connaissance de l'enjeu, s'est renseignée par elle-même sur ce dernier, en est venue à y accorder une grande importance dans son échelle de priorités et a finalement commencé à s'impliquer au PQ par elle-même. Le parcours de l'individu en vient donc à se détacher, dans une certaine mesure, du contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste puisque l'indépendance du Québec occupe une place centrale dans sa vie et représente sa vision du Québec idéal.

Nous pouvons également circonscrire un sous-groupe pour le parcours que nous venons de décrire. En effet, la trajectoire d'engagement est sensiblement la même, mais le facteur identitaire peut être davantage présent. Nous pouvons retrouver celui-ci au niveau de la socialisation familiale et les arguments historiques peuvent également être importants dans la

compréhension de l'enjeu. Les aspects identitaires ne sont donc pas présents dans le parcours de tou-te-s les militant-e-s.

Ensuite, le constat que le véhicule portant l'idée de l'indépendance est en perte de vitesse nous est apparu clairement au cours des entretiens que nous avons menés. C'est donc le PQ, moteur principal du mouvement souverainiste, qui entraîne dans son sillage tous les autres acteurs du mouvement. Cependant, malgré ses pertes d'appuis depuis 1995, le PQ reste tout de même le seul parti légitime aux yeux des militant-e-s rencontré-e-s pour faire avancer la cause de l'indépendance du Québec. Ainsi, si le mouvement souverainiste est en perte de vitesse, la souveraineté, elle, est vue comme étant toujours pertinente et d'actualité. Les personnes rencontrées vont s'informer par rapport à cette question et comprendre les raisons économiques et constitutionnelles, par exemple, derrière le bienfondé de la souveraineté. En faisant des liens avec divers enjeux d'actualité, ces militant-e-s démontrent alors pourquoi, selon leur perception, la souveraineté est toujours pertinente et serait bénéfique pour l'ensemble de la population québécoise. De plus, si le PQ est devenu, pour plusieurs, un « parti de pouvoir » au cours des dernières années, ces personnes considèrent que l'action des militant-e-s peut avoir un impact au sein du parti pour pouvoir ramener l'idée d'indépendance à l'avant-plan. Cependant, nous constatons que diverses luttes de pouvoir à l'intérieur du parti, notamment entre la base militante et les têtes dirigeantes du parti, peuvent contrebalancer cette volonté de changement.

Suivant cela, selon Passy, un changement radical de contexte politique peut influencer fortement la « définition des préférences des acteurs » (Passy 1998, 75). Les personnes que nous avons rencontrées n'ayant pas connu de déceptions ou de traumatismes relativement à la question nationale, comme certains de leurs parents, par exemple, nous voyons que le contexte du mouvement souverainiste ne semble avoir que très peu d'influence au niveau de leur engagement et de la définition de leurs préférences. Nous pouvons alors parler d'une génération politique où les événements liés à ces multiples déceptions ne peuvent être considérés comme étant des conjonctures critiques dans leur parcours d'engagement. Toutefois, ce contexte a pu agir comme stimulant pour certaines personnes, c'est-à-dire que, reconnaissant que le mouvement souverainiste ne se porte pas bien, elles ont voulu s'impliquer pour tenter d'améliorer la situation.

En revenant à notre cadre théorique inspiré des travaux de Passy, nous pouvons identifier certains points qui nous semblent davantage importants dans la compréhension de l'engagement des jeunes péquistes. Bien que nous voyions l'engagement comme étant un processus, et donc que toutes les étapes sont importantes pour comprendre celui-ci chez une personne, certains éléments semblent, suite à notre analyse, avoir un impact davantage considérable que d'autres sur le parcours militant.

Tout d'abord, les expériences concrètes avec l'enjeu de la question nationale sont primordiales chez les personnes pour leur compréhension de cette question et pour la construction d'une identité souverainiste. Peu importe l'expérience, elle a pu servir de bougie d'allumage dans le parcours d'engagement des individus l'ayant vécue. Cependant, dans le cas des cours d'histoire, une simple écoute passive pendant ceux-ci ne semble pas suffire. En effet, un effort individuel subséquent pour comprendre l'enjeu national au Québec a été déterminant chez les personnes rencontrées dans le fait de devenir souverainiste. Ainsi, les expériences concrètes peuvent permettre aux personnes de faire sens de leur environnement et de comprendre certains enjeux auxquels elles n'avaient pas été confrontées auparavant. Cela nous semble d'autant plus important que, dans le contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste, peu d'éléments d'actualité se retrouvent dans les parcours militants. Dans cette lignée, l'intérêt porté à l'enjeu revêt aussi une grande importance pour le début de l'implication. Malgré le fait que nous puissions retrouver un intérêt moindre pour la question nationale chez certaines personnes rencontrées, la grande majorité de celles-ci placent cet enjeu au centre de leurs préoccupations.

Ensuite, l'insertion dans des réseaux s'avère essentielle pour le début de l'engagement. Dans le cas de plusieurs personnes, la fonction de recrutement des réseaux a été déterminante pour leur engagement. Effectivement, sans ces derniers, leur implication au PQ ne se serait probablement pas produite. Si pour un certain groupe de militant-e-s le début de l'implication s'est fait relativement à une volonté personnelle de militer, d'autres personnes ne se seraient probablement pas impliquées dans ce parti si ce n'avait été de leur recrutement par d'autres personnes.

De plus, au niveau de l'intention des acteurs, le paramètre de l'efficacité collective évalué par les militant-e-s revêt une grande importance dans le processus d'engagement et pour la compréhension de celui-ci dans le contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste. Cela se reflète dans le fait que le PQ est vu par toutes les personnes rencontrées, malgré la léthargie politique dans laquelle il est plongé, comme étant le seul parti légitime pour faire avancer la cause de l'indépendance du Québec. Quant aux autres critères ayant une influence directe sur l'intentionnalité des personnes, soit l'efficacité individuelle, les disponibilités individuelles ainsi que l'intérêt individuel, leur effet est davantage marginal chez les personnes que nous avons rencontrées.

Suivant cela, le positionnement socioculturel nous semble également être d'une importance moindre pour comprendre le processus d'engagement puisque, si cela peut être crucial pour certaines personnes rencontrées, il peut en être tout le contraire pour d'autres. D'autres mécanismes, par exemple l'insertion dans des réseaux, viennent alors compenser cela. Le positionnement socioculturel est la seule étape du processus d'engagement qui peut avoir eu un impact minime dans le parcours de certaines personnes.

Le tableau ci-dessous met en exergue les éléments de notre cadre théorique dont la portée explicative est la plus élevée dans la compréhension du processus d'engagement des jeunes péquistes :

« INSÉRER TABLEAU II ICI »

En définitive, si le parcours menant à l'engagement au sein du mouvement souverainiste peut diverger d'une personne à l'autre, certains aspects outrepassent ces différences. Effectivement, la souveraineté est vue comme étant toujours un sujet pertinent et d'actualité, et est donc un projet important aux yeux des militant-e-s que nous avons rencontré-e-s. Le principal véhicule portant ce dernier, c'est-à-dire le PQ, est cependant perçu comme étant fragilisé et plusieurs changements au sein de celui-ci doivent être effectués afin de pouvoir recommencer à en parler de manière convaincante.

Comme nous pouvons le voir, le cadre théorique développé par Passy, s'il permet de comprendre le processus d'engagement des jeunes au PQ, n'accorde que très peu d'importance

aux idées des personnes sous-tendant leur engagement. Ainsi, notre travail de terrain nous a permis de constater que l'analyse de la dimension idéologique de l'engagement permet de compléter ce cadre théorique et, de cette manière, de mieux comprendre le militantisme de ces personnes. Cette dimension a donc elle aussi une portée explicative élevée dans notre cadre théorique. Dans le prochain chapitre, nous analysons cette dimension idéologique en nous attachant aux orientations politiques des personnes que nous avons rencontrées.

Chapitre 4 : Imaginer sa communauté politique

À la suite de l'analyse sociologique des parcours d'engagement des jeunes péquistes que nous avons rencontrés, nous nous attardons dans ce chapitre à la dimension idéologique de leur engagement (Lacroix, 2012). Nous n'avons initialement pas inclus les idées politiques des personnes dans notre cadre théorique mais, au fil des entrevues que nous avons menées, nous nous sommes rendu compte que leur analyse était nécessaire pour nous permettre de mieux comprendre les processus d'engagement. Cet apport se veut donc également une critique à l'égard de Passy qui laisse de côté les idées politiques des personnes ainsi que leur vision du projet politique défendu dans son modèle explicatif de l'engagement. Grâce à l'analyse de ces orientations politiques, nous pouvons alors dégager la vision de la communauté politique des personnes rencontrées. Comme nous allons le voir, la manière d'imaginer cette communauté (Anderson, 2002) peut être mise en lien avec le parcours d'engagement des personnes.

Selon Benedict Anderson, une communauté politique est imaginée puisqu'il est impossible de connaître l'ensemble des personnes la constituant. Néanmoins, nous savons l'existence des individus anonymes en faisant partie (Anderson, 2002 : 19). Nous nous imaginons donc la forme et les limites de cette communauté, ainsi que son corpus, c'est-à-dire qui en fait partie et qui en est exclus. Cette communauté politique peut alors être conçue de différentes manières selon les personnes.

Ainsi, pour voir comment cette communauté politique est imaginée par les jeunes péquistes, nous nous penchons sur leurs orientations politiques. Différentes facettes de celles-ci sont ressorties clairement lors des entretiens et les ont structurés. Nous allons tout d'abord voir comment ces personnes se situent par rapport à l'axe gauche/droite et nous allons ensuite aborder leur rapport à la cause souverainiste, qui passe principalement par leur définition du projet souverainiste et de l'identité nationale. Cette analyse des orientations politiques a comme objectif de nous permettre de construire différents profils de militant-e-s. En définissant ces profils, nous ne cherchons cependant pas à établir un portrait quantitatif des militant-e-s au PQ. Nous allons donc plutôt traiter les différents profils sur un même pied d'égalité. La construction de ces derniers va nous permettre de circonscrire les différentes dimensions idéologiques de l'engagement, qui se traduit par une certaine manière d'imaginer la communauté politique pour

chaque profil. Les différents parcours d'engagement peuvent ensuite être liés à des orientations politiques particulières. Relativement à cela, nous allons finalement identifier le sens de l'engagement caractéristique de chaque profil. Ces profils vont nous permettre de mieux cerner les ressemblances et différences entre les processus d'engagement.

4.1 La gauche et la droite

Les catégories « gauche » et « droite » sont souvent utilisées en politique pour cristalliser les oppositions et les conflits (Noël et Thérien 2010, 32). Alain Noël et Jean-Philippe Thérien définissent ce clivage comme étant de l'ordre des faits sociaux, c'est-à-dire des « ensembles de souvenirs et de discours partagés qui façonnent les comportements individuels et collectifs ». S'ils sont abstraits et le fruit d'une construction sociale, il n'en reste pas moins qu'ils ont un impact réel dans la vie au quotidien. De plus, selon Marcel Gauchet, ce clivage agit comme un outil mémoriel ouvert, c'est-à-dire qu'il « établit une continuité dans des histoires qui sont en réalité discontinues, et relie les familles politiques dans le temps et l'espace » (Noël et Thérien 2010, 27-28).

L'analyse de nos entrevues nous a permis de constater que le clivage gauche/droite ressort clairement dans les discours des personnes rencontrées. Il est possible de classer les données recueillies selon cette distinction idéologique.

4.1.1 Des militant-e-s majoritairement à gauche

La première chose que nous remarquons concernant les jeunes péquistes que nous avons rencontrés est que la grande majorité de ceux-ci se situent à la gauche du spectre politique et ce, à différents degrés. Effectivement, plusieurs militant-e-s s'auto-identifient comme étant de gauche ou de centre gauche. Nous allons donc premièrement aborder la gauche pour ensuite décrire rapidement les caractéristiques que nous avons retrouvées pour les gens se situant à droite. Ces derniers sont cependant plus marginaux dans notre échantillon.

Au niveau des valeurs, d'abord, des idéaux de solidarité et de justice sociale, ainsi que l'importance de l'État pour la redistribution de la richesse se retrouvent dans le discours des jeunes péquistes. Cela peut se traduire par un accent mis, entre autres, sur la social-démocratie, la protection de l'environnement et la lutte contre les politiques néolibérales. Ainsi, Nicolas lie son intérêt pour de telles questions à sa socialisation familiale et à son cercle d'amis :

Des gens de gauche [ses parents] qui sont beaucoup attachés au filet social québécois et il y a différentes familles qui vont parler justement des questions économiques ou peu importe, nous c'était pas vraiment le truc auquel on s'intéressait. C'était vraiment plus le fait que, c'est ça, ça n'a pas de bon sens qu'au Québec on soit pas capable d'assurer un niveau de vie minimal à tous nos citoyens. C'était comme ça un peu la préoccupation principale. Donc, je pense que c'est de là que ça me vient puis c'est ça je pense, comme beaucoup de jeunes, je suis interpellé par les questions de justice sociale. On en parlait beaucoup à l'école, alors c'est comme ça un peu je pense qui m'a amené à m'intéresser aux questions politiques et je pense que dans mon cercle d'amis, tout ça, ces préoccupations-là étaient valorisées tandis que pour toutes sortes de raisons des fois tu peux être avec des amis ou des connaissances qui, au contraire, dévalorisent beaucoup ce qui se passe, s'y intéressent pas pantoute. Nous on était préoccupé par ça, le fait que ce soit, je pense, valorisé aussi dans mon entourage, ça m'a amené à m'y intéresser davantage. (Nicolas)

D'autres militant-e-s lient aussi de telles questions au PQ. David, par exemple, parle de certaines « valeurs fondamentales du parti » : « Ben c'est sûr que j'ai pas le monopole [...] il y a le principe d'égalité des chances, le principe d'utiliser l'État pour la solidarité, pour le développement économique, de croire au rôle de l'État dans la vie sociale, donc croire à l'intervention de l'État » (David). De son côté, Sophie critique le PQ sur ces questions lorsqu'il va à l'encontre de ses valeurs :

Ben je l'ai dit 4-5 fois [vouloir arrêter]. Je l'ai dit dans le temps d'Enbridge, que je me battais contre Enbridge et que Marois est allée l'appuyer [...]. La question des frais de scolarité aussi. L'indexation, on était une gang. On était 10-15 jeunes à être vraiment fâchés. Encore là, c'est tout le temps le fait de rompre avec les positions historiques du PQ et le fait de... On se dit « mais c'est pas ça la social-démocratie, c'est pas indexer les frais de scolarité, c'est pas couper dans l'aide sociale, c'est pas... ». On ne reconnaît plus le parti comme pour lequel on s'est engagé. (Sophie)

Au niveau de la protection de l'environnement, Laurence parle de son appui à Martine Ouellet, candidate lors de la dernière course à la chefferie, en ce sens : « il y a aussi le côté social-démocrate. Moi je suis plus à gauche donc c'est sûr qu'elle me rejoignait vraiment sur l'environnement particulièrement. Donc d'être clair, s'opposer vraiment aux projets de

développement économique qui sont moins bon pour l'environnement comme le pipeline Énergie Est, Anticosti, tout ça. Donc j'aimais ça qu'elle osait vraiment dire non à des projets comme ça sans compromis » (Laurence). De son côté, Marc parle d'une expérience lorsqu'il était enfant qui a renforcé un côté progressiste chez lui :

J'ai tout le temps voulu, c'est ça, je pense que l'espoir et le changement, améliorer les choses, ça a toujours fait partie de moi, c'est pour ça. En première année, je me souviens, j'étais assis avec ma mère et il y avait un logo de recyclage sur la boîte de céréale. J'ai dit « maman pourquoi qu'il y a pas de recyclage ici? », elle m'a dit « parce qu'il y en a pas ». J'ai dit « ok comment qu'on pourrait faire pour en avoir? ». Là elle était comme « ben... ». J'ai dit « comment qu'on fait? ». Ben là elle était comme « ben tu peux faire une pétition ». J'ai dit « c'est quoi une pétition? ». J'ai posé la question, finalement j'ai fait une pétition et j'ai eu 1000 noms dans ma ville. C'est moi qui a *starté* ça en première année. Donc je sais pas, ça a tout le temps été... [...] c'est sûr que j'ai eu de l'aide de mes profs mais c'est moi qui l'a déposé au conseil de ville en première année. [...] À cause de ça, mon prof, il y a eu un sommet sur l'environnement quand j'étais en troisième année, ça veut dire en 98-97, et c'était vraiment un sommet international, [...] et je me suis ramassé là, et je me souviens j'ai parlé et il y avait des moines bouddhistes, il y avait le maire de Montréal, je pense qu'il y avait peut-être le premier ministre, en 98 ça devait être Lucien Bouchard. C'est vague comme souvenir [...] mais c'est ça, donc c'est toutes ces expériences-là qui ont comme solidifié un côté progressiste mais en même temps en vieillissant, [...] j'ai développé un côté progressiste mais pragmatique. (Marc)

Ensuite, l'éducation a été un thème récurrent au cours de nos entrevues. Ce dernier a principalement été abordé par le biais de la grève étudiante de 2012 qui visait à s'opposer à la hausse des frais de scolarité, cette dernière s'appuyant sur des arguments à la « rhétorique libérale individualiste, soit l'argument de l'utilisateur payeur et celui de l'éducation comme "investissement" rentable, un diplôme augmentant la valeur de l'individu sur le marché du travail » (Ancelovici et Dupuis-Déri 2014, 14). Ainsi, sur les seize personnes rencontrées, cet événement est présent dans le parcours militant de dix personnes et huit de celles-ci identifient explicitement cette grève comme étant un événement politique qui les a personnellement marqués. Pour certain-e-s, le début de leur implication au PQ s'est même fait pendant cette période. De plus, au niveau de cette étape dans le parcours militant, la plupart nous ont dit qu'ils étaient « très impliqués » dans le mouvement de grève. Le piquetage, la participation aux assemblées générales, aux manifestations et à des manifs-actions sont parmi les éléments d'implication qui reviennent le plus souvent dans les témoignages récoltés. Éric, de son côté, a aussi été impliqué dans un groupe aux visées artistiques :

J'étais pas mal impliqué, comme on se levait à 6h, on faisait une manif-action. On bloquait le port, après ça on faisait une autre manif, on faisait une manif... on marchait dans la rue en manif pour se rendre à l'autre manif. J'étais plus occupé en grève que quand j'étais à l'école. (Marc)

On faisait toutes les manifestations aussi. À [Ville X] on faisait des manifestations [...] On était une dizaine, dix douze, on avait un quartier général, etc. et on planifiait nos coups, on faisait des coups dans [Ville X], des gestes médiatiques. [...] Écoute, on piquetait jusqu'à 11h le soir, on était tout le temps là. (Gabriel)

C'était pas politique dans le sens qu'on était pas hyper impliqués dans les instances, de la FEUQ, de la FECQ, bon tout ça, c'était vraiment plus au niveau « on fait de la promotion et on fait du *branding* pour faire avancer notre cause ». [...], c'est ça, c'était comme assez effervescent, beaucoup de nuits blanches, beaucoup de manif. Il y avait quelque chose de beau et c'était comme la première fois que je sentais que je prenais part à un mouvement social et ça c'est grisant. (Éric)

Dans ce contexte, il est aussi intéressant de noter que, pour certain-e-s, la souveraineté, bien que présente dans le bagage idéologique, n'a pas été un élément déclencheur dans la prise de décision pour commencer à s'impliquer au PQ lors de la grève :

À ce moment-là, mon but c'était vraiment de battre les libéraux et vu que j'aimais déjà le PQ, que j'aimais l'option indépendantiste et que c'est un parti qui avait défendu les étudiants en même temps, qui pouvait battre les libéraux, c'est pour ça qu'à ce moment-là je suis vraiment embarqué avec le PQ. J'ai continué par la suite. Donc c'est ça, la souveraineté c'est sûr que c'était présent à la base mais le fait de commencer à t'impliquer, c'était pas pour la souveraineté en premier? Non. Dans le fond ça n'a pas été pour ça en premier mais je dirais que maintenant c'est surtout pour ça. (Laurence)

Au-delà de la cause de l'éducation, qui a été l'élément déclencheur de mon implication politique, je crois beaucoup, comme beaucoup de gens, j'aime beaucoup le Québec, j'aimerais l'amener plus loin puis c'est vraiment une cause qui me tient à cœur, qui me passionne. Donc c'est pour ça que je m'implique mais je dirais l'élément déclencheur de mon implication ça a été les questions étudiantes, les questions d'éducation. Si ça n'avait pas été de ça, je pense pas que j'aurais fait le saut vraiment dans un parti politique. (Nicolas)

Comme ces extraits le démontrent, les valeurs de gauche défendues par ces militant-e-s se marient à un aspect pragmatique dans la prise de décision. Effectivement, dans le cas de la grève, le PQ était vu comme étant le seul parti capable de remporter les élections et, ainsi, battre le Parti libéral. Ce pragmatisme se retrouve aussi chez d'autres militant-e-s mais en n'étant pas lié à la grève. Il est donc important d'occuper les postes du pouvoir gouvernemental pour faire changer les choses. De plus, le système électoral québécois, soit le vote uninominal à un tour,

fait en sorte que, pour les personnes rencontrées, le PQ est, comme nous l'avons vu, le seul parti ayant les capacités de prendre le pouvoir et, ainsi, mettre de l'avant des politiques permettant d'arriver à un changement sociétal. Suivant cela, QS et ON sont disqualifiés d'avance pour ces personnes :

Québec solidaire ou Option nationale, oui existait à ce moment-là aussi, c'était, moi dans le fond je suis quelqu'un, j'essaie de m'impliquer aussi pour, ben pour gagner, pour faire bouger des choses, puis je pense que les tiers partis, si on peut les appeler ainsi, peuvent contribuer assurément au Québec sauf que je trouve que c'est pas une démarche, je trouve que c'est plus des partis qui sont dans une logique d'opposition, dans une logique de contestation permanente plutôt que d'amener des changements réels au Québec. Donc c'est ça qui m'intéressait moins dans ces partis-là, même si je trouve intéressant beaucoup des idées que proposent certains de ces partis. On n'a pas actuellement au Québec un système proportionnel ou un système qui permettrait à plein de petits partis de participer au gouvernement, par exemple. Moi je suis pas d'accord avec notre mode de scrutin actuel, que j'aimerais changer, sauf que, un moment donné, c'est ça, et faut, jusqu'à ce qu'on le change, je pense qu'on n'a pas le choix de faire avec et moi dans le fond je pense qu'il faut s'impliquer pour, le but ultimement c'est de prendre le pouvoir, d'amener des changements sociaux au Québec, de nous faire avancer et ça je pense que c'est impossible avec un parti comme Québec solidaire par exemple. C'est pas un parti qui rassemble assez de gens [...] Ce que je reproche à une certaine gauche, c'est qu'on a tendance souvent par, on veut tellement être pur intellectuellement, jamais faire de compromission sur nos grands principes, sauf qu'un moment donné, on parle à 5-10 % de la population. Si on veut amener des changements, il faut parler à beaucoup de gens et les gens ils sont pas juste à l'extrême gauche du spectre politique. (Nicolas)

En tout cas, à l'élection de 2012, j'étais quand même plus impliquée parce que... Je me suis dit « Option nationale c'est ben beau, ça n'a pas de chance, la division du vote ». Je suis quand même une personne plus pragmatique et... Même si j'avais comme un appui de cœur, pour moi ça restait le PQ le véhicule où on devait faire changer les choses. Et QS, je me considère très sociale-démocrate, tout ça, par contre encore là je trouve qu'ils peuvent pas vraiment espérer prendre le pouvoir avant longtemps. (Alexandra)

J'étais membre de Québec solidaire et ils [les membres du PQ] m'ont vraiment comme... pas convaincu mais dans le fond je voyais plus d'opportunités de m'impliquer au PQ qu'à Québec solidaire. Québec solidaire, ils n'ont comme pas de comités de circonscription, ils n'ont pas de comités étudiants, ils n'ont pas d'instances nationales. Moi ça m'intéressait plus de voir c'était quoi le vrai militan..., ben pas le vrai militantisme mais militer dans des instances ça m'intéressait plus. (Sophie)

Finalement, le PQ est vu par plusieurs militant-e-s comme étant une institution historiquement située à gauche ou du moins, au centre gauche. Pour Nicolas, par exemple, « le fonds de commerce du Parti québécois, en tout cas, à mon sens, a toujours été, justement, un

parti qui ose, un parti de progrès, un parti de réforme sociale, un parti d'une, une alternative au Parti libéral qui est un peu le parti du statut quo » (Nicolas). De son côté, Sophie fait aussi référence aux « racines » du parti, bien que, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, le PQ ait mis de l'avant des mesures de droite à plusieurs reprises au cours de son existence : « Au départ je suis vraiment très très de gauche et je pense que le PQ [...] a perdu un peu de... je trouve, ce qu'il était avant. Moi ce qui m'intéressait vraiment c'était le PQ de René Lévesque, genre la loi anti-scab, la société de l'assurance automobile, toutes ces affaires-là. Ça c'était des projets du PQ qui venaient me chercher, plus que les coupes en aide sociale et l'indexation des frais de scolarité » (Sophie). Pour sa part, Éliane fait aussi référence à René Lévesque pour exprimer le fait que le PQ est un parti progressiste. Elle met ainsi en opposition René Lévesque et Pierre-Karl Péladeau, le nouveau chef du parti :

Et maintenant avec Péladeau à la tête du parti, je trouve qu'on s'éloigne encore plus de ce que le Parti québécois a été. Ah oui? Ben oui, c'est un antisindicaliste, tout ça, et nous autres, les syndicats, c'est notre plus grosse base électorale. On s'est fait élire, René Lévesque s'est fait élire avec les syndicats. C'est des gens, je trouve que c'est gens qu'il fallait pas perdre de vue trop trop et malheureusement on a un antisindicaliste à la tête du parti. Ça éloigne la gauche et on est un parti, quand même, à la base, quand même de gauche, réformateur, social-démocrate, et là je trouve qu'on s'éloigne un peu au profit de quelqu'un qui... Tout le monde dit « c'est un sauveur, c'est un sauveur », mais arrêtez un moment donné. (Éliane)

De son côté, Émilie aborde aussi la course à la chefferie et remet en question son adhésion au PQ relativement à ses valeurs de gauche :

Ça pourrait être le chef que j'ai pas voté qui soit au pouvoir, ou la cheffe, ça me dérangerait pas mais ça dépend comment cette personne-là... où elle l'amène, comment qu'elle l'amène. [...] Si la personne l'amène d'une façon que c'est pas souhaitable... Oui je suis souverainiste, oui j'aimerais ça que le Québec soit un pays, vraiment beaucoup, mais moi dans ma tête ça va pas au détriment de mes valeurs sociales et de gauche. Et si la personne, genre prône... parce qu'après ça, il va y avoir tout le processus du congrès et tout, et si ça fait en sorte que le Parti québécois devient un parti de centre droite, ou comme tangente plus centre je sais pas, même si minime cette ligne-là... Moi je me considère de centre gauche et je pense que le Parti québécois est considéré comme un parti comme ça, encore aujourd'hui [...] Donc là dans le fond, si ça s'avère [être] d'un autre côté [...] je pense que ça ne fait plus en sorte que je ne serais plus souverainiste mais je ne serais plus péquiste. [...] je pense que le mouvement souverainiste n'appartient pas à un parti politique. J'y crois de plus en plus et je pense qu'il y a de plus en plus de monde qui y croit à ça. (Émilie)

De plus, le PQ comme institution historique se reflète aussi dans les stratégies militantes déployées par Sophie. Effectivement, elle puise dans un répertoire d'action établissant « une continuité entre le passé et le présent des acteurs politiques » (Tarrow et Tilly 2008, 40) pour affirmer un désir de revenir aux racines progressistes du parti :

Je suis vraiment nostalgique. Comme là [...], moi ce que j'ai décidé de faire pour la course à la chefferie, j'invite du monde dans ma cuisine, littéralement. Je fais des assemblées de cuisine parce que je trouve que c'est ça la base du PQ¹⁶. En 68 René Lévesque se promenait dans les cuisines à Sept-Îles [...] quand il faisait ses tournées. Il partait avec son char et il couchait chez du monde, comme chez des militants. C'était pas les grosses campagnes au Sheraton à Laval comme on voit aujourd'hui. C'était vraiment du vrai monde et des vraies assemblées, et je voulais ramener ça. (Sophie)

Les témoignages que nous avons présentés sont conformes à la conception théorique des idées de gauche. En effet, la gauche est liée à une certaine conception de l'égalité dans les sociétés libérales véhiculant une vision de la nature humaine et de la société. Ainsi, la gauche peut, par exemple, être associée à Jean-Jacques Rousseau, d'une part, et à Karl Marx et Friedrich Engels, d'autre part. D'abord, Rousseau met l'accent sur la générosité au centre de la nature humaine et pourfend la propriété privée, qui n'est que « vol et usurpation ». Ensuite, Marx et Engels voient la division du travail et la propriété privée comme des sources d'inégalités et d'aliénation (Noël et Thérien 2010, 37-40-41). Cela nous permet alors de circonscrire certaines caractéristiques propres aux idées de gauche. Elles vont miser sur la solidarité au sein de la société. La compétition est au cœur des inégalités entre individus et des solutions collectives doivent être envisagées pour les amoindrir. L'État doit donc être mis au service de la communauté selon une logique de redistribution de la richesse et doit permettre de réduire les risques sociaux (Noël et Thérien 2010, 41-42-44).

Nous voyons donc que la majorité des militant-e-s jeunes du PQ que nous avons rencontré-e-s mettent de l'avant des valeurs qui les placent, à différents degrés, à la gauche du spectre politique. Un aspect pragmatique vient aussi teinter leurs convictions, ce qui fait en sorte

¹⁶ Le PQ a produit en 2013 le guide intitulé *Organiser une assemblée de cuisine*. L'assemblée de cuisine y est décrite comme étant « une pratique cruciale de notre stratégie en termes de recrutement, de communications, mais également en termes d'entraînement et d'évaluation de ses bénévoles. Elle fait référence à une pratique établie au Parti Québécois depuis sa fondation » (Parti québécois 2013, 3).

que les institutions gouvernementales occupent une place importante dans leur réflexion. Comme nous allons le voir, si la droite est aussi présente au PQ, elle est davantage marginale.

4.1.2 Une droite marginale

Les idées de droite sont beaucoup moins présentes que celles de gauche dans les témoignages que nous avons récoltés. Effectivement, nous identifions une seule des personnes rencontrées comme étant de droite. Une autre personne se disant de centre gauche admet aussi apprécier certaines idées de droite au point de vue économique : « je suis un gars de centre gauche mais qui prend des idées de droite de temps en temps parce qu'il y a certaines idées de droite qu'il faut prendre parce que c'est des bonnes idées. Que ce soit au niveau des dépenses, au niveau des revenus, je partage certaines opinions de temps en temps mais je suis beaucoup plus à gauche je te dirais » (Olivier).

Dans les données récoltées ayant trait à la droite, nous remarquons, de plus, que le nationalisme prend le pas sur les idées de droite. Ainsi, le fait que le parcours militant de cette personne est somme toute marginal dans notre échantillon et le fait que ses idées relativement à la droite n'étaient pas à l'avant-plan de son discours ne nous permettent pas de faire une description aussi étoffée pour la droite au PQ que pour la gauche.

Ainsi, André met l'accent sur la liberté individuelle dans son discours sur la souveraineté, qui est ici vue comme étant une fin en soi :

Le droit de choisir comme individu, c'est jamais, ça peut pas être instrumentalisé. Le droit de choisir, je pense que c'est même le prolongement du suffrage populaire, de la souveraineté du peuple. C'est dire « on connaît pas c'est quoi les intérêts des gens, on peut pas leur imposer avec certitude que ce qu'on va leur imposer c'est la bonne chose ». Donc on laisse à la population décider qu'est-ce que va être ses intérêts. Il n'y a pas d'intérêts objectifs, c'est qu'est-ce que la population subjectivement va considérer être dans son intérêt. Donc en soi, si comme être humain on se dit « ben le gouvernement peut pas décider pour moi, mon employeur peut pas décider pour moi, ma famille peut pas décider pour moi sur n'importe quoi », ben c'est la même chose pour une collectivité sur un territoire donné. Ils choisissent ce qu'eux considèrent pertinent et juste en soi, c'est un combat, le droit de choisir. C'est pas, quand même que ce soit pour la gauche ou la vision de droite, c'est le pouvoir de choisir, de s'émanciper, de tous les liens, de

tous les trucs. J'aime pas dire que c'est un combat émancipateur, mais c'est un combat juste pour... c'est le prolongement de la liberté individuelle je pense. [...] Je sais que le PQ c'est un parti qui est très fort sur les libertés collectives, sur les responsabilités collectives, mais moi dans mon optique de personne, autant que je refuse la tutelle d'un gouvernement que je juge étranger ou pas conforme à mes intérêts, que comme personne j'aime pas ça, je sais pas si moi j'ai un problème avec l'autorité dans la vie mais j'aime pas ça que les gens prennent des décisions pour moi. (André)

Si l'indépendance du Québec est importante dans sa réflexion, nous voyons qu'elle est intimement liée à la liberté de choisir des individus dans la société comme conception de l'égalité. Il vient, de plus, remettre en question le rôle de l'État. En allant à l'encontre du droit individuel de choisir, l'État peut devenir illégitime à ses yeux.

Ensuite, en guise de comparaison avec le portrait de la gauche que nous avons brossé plus haut, André, qui se décrit comme n'étant « pas le gars le plus socialiste en ville », s'est opposé au mouvement étudiant lors de la grève de 2012 : « J'étais tout à fait contre [la grève]. Je veux dire, étrangement pour un péquiste, je me suis fait dire que j'étais pas un bon péquiste. Je trouve ça drôle parce que je trouve que c'est quand même vrai. Je voyais tous mes *chums* et le parti, ça mettait les carrés rouges, ça faisait les marches avec les gens et moi je grinçais des dents un p'tit peu de mon bord parce que j'étais pas d'accord » (André). De manière plus large, il désapprouvait aussi la position du PQ pendant la grève, qui avait décidé d'appuyer les étudiants, et critique les franges plus radicales du mouvement :

J'aimais pas ça de voir mon parti parce qu'il réalise pas qu'il y a du monde qui participent à ces manifestations-là de bonne foi et il y en a d'autres que c'est, ils essaient d'instrumentaliser d'autres étudiants pour leur lutte anticapitaliste, *whatever*, altermondialiste, ce n'est plus une opposition à la hausse des frais de scolarité telle que proposée. Eux autres, c'est la révolution qu'ils veulent et moi je me dis que la *job* d'un parti politique qui aspire à former le prochain gouvernement, c'est pas de participer à la rébellion populaire parce qu'un moment donné c'est toi qui va avoir à prendre des décisions difficiles [...] moi je pense que le PQ a fait de la récupération politique là-dessus. D'habitude le monde qui disent ça viennent de la gauche, clairement moi je pense que c'était de la récupération politique que le PQ a fait. Il a pas réfléchi consciemment ce que ça voulait dire porter un symbole politique et marcher dans la rue. Quand tu vas devenir Premier ministre, tu peux pas faire semblant que dans six mois c'est pas toi qui vas se faire contester et que tu vas aller, tu pourras pas sortir dans la rue après avec les manifestants quand ça va être toi qui va être au pouvoir. Faut que tu te gardes une réserve, faut que tu te gardes un devoir de réserve, tu penses à ton affaire et t'embarques pas dans des affaires de même, et le PQ fait tout le temps ça. (André)

Il est aussi possible de circonscrire certains aspects théoriques relativement aux idées de droite à travers ces extraits. Nous pouvons y voir une filiation idéologique avec la pensée, par exemple, de Thomas Hobbes et John Locke, où la nature humaine est « dominée par la rivalité, l'envie et la peur » et où un État fort doit être garant de la propriété privée, liée de manière intrinsèque à l'autonomie individuelle. (Noël et Thérien 2010, 40). De plus, de par l'accent mis sur la compétition entre les individus, les droits individuels sont au centre de la conception de l'égalité de la droite. Selon cette conception, l'État a alors un rôle sécuritaire où il doit prévenir la violence. L'individu est donc le seul garant de sa réussite, ce qui se répercute inévitablement par une croissance économique et un progrès social (Noël et Thérien 2010, 41-42-44).

Nous voyons que le clivage idéologique gauche/droite occupe une place davantage importante pour certain-e-s militant-e-s que d'autres. Cela nous a aussi permis de constater que les rapports entre individus dans la société et le rôle de l'État sont vus de manières fort différentes selon ces deux conceptions du politique. Différentes visions de l'égalité dans la société sont alors au cœur de l'imagination de la communauté politique. Comme nous allons maintenant le voir, la préséance de l'idée de l'indépendance du Québec chez certaines personnes rencontrées peut avoir pour effet de reléguer ce clivage à un niveau secondaire.

4.2 Les différentes conceptions du projet souverainiste et de l'identité nationale

Un autre point intéressant qui nous est apparu suite à l'analyse de nos entrevues est le fait que nous pouvons observer différentes conceptions de la communauté nationale chez les personnes rencontrées. Pour décrire ces différentes représentations, il est nécessaire d'aller au-delà de la dichotomie classique entre nationalisme civique et ethnique¹⁷. En effet, comme le souligne Rogers Brubaker, des conceptions strictes du nationalisme autant civique qu'ethnique laissent des trous analytiques où certains cas ne peuvent être inclus dans aucune catégorie alors que des acceptions trop larges de ces concepts mènent à un chevauchement où le classement de cas médians est ambigu. De plus, d'un point de vue normatif, cette dichotomie sous-tend une opposition entre un nationalisme civique inclusif et un nationalisme ethnique exclusif. Or, si le

¹⁷ Voir notamment la note de bas de page n° 6 dans (Beauchemin 2003, 27) pour son utilisation pour le cas québécois.

nationalisme civique se veut volontariste, contrairement au nationalisme ethnique, le concept de citoyenneté sur lequel il s'appuie peut aussi mener à l'exclusion (Brubaker 1999, 62-64 ; Jenson 2007, 25-26).

En revanche, le travail de Dimitrios Karmis (2003) autour de la diversité des identités nationales nous permet de classer les résultats de nos entrevues. Pour Karmis, « la diversité croissante sur le plan des identités collectives [et] l'expression politique accrue de cette diversité » (2003, 86), s'accompagnent de plusieurs définitions de l'identité nationale. Il propose ainsi quatre conceptions pluralistes de l'identité nationale, soit le multinationalisme, le multiculturalisme, le nationalisme d'intégration et l'interculturalisme, et deux conceptions monistes, c'est-à-dire le nationalisme civique et ethnique.

La typologie développée par Karmis nous sert d'outil afin de décrire les différentes conceptions nationales que nous retrouvons chez les militant-e-s que nous avons rencontré-e-s. Cette typologie étant idéale-typique, nous pouvons retrouver des conceptions hybrides de l'identité nationale chez certaines personnes (Karmis 2003, 101). Nous soulignons aussi le fait que nous ne retrouvons pas tous les types d'identité nationale développés par Karmis dans les discours analysés.

Avant d'aborder les différentes représentations de l'identité nationale, il est pertinent de circonscrire deux types de visions fortement contrastées du projet souverainiste que nous avons retrouvés dans les témoignages récoltés. À cet effet, il est tout d'abord nécessaire de faire quelques remarques au sujet des termes « souveraineté » et « indépendance », que nous retrouvons dans les discours pour décrire ce projet. D'un point de vue théorique, selon Alain Dieckhoff, l'idée de souveraineté est différente de celle d'indépendance dans la mesure où la première, se référant à la légitimité démocratique populaire et l'autonomie de l'entité politique, est possible à l'intérieur d'une entité plus large, par exemple à l'intérieur d'une fédération et sans qu'il y ait sécession, alors que la seconde implique la reconnaissance internationale faisant en sorte que l'État est sujet de droit international (Dieckhoff 2012, 267 à 269). Ainsi, selon cette conception, parler en termes d'« indépendance » implique une position davantage tranchée que de parler de « souveraineté ». La souveraineté se référerait donc à une conception politique de l'autodétermination alors que, pour l'indépendance, ce serait davantage à un niveau identitaire

(Dieckhoff 2012, 271). Cependant, d'un point de vue politique, nous remarquons aussi que Jacques Parizeau, ancien Premier ministre du Québec et chef du PQ, mentionne que, s'ils ont pu avoir une connotation différente selon les époques, ces termes ont pour lui la même signification, soit que le Québec ait le contrôle sur ses lois, impôts et traités sur son territoire (Parizeau 2009, 24-25). Il peut donc y avoir une différence dans l'utilisation de ces termes d'un point de vue théorique ou politique.

Relativement aux personnes que nous avons rencontrées, si les termes « souveraineté » et « indépendance » se réfèrent tous les deux au projet politique qui a pour but que le Québec devienne un pays, nous n'avons pas été en mesure d'identifier une différence dans leur utilisation ou encore par rapport au sens accordé à ces termes dans les discours des personnes que nous avons rencontrées. Certain-e-s utilisent principalement « indépendance », d'autres majoritairement « souveraineté » et finalement nous pouvons aussi retrouver un mélange des deux dans le discours. Néanmoins, nous notons que le terme « indépendance » est davantage utilisé par les personnes pour qui l'indépendance est une fin en soi. Nous allons donc utiliser ces deux termes de manières indistinctes.

Au niveau du projet politique, la souveraineté est, pour certain-e-s, une fin en soi alors que, pour d'autres, il s'agit d'un moyen pour développer un projet de société. Si, comme nous l'avons mentionné, les idées de gauche ou de droite ont tendance à s'effacer au profit du nationalisme chez certaines personnes, ce phénomène s'arrime à une vision de la souveraineté comme étant une fin en soi. Ainsi, Gabriel exprime la préséance de l'indépendance dans sa réflexion en parlant du Sommet sur l'éducation supérieure de 2013 : « J'étais un peu déçu quand il y a eu le Sommet sur l'éducation, qu'il y ait une entente préétablie, etc., ça, ça m'a pas mal déçu [...] c'était pas l'essence de mon combat alors je passe par-dessus mais j'étais déçu » (Gabriel). Bien que se qualifiant de « centre gauche », l'indépendance du Québec doit alors passer en premier :

Moi je veux la pleine liberté du Québec, c'est juste ça. Je veux une liberté politique. Je veux que quand on veut aller à gauche, on aille à gauche et quand on veut aller à droite, on aille à droite, et quand on veut un registre des armes à feu, on a un registre des armes à feu. Je défends pas le registre ou quoi que ce soit, je dis juste « on a pris une décision [vouloir rapatrier le registre des armes à feu au Québec], et on peut pas », c'est un blocage. (Gabriel)

L'accent est donc ici mis sur la liberté politique du Québec. Cela se reflète aussi dans les propos d'André : « l'indépendance, c'est le choix de prendre ses décisions soi-même et après ça la population élit un gouvernement de gauche ou de droite » (André). Dans cette perspective, Marc-André met aussi l'accent sur la liberté politique. Cependant, il spécifie, comme d'autres militant-e-s aussi, qu'il préférerait que l'indépendance se conjugue avec des idées davantage situées à gauche :

Qu'on soit de gauche ou de droite, c'est bon pour tout le monde. Parce qu'au final, que ce soit un gouvernement conservateur ou un gouvernement libéral à Ottawa, ça reste des mesures politiques qui vont à l'encontre des intérêts du Québec, qui vont nuire à n'importe quel projet politique. [...] Donc ce serait vraiment l'indépendance avant gauche/droite, on peut dire ça? On peut dire ça. Mais chacun sa justification. Moi personnellement, comme je suis plus à gauche, je considère que l'indépendance doit servir à l'émancipation du peuple et on va pouvoir mettre en place un État providence complet au lieu d'avoir un demi-État providence (Marc-André).

Cette vision de la souveraineté rejoint la vision classique du nationalisme dans les mouvements nationalistes sous-étatiques. Ainsi, Anthony D. Smith définit le nationalisme comme étant « un mouvement idéologique pour atteindre ou maintenir l'autonomie, l'unité et l'identité au nom d'une population considérée par certains de ces membres comme constituant une "nation" actuelle ou potentielle » (Smith 1991, 73 *traduction libre*). Il y a donc une quête d'autonomie pour un peuple lorsque nous regardons les mouvements nationalistes sous-étatiques. De plus, Smith avance que, si pour certains mouvements, cette quête d'autonomie n'est pas synonyme d'obtenir son propre État, d'où pourquoi il ne s'y réfère pas dans sa définition, d'autres acteurs peuvent considérer cela comme étant primordial (Smith 1991, 74). L'autodétermination d'un peuple peut alors être vue par ces mouvements comme étant non seulement un principe de droit international, mais aussi un droit (Lecours 2012, 273). Le principe d'autodétermination, soit le fait que « chaque peuple détermine librement son statut politique » (Dieckhoff 2012, 233), en raison des divers conflits identitaires et politiques avec le gouvernement fédéral, permet ainsi aux acteurs du mouvement souverainiste québécois de garder une légitimité morale même dans les moments où l'option indépendantiste « n'est pas politiquement acceptable [*politically palatable* dans le texte original] » (Lecours 2012, 273 *traduction libre*). Nous retrouvons cette perspective chez les personnes voyant la souveraineté du Québec comme étant une fin en soi et qui mettent l'accent sur la liberté politique du Québec.

Contrairement à cette vision, d'autres militant-e-s considèrent que la souveraineté ne doit pas être vue comme étant une fin en soi. Elle doit plutôt faciliter la mise en place d'un projet de société. Cette vision se distingue de la première que nous avons présentée du fait que l'accent n'est pas mis sur la liberté politique. Ainsi, pour les personnes que nous avons rencontrées, ce projet est ancré à gauche. La souveraineté ne peut donc pas se faire sous n'importe quelle condition :

C'est des gens qui ont des opinions un peu radicales aussi, je pense que ça vient, c'est vraiment une gangrène pour le parti. Radicales dans quel sens? Ben dans le sens que c'est vraiment québécois catholique, donc c'est vraiment des gens qui sont pressés d'avoir un pays, qui se foutent un peu des moyens mais pourtant les moyens faut vraiment être [...] très ferme sur les moyens, et c'est des gens justement qui veulent un pays et *that's it*, et je trouve que c'est pas vraiment, ça me représente pas en fait. [...] Tu disais que les moyens étaient, contrairement à ce que beaucoup disaient, toi c'est vraiment important? Ben oui, avoir un projet de société, montrer au monde, aux gens, et les plus cyniques, ceux qui veulent voter non, ceux qui sont indécis, parce qu'il y en a beaucoup, sont comme « je suis pas nécessairement fédéraliste, je suis pas nécessairement... », ils s'en foutent. Donc c'est montrer à ces gens-là que « eille on a un projet de société et si on est un pays au moins il va y avoir de quoi après », parce que là les gens sont comme « on va avoir un pays, mais il se passe quoi après? ». Moi je trouve ça important d'avoir un projet de société. (Éliane)

Pour ce qui est du projet de société que ces militant-e-s désirent mettre de l'avant, l'éducation, l'environnement, ou les relations internationales, par exemple, sont mis de l'avant :

Ça dépend comment on le joue mais la souveraineté je pense c'est pas contre personne et je pense qu'un projet rassembleur derrière, de faire un pays qui serait vert, qui aurait une voix au chapitre international pour promouvoir l'énergie verte, pour promouvoir l'économie verte, pour d'autres raisons aussi mais je pense qu'on fait pas ça contre les anglophones, du moins j'espère que ce sera jamais ça sinon c'est sûr que je débarque. Que ce soit fait contre qui que ce soit, moi ça m'intéresse pu c'est certain. (Éric)

Je pense que le Parti québécois devrait s'actualiser énormément et arriver en 2015, intégrer les nouveaux arrivants, ouvert sur le monde, laisser de la place aussi à l'anglais, ou du moins à l'apprentissage de l'anglais pour les jeunes. L'éducation, la rendre vraiment plus moderne et évidemment, le projet de pays peut pu être le même que quand c'était sous René Lévesque, selon moi, parce qu'on est pu dans ces années là. (Stéphanie)

Ben moi ce serait beaucoup axé sur l'éducation, l'accès à l'éducation, c'est sûr que moi, gratuité scolaire tout ça, [...] tout notre filet social en fait, qu'on est en train de se faire détruire en ce moment, je trouve ça tellement important (Éliane)

Comme nous le voyons dans ces extraits, il y a aussi une volonté de mettre sur pied un projet « rassembleur » de la part de ces militant-e-s. Une telle position peut ainsi s'apparenter, bien que comportant des différences, à celle développée par les mouvements sociaux au tournant des années 1990 où la souveraineté n'était pas simplement vue comme une option constitutionnelle mais aussi comme « un élément de contenu du projet social » (Boudreau 2015, 199). Aujourd'hui, nous retrouvons cette vision chez QS, par exemple (David 2011, 82). Cependant, comme nous l'avons déjà vu, les militant-e-s que nous avons rencontré-e-s se distancient de la position de ce parti tant par rapport aux idées de gauche que par rapport à la conception de l'indépendance.

Ayant développé la vision du projet politique des personnes que nous avons rencontrées, nous allons maintenant aborder leur conception de l'identité nationale, qui peut prendre différentes formes. En nous penchant sur cette dimension idéologique, nous venons ainsi circonscrire la conception de l'inclusion au sein de la communauté politique chez les personnes rencontrées.

4.2.1 Nationalisme civique

Karmis identifie deux identités nationales monistes. Cet adjectif se réfère au fait que ces conceptions visent l'expression d'une identité nationale « une et indivisible » (Karmis 2003, 88). La première est le nationalisme civique, où l'accent est mis sur la rationalité et le choix individuels pour l'adhésion au groupe. Ce type est caractérisé par « un territoire historique ; une communauté d'institutions politiques et de lois ; le principe de l'égalité des droits politiques et civils pour tous les citoyens ; la socialisation à une culture civique commune qui assure une adhésion rationnelle aux institutions, pratiques et principes qui constituent l'identité nationale » (Karmis 2003, 91).

Certains militant-e-s développent ainsi un aspect civique dans leur conception de l'identité nationale. Cela se fait principalement par l'entremise du territoire et de l'adhésion à des valeurs communes. Par exemple, Éliane développe un volontarisme lié au territoire et à des valeurs communes dans le fait d'être Québécois-e : « j'habite sur le territoire du Québec, je suis

Québécoise. Si t'es Haïtien, Ukrainien mais que tu te sens chez toi au Québec, t'es Québécois. [...] Sera Québécois celui qui va partager des valeurs de tolérance, d'unité. N'importe qui veut se sentir Québécois va l'être » (Éliane).

De plus, au niveau des valeurs communes, un discours de valeur permet à certaines personnes de circonscrire une spécificité québécoise. Effectivement, certain-e-s militant-e-s transposent leurs valeurs personnelles au niveau collectif pour ainsi en faire des valeurs « nationales ». Un tel discours vient alors inhiber l'hétérogénéité que nous retrouvons à ce niveau au sein de la société québécoise et permet, pour cette personne, de marquer une différence entre le Québec et le reste du Canada (Lecours 2012, 270-271). La protection de l'environnement est, par exemple, un thème tenant à cœur certain-e-s militant-e-s avec lequel ils marquent une différence avec le reste du Canada :

On a des valeurs communes au Québec qui sont établies, qu'on est en général pas pour le gros pétrole en Alberta tandis que le reste du Canada ils s'en foutent, mais nous autres on ferait attention à notre exploitation de pétrole mettons. Je dis pas qu'on exploiterait pu mais on ferait plus attention que le reste du Canada. On est beaucoup plus conscientisé sur l'environnement que le reste du Canada donc ça se refléterait dans un Québec souverain (Judith).

Je pense qu'aussi en Amérique du Nord, le Québec on est quand même, on n'est pas un gros pourcentage de la population mais en ayant juste le Canada et les États-Unis qui parlent au nom de l'Amérique du Nord, je trouve que le Québec on est pas représenté là-dedans. Et qu'on est plus vert, on est plus pour le développement durable, tout ça. Notre voix n'est pas pantoute entendue sur la scène internationale. (Mathieu)

Dans cette lignée, certain-e-s militant-e-s formulent aussi le fait que les Québécois sont plus progressistes et de gauche que le reste du Canada. Un Québec indépendant suivrait donc forcément cette tangente et serait progressiste. Les propos de Laurence et Éliane sont représentatifs à ce sujet : « Je pense que justement on est plus progressiste que la moyenne donc si on devenait un pays, logiquement on serait un pays progressiste » (Laurence) ; « On pourrait être enfin progressistes jusqu'au bout [en étant un pays]. On n'aurait pas un certain boulet réactionnaire du Canada qui nous suivrait tout le temps » (Éliane).

Or, si le nationalisme civique se veut aculturel et neutre, nous remarquons cependant que cette prétendue impartialité reproduit dans les faits les traits culturels et linguistiques du groupe

majoritaire (Karmis 2003, 92). Effectivement, comme l'a aussi fait remarquer Will Kymlicka, l'État ne peut être neutre. Celui-ci reproduit la culture, la langue et les traditions, notamment à travers l'enseignement et les institutions publiques, du groupe majoritaire (2001, 162-163). De plus, comme le note Eva Mackey, « les valeurs libérales occidentales [comme l'égalité, la rationalité, l'universalité et le progrès] peuvent aussi être mobilisées pour construire la différence et la dominance » (1999, 156-158 *traduction libre*). Ainsi, le volontarisme reproduit les relations de pouvoir existant au sein de la société et promeut indirectement « l'appartenance nationale hégémonique » à laquelle les nouveaux arrivants doivent s'assimiler (Karmis 2003, 93). Le nationalisme civique peut alors être caractérisé par une inclusion volontariste au groupe mais la majorité est favorisée de manière sous-jacente.

Nous voyons donc que, pour le nationalisme civique, les aspects culturels ne sont pas explicitement formulés. Il en est tout autre lorsque nous regardons le nationalisme conservateur.

4.2.2 Nationalisme conservateur

Le nationalisme ethnique est le second type moniste développé par Karmis. Contrairement au nationalisme civique, la culture et la langue sont ici des critères objectifs d'inclusion au groupe et sont explicitement mises de l'avant. L'appartenance nationale est ainsi figée dès la naissance selon une essentialisation de la culture, de la langue et de la religion. Le « nous » est évidemment exclusif, totalisant et se fonde sur une prétendue descendance historique du groupe (Karmis 2003, 93-94). Il est cependant à noter que nous ne retrouvons pas une version aussi drastique du nationalisme ethnique et proprement exclusiviste telle que celle décrite par Karmis dans les témoignages que nous avons récoltés. Néanmoins, nous pouvons parler d'un certain conservatisme à l'égard d'attributs identitaires tels que la langue, l'histoire et les traditions du peuple québécois. Ainsi, la conception de cette communauté politique peut être, selon le cas, plus ou moins conservatrice, c'est-à-dire que les référents la composant peuvent être liés à une certaine « essence identitaire » (Boily 2010, 126). Pour le cas qui nous occupe, nous préférons donc parler de nationalisme conservateur plutôt que de nationalisme ethnique. Il y a ainsi un désir de préservation identitaire qui anime le nationalisme conservateur. Frédéric Boily, parlant de la pensée de Fernand Dumont, dit alors que celle-ci est conservatrice

dans la mesure où le poids du passé est particulièrement prégnant, au point où il doit servir de base pour s'orienter dans le présent (Boily 2010, 68). Si nous ne retrouvons pas de nationalisme purement conservateur chez les personnes que nous avons rencontrées, leur discours peut cependant en être imprégné, et ce, à différents degrés.

Dans un premier temps, nous retrouvons de multiples références à l'histoire qui viennent légitimer la souveraineté du Québec. Ainsi, ce type de discours nationaliste établit une continuité historique de la nation (Özkirimli 2010, 209). Gabriel parle alors du fait que, de manière continue à travers l'histoire, la nation québécoise a, selon lui, été inféodée au Canada et que nous ressentons encore de nos jours les effets de cette subalternisation :

Quand tu apprends l'histoire, tu t'aperçois que ça a déjà été fait [tenter de réformer le système fédéral]. Ça date pas d'hier nos problèmes avec le Canada... C'est ça que l'histoire te démontre aussi, et il y a aussi le fait que ça n'a pas de bon sens, on est une nation et on n'est pas autonome politiquement, moi ça fait aucun sens pour moi, alors qu'on a toutes les capacités de le faire, ça fait aucun sens pour moi qu'on le soit pas. Pis ça n'a même pas été un choix en plus, on n'a même pas eu le choix, donc on est vassalisé, pour reprendre les mots de [Pierre] Falardeau [...]. On a été conquis et vassalisé par la force, c'est ça la réalité. Historiquement, c'est ça la réalité. Là aujourd'hui, les gens sentent pas ça, et je comprends qu'ils sentent pas ça. Ma copine elle me comprend pas et elle dit « ben voyons donc, on n'est pas soumis à un autre pays ». Non. (Gabriel)

Dans cette lignée, Olivier dit qu'il s'est intéressé à la question de la souveraineté par l'entremise des enjeux historiques : « Secondaire 3-4, oui plus axé sur le Québec je te dirais et c'est là que je me suis dit... comment on a été conquis, je me suis intéressé à la conquête par les Anglais, la façon qu'on a traité les Canadiens français, le recul justement année après année de notre langue, de notre culture, la tentative d'assimilation de la part des Anglais » (Olivier). En lien avec cette trame narrative « mélancolique » (Maclure 2000) de l'histoire du Québec, Olivier met ainsi de l'avant la nécessité de protéger la langue et la culture : « je suis pas la personne qui connaît l'histoire du Québec de A à Z, qui peut te dire mettons telle date il y a eu ça, telle date il y a eu ça. [...] Moi je connais pas tout par cœur mais je suis fier. [...] Notre langue, notre culture, notre histoire, je suis fier de ça, je veux pas qu'on la perde, on est de moins en moins représenté au Canada » (Olivier).

De son côté, Laurence, si elle répudie le fait de « défendre la nation canadienne-française », elle insiste sur le fait qu'« on est devenu Québécois puis justement il y a des gens

qui viennent d'ailleurs qui sont souverainistes donc même si leurs ancêtres sont pas des Canadiens français, ils vont être souverainistes quand même. Donc c'est ça, je pense qu'il faut vraiment miser sur un peuple qui a différentes origines mais avec une langue commune, la langue française, plutôt que nos ancêtres canadiens-français à nous ». Cependant, si elle est favorable à l'apport d'autres cultures pour façonner l'identité québécoise, elle y apporte un bémol : « je pense que ça enrichit notre culture mais c'est tant qu'on continue à parler français et qu'on conserve notre patrimoine, des traditions et vraiment qui reflètent l'identité de notre peuple mais en étant ouvert aussi à des ajouts de différentes cultures, des apports que ça l'a qui nous enrichissent » (Laurence). Comme nous allons le voir plus loin, le commentaire de Laurence comporte plusieurs caractéristiques du nationalisme d'intégration, de par l'idée d'enrichir l'identité québécoise de nouveaux apports. Cependant, l'identité québécoise ne doit pas être dénaturée et la culture, la langue, et les traditions ne semblent pas ici « être de l'ordre de l'acquis » (Karmis 2003, 99). L'accent est explicitement mis sur la préservation du bagage identitaire de la majorité.

Nous voyons que la protection de la langue française est au centre des préoccupations. Cependant, si la langue française est importante pour la plupart des personnes que nous avons rencontrées, la perception chez certains qu'elle est menacée est ici caractéristique. Olivier et Marc-André abordent cette crainte, notamment en parlant d'immigration :

Auparavant on disait, peut-être rapidement, dans 15 ans on parlera pu français et on va être assimilé. Aujourd'hui c'est peut-être plus... là je suis pas du tout contre l'immigration, faut pas le prendre de même, mais je m'en allais dire, les immigrants arrivent, ils parlent pas nécessairement français. À la maison ils vont parler leur langue, plus qu'essayer d'apprendre notre langue ici, le français, la deuxième langue qu'ils vont apprendre davantage c'est l'anglais, s'ils la connaissent pas déjà. C'est peut-être les générations futures justement en ayant, avec les immigrants, qui vont peut-être moins le parler le français, c'est peut-être dans ce sens-là. C'est pas dans le sens que c'est les anglophones qui vont essayer de nous assimiler, c'est juste la diminution du français, l'importance, à cause justement de la popularité de l'anglais dans le monde. (Olivier)

Le français est en danger, définitivement. On a juste à regarder les chiffres, le français recule à Montréal, le français recule dans les banlieues de Montréal. Ça va pas bien pour le français, mais la population... le pourcentage de francophones au Québec diminue. On est rendu à 79 % de francophones au Québec, on était plus que ça avant, le français recule. C'est entre autres dû notamment à l'érosion de la loi 101, les jugements des tribunaux qui ont charcuté la loi 101, ça a grandement nuit. [...] Il faut définitivement

réactualiser la loi 101 et redonner les moyens que ce soit réacquitté parce que sinon le français va juste continuer à s'éroder parce qu'au final, le monde me dise « l'affichage c'est niais, ça changera rien », mais prenons le cas de l'immigration, un nouvel arrivant qui arrive et qui voit que tout est écrit en anglais, va penser que tout se passe en anglais, donc il va opter pour l'anglais quand va venir le temps de changer de langue. Si on n'est pas capable d'envoyer ça comme signal, que c'est en français que ça se passe ici, ben le français va continuer à s'éroder. Ça et faut aussi miser sur la francisation des immigrants. (Marc-André)

Dans cette perspective, il y a, selon Marc-André, mais aussi André, une nécessité de franciser les nouveaux arrivants. Selon ce dernier, en vivant « dans le même bassin culturel » le vivre ensemble et la bonne entente commune est alors favorisée (André). Selon André, l'identité québécoise se doit donc d'être au centre des revendications indépendantistes. Étant le plus explicite sur ce sujet, André croit que l'argument identitaire est la seule et unique raison pour laquelle le Québec doit devenir un pays. Sa conception de l'identité met ainsi l'accent sur la « conscience historique » du peuple québécois :

La question que je pose toujours c'est : si demain matin, je sais pas, par un coup de baguette, le Québec devenait une composition linguistique, religieuse, ethnique qui ressemblerait mettons aux autres provinces, à l'Ontario, est-ce qu'il y aurait un mouvement indépendantiste qui se lancerait? Il n'y aurait pas de mouvement indépendantiste. Il y a un mouvement indépendantiste parce qu'il a une existence historique, il y a une conscience historique qui s'est développé, peu importe qui soit francophone de souche, que ce soit des Écossais ou des Irlandais assimilés, des hispanophones, des Arabes, peu importe ce soit quoi, ils ont conscience qu'ils appartiennent à un groupe qui a une mémoire et qui a un avenir collectif et c'est pour ça qu'on fait un pays. (André)

Il y a donc chez André un certain besoin que les nouveaux arrivants s'assimilent à cette « conscience historique » et il n'y a pas nécessairement de place pour l'apport de nouveaux attributs à l'identité québécoise. L'identité francophone historique est ici centrale.

Un dernier point que partagent les personnes ayant des caractéristiques du nationalisme conservateur est en lien avec la laïcité et leur position lors du débat sur le projet de loi sur la Charte de la laïcité qui a eu lieu en 2013-2014. Effectivement, certain-e-s militant-e-s étaient d'accord avec celui-ci et ont une vision davantage républicaine de la laïcité où les particularismes doivent être relégués dans la sphère privée (Seymour 2013, 5). Pour une telle vision de la laïcité, la neutralité religieuse vise ainsi les individus (Maclure et Taylor 2010, 52).

Les visions des militant-e-s divergent cependant au niveau de la fermeté de l'application de la charte. Par exemple, si Olivier et Laurence, entre autres, étaient d'accord avec le projet, ils trouvaient qu'il allait un peu trop loin : « moi j'étais pas en accord avec le fait que ça pouvait mener à des congédiements, c'est surtout ça. Parce que sinon, je trouvais que c'était un beau projet » (Olivier) ; « quand tu prends du recul, que là tu réalises à quel point on a peut-être été trop radical là-dessus et on aurait pu se modérer. Donc maintenant ce serait plus, ma position serait, oui certaines interdictions mais juste pour ceux qui ont une position d'autorité comme les enseignants, policiers, ce serait... Je me suis un peu modéré là-dessus depuis l'élection je dirais » (Laurence). De son côté, André est la personne la plus stricte au niveau de la laïcité que nous avons rencontrée :

Moi je suis plus d'école française, que la religion, tu gardes ça à la maison, et si mettons dans ta façon de pratiquer ta religion, peu importe laquelle, elle entre en conflit avec tes obligations civiles, ben c'est à toi à te poser des questions. C'est pas au reste de la population ou au gouvernement à s'adapter à toi. [...] Moi je me dis, il y a une loi pour tout le monde, si t'es pas content, je veux dire, organise-toi, je sais pas, arrange-toi pour que ça marche pour toi. (André)

Nous voyons que le nationalisme conservateur présente un spectre de différentes interprétations de l'identité québécoise qui laissent, selon le cas, plus ou moins de place à l'expression d'apports « externes ». Dans tous les cas, l'histoire revêt une grande importance dans la compréhension du nationalisme conservateur. De son côté, le nationalisme d'intégration est tout autre. Si la langue et la culture peuvent aussi être importantes, les personnes rencontrées ne vont pas y accorder pas le même statut.

4.2.3 Nationalisme d'intégration

Dans une autre perspective, le nationalisme d'intégration ou de convergence est vu comme étant davantage pluraliste que les deux types précédents. Il met de l'avant « une forme de pluralisme normatif qui met l'accent non seulement sur le rôle intégrateur d'une culture civique commune, mais aussi sur le rôle intégrateur de la culture et de la langue de la nation majoritaire ». Contrairement au nationalisme ethnique ou conservateur, où la culture et la langue peuvent être vues en termes exclusifs, ce n'est pas le cas pour le nationalisme d'intégration. Il

favorise l'intégration et non l'assimilation au groupe majoritaire et ne nie pas l'existence d'identités nationales multiples. Néanmoins, nous constatons que ces identités plurielles sont subordonnées, l'identification au groupe majoritaire devant avoir préséance sur celle à des groupes minoritaires (Karmis 2003, 99).

Ainsi, si nous retrouvons une certaine crainte face à la disparition de la langue et de la culture pour le nationalisme conservateur, elles sont davantage du niveau de l'acquis dans le cas du nationalisme d'intégration. Les témoignages de Marc et d'Éric sont représentatifs à ce sujet :

Tu disais au début avec la loi 101 et des trucs comme ça donc, l'espèce de côté identitaire, culturel, selon toi c'est un peu moins présent? Parce qu'on a réussi, parce que les gens de 2^e génération, 3^e génération d'immigration ben, un ils ont gardé, ils gardent leurs valeurs de chez eux et ils continuent à... et je veux dire c'est facile l'identité souvent on peut le ramener à la gastronomie parce que c'est quelque chose de concret [...], je veux dire un Thaïlandais va continuer à manger du thaïlandais ou va continuer... mais il va avoir des références québécoises et il va être capable de parler de La Petite Vie et de connecter avec tout le monde, et il va être capable de parler dans la même langue que nous. (Marc)

Moi personnellement j'ai jamais vécu..., je me suis jamais senti attaqué ou je me suis jamais senti dans une ville principalement anglophone. J'ai jamais eu cette crainte-là de perdre ma langue alors que dans les années 60-70 il y avait cette crainte-là. On vit moins dans la crainte de la perte de notre culture ou notre langue, peut-être qu'on sent moins la peur à court terme mais qu'à long terme c'est aussi possible qu'on perde ça mais je pense qu'on a moins le sentiment d'urgence par rapport à ça aujourd'hui. (Éric)

Mes groupes [de musique] préférés à Montréal c'est des groupes anglophones. J'ai pas de misère à le dire et ils font de la vraiment bonne musique, tant mieux. Tant mieux qu'on ait ça à Montréal, tant mieux qu'on ait cette qualité d'art [...], cette culture-là est intéressante. [...] Donc tout ça pour dire que cet espèce de discours de... que j'appelle le discours de vieux péquiste, quoiqu'il faut faire un peu avec là, les espèces de discours revendicateurs et les maudits anglais, *come on* là, on est rendu ailleurs, je pense, j'espère qu'on est ailleurs. En tout cas. Mais c'est pas une raison pour pas protéger notre langue. (Éric)

Comme nous le voyons, la langue et la culture, bien qu'étant toujours importantes aux yeux de ces militants, ne sont pas vues comme étant menacées en ce moment. Certains gains du mouvement souverainiste font en sorte que les raisons de faire la souveraineté ne sont plus les mêmes qu'auparavant.

Un autre aspect qui ressort des derniers extraits est le rapport avec l'immigration. D'abord, la culture et la langue sont vues comme étant des vecteurs d'intégration pour les nouveaux arrivants, comme l'exprime Marc. Le statut qui est accordé à la langue et à la culture

permet ainsi une multiplicité d'identifications. Il y a donc, selon Sophie, une nécessité de favoriser « des dialogues avec les communautés culturelles » (Sophie). Par exemple, Judith valorise une diversité culturelle au sein de la société québécoise :

On devrait bien les intégrer [les immigrants] et ne pas les discriminer. Là c'est une référence à la Charte [de la laïcité], parce que pour moi, ils devraient être libres de faire qu'est-ce qu'ils veulent, c'est comme la diversité québécoise. On fait la promotion de la diversité québécoise, « c'est le fun on a plein de cultures » et après ça on veut les empêcher de montrer leur culture. Donc ça, je trouve ça un peu, je trouve qu'on devrait les laisser être ce qu'ils sont mais c'est sûr qu'on les laisse pas avoir des armes ou n'importe quoi parce que c'est dans leur religion parce qu'il y a quand même une limite mais on devrait les laisser montrer leur culture. Donc les laisser être ce qu'ils sont et mieux les intégrer. (Judith)

Cependant, nous voyons aussi dans son témoignage que « le nationalisme de convergence [peut également montrer] des réticences à refléter et à affirmer pleinement les cultures non nationales qui paraissent incompatibles avec la culture majoritaire » (Karmis 2003, 99).

Relativement au projet de Charte de la laïcité, les personnes partageant les caractéristiques du nationalisme d'intégration s'y opposent généralement, notamment en raison de la conception restreinte de l'identité québécoise qu'elle portait. Éliane s'en dissocie totalement et met de l'avant un projet souverainiste inclusif et rassembleur : « c'est vraiment là où ça se joue pour le parti. Vous allez décider d'être le parti de qui? Des Québécois ou des franco-canadiens-catholiques? C'est là que ça va se décider » (Éliane). Sophie, de son côté, dit que « c'est pas vrai que les immigrants sont pas souverainistes. [...] C'est sûr que quand tu mets des affaires genre la Charte de la laïcité, oui les immigrants vont être contre la souveraineté parce qu'ils vont t'associer directement.... ils vont associer le PQ à la Charte et la Charte au racisme » (Sophie). Finalement, Marc déplore l'axe identitaire de ce projet, arguant que cela va avoir des répercussions à plus long terme :

Embarquer sur l'identité je trouve que, comme je pense que la Charte ça a été purement stratégique [...] Là je trouve ça plate parce qu'on a vraiment, pas *scrappé* le projet là, mais je trouve qu'on s'est donné de la difficulté et ça va être difficile, encore plus difficile [...] parce qu'on a donné un axe identitaire au projet, donc on a réveillé tous les gens de... comment ça s'appelle la ville où on a interdit la burqa [...] t'as sorti tous les Hérouxville et là ben quand tu parles à des gens de Rosemont qui croisent un paquet de monde et tout [...] donc ça va être difficile de remonter ça (Marc)

Le dernier point que nous allons aborder concernant le nationalisme d'intégration est les droits accordés aux groupes minoritaires sur le territoire. Par exemple, au niveau des relations avec les communautés autochtones sur le territoire québécois, il y a, de manière générale, un consensus chez les militant-e-s rencontré-e-s qu'il doit y avoir une approche de « nation à nation » avec ces dernières. Cependant, comme nous allons le voir dans les commentaires, si les militant-e-s rencontré-e-s reconnaissent le droit à l'autonomie politique des peuples autochtones, certains ont de la difficulté à envisager la remise en question de l'intégrité territoriale du Québec. Également, certains sont d'avis qu'il faut convaincre les communautés autochtones de participer à l'élaboration d'un Québec souverain :

Ils étaient là avant nous autres, donc c'est très très compliqué... c'est sûr qu'une autonomie, plus qu'ils peuvent avoir d'autonomie, mieux c'est, dans un régime Québec indépendant, mais c'est sûr que les frontières du Québec ça l'inclut les communautés autochtones, moi c'est la seule position que je peux envisager. [...] Il faudrait des gouvernements locaux le plus possible. Autonomie quasi complète sauf les forces nationales, des choses comme ça [...]. En même temps, cette cohabitation-là... je sais qu'ils étaient là avant nous autres mais les Québécois, les Québécois actuels ont pas décidé de venir ici. Je veux dire, c'est pas nous autres qui a débarqué hier pour dire on va coloniser la place. Donc dans le fond, sont là depuis plus longtemps que nous mais on est tous en 2015. Dans le fond, pour moi, c'est une grande communauté politique, parce que c'est une souveraineté surtout territoriale. (David)

C'est important de bâtir un dialogue avec ces communautés-là et que le pays ça leur ressemble aussi, qu'ils trouvent leur place là-dedans. (Éric)

C'est sûr que là un moment donné, vu la taille du territoire québécois et le nombre de personnes qui reste dessus, c'est sûr qu'on pourra pas créer 18 pays autochtones pour chaque nation. Ils auraient le droit remarques. Je peux pas prêcher pour moi qu'est-ce que je suis pas prêt à accorder à d'autres. Je dirais mettons, on aurait plus intérêt à s'entendre avec eux pour dire « mettons le nord québécois, on peut tu s'entendre pour, t'as beaucoup de pouvoirs, donner tes budgets, le contenu de tes taxes et de tes impôts pour que t'organises tes routes, tes trucs comme tu veux, et mettons on s'entend pour garder le Québec en un seul morceau », mais si un moment donné ils veulent lancer un pays dans le nord du Québec, à 40 000 habitants, qui suis-je pour leur dire qu'ils ont pas le droit. Je dis pas que c'est nécessairement dans leur intérêt de le faire mais ils ont le droit de le faire s'ils veulent. (André)

Nous voyons donc que, pour reprendre les mots de Karmis, le nationalisme d'intégration peut « [chercher] à subordonner les allégeances aux communautés minoritaires à l'allégeance à la nation intégratrice » (2003, 99). Effectivement, si une autonomie territoriale peut être attribuée aux groupes autochtones, ils resteraient néanmoins soumis au nationalisme québécois cherchant

à établir une souveraineté sur l'ensemble de son territoire. À cet effet, comme l'a démontré Daniel Salée, l'État québécois, n'a jamais eu l'intention de renoncer à son intégrité territoriale au détriment des communautés autochtones et les diverses négociations avec celles-ci se sont toujours faites en fonction de la préservation de ses intérêts (2005, 62-63). Un tel discours est alors typiquement nationaliste dans la mesure où celui-ci cherche à « [reconstruire] l'espace social en territoire national » et à « [greffer] la nation dans l'environnement physique et dans les pratiques sociales quotidiennes » (Özkirimli 2010, 209 *traduction libre*).

Finalement, le nationalisme d'intégration laisse place à une conception plus ouverte de l'identité nationale en prenant en compte les possibilités d'identifications multiples et les droits des groupes minoritaires. Cependant, force est de constater que le groupe majoritaire a toujours préséance dans la définition de l'identité nationale, mais ce, de manière beaucoup plus nuancée que pour le nationalisme conservateur.

4.2.4 L'occultation du projet national

Un dernier point sur lequel il est intéressant de nous attarder a trait à l'occultation du projet national chez certaines personnes rencontrées. Effectivement, nous avons parfois eu de la difficulté à identifier chez certain-e-s militant-e-s leur vision de l'identité nationale. Pour certain-e-s, cet aspect n'a pas ressorti de l'entrevue de manière assez convaincante pour déterminer leur vision à ce sujet. Si l'identité nationale était parfois secondaire dans leur discours, nous notons que ces militant-e-s pouvaient mettre l'accent sur d'autres aspects de leur militantisme, par exemple la gauche ou la critique du PQ. L'indépendance du Québec, s'ils étaient convaincus à ce sujet, n'était alors pas au centre de leur discours, ce qui vient, selon nous, nuire à l'identification de leur vision de l'identité nationale. Cela contraste fortement avec les personnes chez qui un tel discours était mis de l'avant et pour qui l'analyse de celui-ci à l'aide de la typologie de Karmis était possible. Cette dernière devient donc moins pertinente dans le cas de ces militant-e-s.

C'est le cas, notamment, de Sophie, pour qui, comme nous l'avons vu plus haut, les idées de gauche occupent une place de premier plan dans son discours et où les racines du PQ se

réfèrent au progressisme. Elle aborde ainsi ce que représente le PQ pour elle en parlant de ses « racines » : « tout le mouvement social qui est juste parti un moment donné dans des assemblées de cuisine en 68-70, que tout le monde a juste embarqué, genre soutenir les grèves des travailleurs, soutenir les droits des femmes, les droits des familles, tout ça. Je trouve, pour moi c'est ça le PQ et c'est ça que ça devrait rester ». Bien que convaincue, la souveraineté n'occupe pas une grande place dans sa vie, comme nous l'avons vu.

Nous allons aussi retrouver ce phénomène chez David. Dans son cas, la critique du PQ est à l'avant-plan de son discours. Comme nous l'avons vu, la cause souverainiste n'est maintenant plus aussi importante pour lui qu'avant. Ce n'est cependant pas cette cause en tant que telle qui a mené à son désintéressement, mais plutôt les redondances dans le « discours continué, de fesser sur le fédéral [...], le discours souverainiste commun, on peut dire ça ». Si David se veut critique face au discours souverainiste, la raison principale de son cynisme est cependant liée à la structure et au mode d'organisation du PQ. La critique du PQ vient donc prendre le dessus sur le discours souverainiste dans son cas, ce qui l'amène à comparer son militantisme à un jeu :

Je suis rendu cynique, donc pour moi c'est un jeu, jouer dans un parti politique, comme un passe-temps, jouer au Monopoly ou militer au PQ pour moi c'est la même affaire. [...] J'en suis venu à la conclusion que, à l'interne, nous on se bat pour des postes de bénévoles, de bénévolat, on se bat entre nous autres, c'est des guerres de gang, pour des postes de bénévolat, pour des postes de responsabilités. Donc c'est ça, c'est juste ça finalement le militantisme, c'est des querelles internes sur des petites choses, et finalement il n'y a rien qui se produit au bout de la ligne, donc pour moi c'est un jeu. [...] En ce moment chez les jeunes péquistes, c'est surtout là que se concentre mon militantisme, chez les jeunes péquistes [...] c'est toujours chercher les appuis finalement pour savoir qui va réussir à faire passer telle proposition. [...] Donc pour moi cette gueguerre-là interne, c'est juste du jeu, parce que finalement c'est juste pour avoir du pouvoir mais faire quoi avec le pouvoir? Ben il n'y a rien qui se fait avec le pouvoir parce qu'il n'y a pas vraiment de pouvoir. Donc quand tu gagnes une game de Monopoly, t'as juste gagné ton, par orgueil, juste gagné pour le plaisir, finalement tu fais juste gagner pour le plaisir. Bon il y a des gens qui militent en espérant, parce que, on peut faire plus, ils disent tout le temps ça, je suis d'accord, je pense que le CN[JPQ], que les jeunes péquistes pourraient faire plus, pourraient être plus présents dans l'actualité et être plus présents dans les pattes des ministres ou dans les, ben les projets, mais ils le sont jamais donc... pour moi c'est juste ça, le CNJ influence rien, c'est juste une guerre interne. (David)

Comme nous pouvons le voir, pour certaines personnes, la vision de la souveraineté et les différents paramètres identitaires y étant rattachés peuvent être difficiles à circonscrire.

Certains aspects de leur militantisme prenant une plus grande importance viennent masquer leurs représentations sur ces sujets.

4.2.5 Des identités nationales hybrides

Comme nous l'avons déjà mentionné, nous pouvons identifier la vision de l'identité nationale chez les personnes rencontrées à l'aide des caractéristiques de plusieurs idéaux-types que nous avons développés plus haut. Ainsi, pour bien refléter ce mélange dans les réflexions individuelles au sujet de l'identité nationale, nous proposons de les situer dans un triangle équilatéral où les trois extrémités représentent un idéal-type. De cette manière, la construction de l'identité nationale de l'individu est ouverte aux représentations des différents types. Nous notons cependant que nous retrouvons chez la plupart des militant-e-s une identité nationale prédominante.

« INSÉREZ FIGURE 3 ICI »

4.3 Construction des profils militants

La présentation des orientations politiques des personnes rencontrées que nous venons de faire nous a permis d'établir trois profils de militant-e-s. Comme nous ne cherchons pas à généraliser nos résultats, il est important de noter que ces profils ne reflètent pas nécessairement l'ensemble des militant-e-s au PQ. Il en est de même pour les représentations de l'identité nationale. Il se peut que, chez les péquistes en général, ces dernières couvrent un spectre plus diversifié que ce que nous avons pu observer dans le cadre de ce mémoire. De plus, si nous attribuons un profil aux militant-e-s que nous avons rencontré-e-s, il se peut que certain-e-s partagent les caractéristiques de plus d'un profil. Nous allons alors parler d'un profil dominant et d'un profil secondaire pour la personne. Aussi, ces profils étant idéaux-typiques, leurs caractéristiques sont évidemment amplifiées de manière à se détacher des comportements des personnes rencontrées. Ces dernières peuvent ainsi partager certaines caractéristiques d'un ou plusieurs profils sans pour autant être conformes à l'ensemble des traits spécifiques à un type.

Nous construisons donc nos profils en nous basant sur les trois orientations politiques développées dans ce chapitre, c'est-à-dire le rapport des personnes à l'axe gauche/droite, leur vision du projet souverainiste ainsi que celle de l'identité nationale. Nous allons voir que, selon le profil, certaines orientations sont davantage saillantes et structurent le profil. De plus, la synthèse de ces caractéristiques va nous amener à définir le sens de l'engagement prédominant pour chaque profil. Nous allons finalement lier chaque profil aux processus d'engagement que nous avons élaborés au chapitre précédent. Cela va nous permettre de cerner l'importance que revêt la dimension idéologique dans la compréhension de l'engagement des jeunes péquistes.

Le premier profil est celui de la « gauche pragmatique » et est prédominant chez six personnes. La vision du projet souverainiste défendue par ce type de militant en constitue la caractéristique prédominante. Effectivement, dans ce cas-ci, la souveraineté doit être vue comme étant un moyen pour mettre en place un projet de société. Celui-ci est, de plus, intimement lié à des idées de gauche. L'indépendance du Québec ne doit donc pas se faire sous n'importe quelle condition. Cela se reflète aussi dans le rapport que le militant pragmatique entretient avec la place de l'identité pour le projet souverainiste. La vision du nationalisme d'intégration comme conception de l'identité nationale est privilégiée. Si la langue et la culture sont tout de même importantes pour ce type de militant, l'argument identitaire doit être dépassé dans la construction du discours souverainiste. Pour ce qui est de l'aspect pragmatique, il est lié au fait que la mise en place d'un tel projet de société doit passer par les institutions étatiques et, pour ce faire, il est nécessaire d'être le parti politique au pouvoir. Le PQ est donc, selon ce profil, le parti le mieux placé afin d'atteindre cet objectif. Finalement, la promotion de l'indépendance du Québec est au centre du sens accordé à l'engagement par le militant pragmatique. Cependant, celle-ci doit servir à mettre de l'avant un projet de société. La défense de celui-ci est ainsi centrale et c'est ce qui caractérise le militant de la gauche pragmatique. Ainsi, les valeurs de gauche comme la solidarité et la justice sociale sont au cœur de sa définition de la communauté politique idéale et l'indépendance doit être faite dans cette optique.

Relativement au processus d'engagement, les personnes associées à ce profil font partie du groupe pour qui le passage à l'acte s'est fait suite à divers événements et dont la volonté de militer en faveur de la souveraineté n'avait pas été explicitement formulée auparavant. De plus, relativement à la perte de vitesse du mouvement souverainiste, la souveraineté n'a pas

nécessairement été au cœur de la prise de décision de certain-e-s militant-e-s pour leur passage à l'acte. D'autres motivations ont aussi pu entourer leur passage à l'acte, par exemple des valeurs de gauche. Ainsi, certaines personnes associées à ce profil ont commencé à militer au PQ pendant la grève étudiante de 2012. La souveraineté n'a alors pas été l'élément déclencheur dans leur prise de décision, battre le PLQ lors des élections étant leur priorité à ce moment. Aussi, le fait que certaines personnes n'aient pas commencé à militer au PQ en raison de la souveraineté peut être lié à leur vision de la souveraineté qui est vu comme étant un moyen et à celle de leur communauté politique idéale, où des valeurs de gauche ont une grande valeur structurante. L'engagement des militant-e-s de ce profil nous semble alors davantage « fragile » à ce niveau puisque certain-e-s disaient penser remettre en question leur implication au PQ si des idées de droite venaient à y prendre davantage d'importance. L'indépendance du Québec à elle seule ne saurait donc maintenir leur engagement au sein de ce parti.

Le second profil est celui de « l'indépendantiste ». Nous retrouvons ce profil de manière prédominante chez huit personnes et de manière secondaire chez une personne. L'accent est, dans ce cas-ci, mis sur la vision du projet souverainiste, où l'indépendance doit être une fin en soi. Il est donc primordial que le Québec soit indépendant afin d'accéder à la liberté politique. Les autres orientations politiques de l'indépendantiste sont ainsi subordonnées à cet objectif. En effet, la vision de l'identité nationale peut varier d'un-e militant-e indépendantiste à l'autre et l'indépendance du Québec doit dépasser le clivage gauche/droite. Effectivement, si l'indépendantiste peut préférer que celle-ci se fasse en étant couplée à des idées de gauche, cela n'est toutefois pas déterminant dans sa réflexion. Le sens de l'engagement pour l'indépendantiste est donc de faire du Québec un pays. Si dans le cas du profil de la gauche pragmatique la souveraineté est liée à d'autres orientations politiques, ce n'est pas le cas pour le militant indépendantiste où l'indépendance a pour but d'émanciper le peuple québécois.

Pour ce qui est de son parcours d'engagement, le militant indépendantiste est celui chez qui nous retrouvons un apprentissage autodidacte par rapport à l'histoire du Québec et un désir explicite de militer en faveur de l'indépendance du Québec. Cela est couplé à un intérêt élevé envers cette question. Ainsi, le fait que le sens de l'engagement de cette personne est de travailler à ce que le Québec accède à sa liberté politique va de pair avec son processus d'engagement où la majorité des étapes de celui-ci tournent autour de la question nationale, ce qui contraste avec

le profil pragmatique. Suite à cela, nous constatons que la vision idéale de la communauté politique québécoise pour ce profil est associée de manière prédominante à l'idée de la liberté politique. Du fait de cet idéal politique et du haut niveau d'intérêt envers l'indépendance du Québec, son processus d'engagement en vient alors à se détacher du contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste qui n'a, finalement, que très peu d'importance.

Le dernier profil est celui du « nationaliste conservateur ». Il est caractéristique de deux personnes et secondaire chez une autre. Ce profil est aux antipodes de celui de la gauche pragmatique et nous retrouvons des similarités avec l'indépendantiste. Tout d'abord, la vision du projet souverainiste défendue est celle de l'indépendance vue comme étant une fin en soi. Ensuite, l'aspect distinctif de ce profil est l'importance accordée à l'histoire pour la compréhension de la société québécoise ainsi que pour l'argumentaire en faveur de l'indépendance du Québec. Il y a donc l'idée qu'il faut conserver certains aspects identitaires issus du parcours historique du peuple québécois. La langue française est alors vue comme étant menacée et il est nécessaire de la protéger. De plus, contrairement à notre premier profil, l'axe gauche/droite n'est pas déterminant dans le cas du nationaliste conservateur, l'accent étant davantage mis sur les arguments identitaires en faveur de la souveraineté. Finalement, l'indépendance comme finalité permettrait de sécuriser la langue française au Québec ainsi que les divers aspects culturels y étant reliés. Le sens de l'engagement du nationaliste conservateur est donc lié à la conservation d'attributs identitaires qui, pour ce type de militant, sont considérés comme constituant le noyau de l'identité québécoise.

Le processus d'engagement du nationaliste conservateur est sensiblement le même que pour l'indépendantiste. Nous retrouvons un haut niveau d'intérêt envers la question nationale et une volonté explicite de s'impliquer relativement à cette dernière. L'aspect distinctif relativement à l'indépendantiste se retrouve cependant au niveau des références identitaires qui marquent le processus d'engagement. Nous allons ensuite retrouver ces dernières au sein des orientations politiques qui définissent sa communauté politique idéale puisque l'indépendance doit servir à préserver certains attributs identitaires du peuple québécois. Dans la même lignée que l'indépendantiste, le haut niveau d'intérêt par rapport à la question nationale et l'idéal politique viennent s'opposer au contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste.

« INSÉREZ TABLEAU III ICI »

En établissant ces trois profils, nous avons pu, dans ce chapitre, démontrer que la dimension idéologique est importante dans la compréhension du processus d'engagement des jeunes péquistes. Si l'analyse sociologique que nous avons présentée dans notre troisième chapitre permet d'en expliquer une grande partie, l'analyse des orientations politiques que nous avons faite ici vient la compléter.

Conclusion

Au fil de ce mémoire, nous nous sommes penchés sur le processus d'engagement des jeunes au PQ dans un contexte où le mouvement souverainiste est en perte de vitesse depuis le référendum de 1995. Comme souligné dans notre premier chapitre, plusieurs signes ne trompent pas : la diminution constante des appuis électoraux du PQ et du BQ depuis les 20 dernières années ; le fractionnement social et idéologique du mouvement souverainiste, qui apparaît davantage divisé aujourd'hui qu'à d'autres périodes de son histoire ; l'hégémonisation de celui-ci par le PQ du fait qu'il ait été le parti de gouvernement pendant de nombreuses années ainsi que la centralisation de ce parti. Pour comprendre, dans ce contexte, l'engagement des jeunes et leur passage à l'acte les ayant menés à militer au PQ, nous avons développé, dans notre second chapitre, un cadre théorique largement inspiré des travaux de Florence Passy (1998, 2003). À cette fin, seize entrevues semi-directives avec des personnes âgées entre 20 et 26 ans impliquées au PQ ont été réalisées et analysées. Les chapitres d'analyses, soit le troisième et le quatrième, répondent à deux questions principales : « Quels sont les processus d'engagement nous permettant de comprendre leur entrée au PQ? » et « Comment les jeunes militant-e-s péquistes conçoivent-ils le sens de leur engagement, en particulier sur le plan de la question nationale? »

Dans notre troisième chapitre, nous avons analysé les parcours d'engagement des personnes que nous avons rencontrées. Nous avons alors pu identifier certains types de parcours ainsi que certaines particularités des processus d'engagement. Pour bien circonscrire les ressemblances et différences entre les parcours, nous avons, dans notre quatrième chapitre, analysé les orientations politiques de nos militant-e-s pour voir de quelle manière leur communauté politique était imaginée. En construisant trois profils idéaux-typiques, soit celui de la gauche pragmatique, de l'indépendantiste et du nationaliste conservateur, nous avons circonscrit les différents sens pouvant être accordés à l'engagement. Cela nous a permis de voir qu'une dimension idéologique permet d'expliquer certaines facettes des différents processus d'engagement.

Certains points sont ressortis de cette analyse. D'abord, nous avons soulevé le fait que la plupart des personnes rencontrées ont pris contact avec la cause souverainiste par l'entremise d'éléments du passé. Dans le contexte de perte de vitesse du mouvement souverainiste, nous

constatons alors que des événements d'actualité n'ont eu que dans peu de cas une incidence sur leur prise de conscience. Ainsi, si le référendum de 1995 et les événements qui l'ont précédé pouvaient auparavant être vus comme étant des moments critiques, ce n'est pas le cas lorsque nous regardons le parcours militant des personnes que nous avons rencontrées. Cette génération politique peut donc être caractérisée par le fait de ne pas avoir vécu ces événements. Ensuite, si le mouvement souverainiste est vu comme étant en perte de vitesse, la souveraineté, elle, est vue par l'ensemble des personnes rencontrées comme étant toujours pertinente et d'actualité.

Pour comprendre le passage à l'acte de ces militant-e-s et approfondir notre réflexion sur les processus d'engagement, il faut également se pencher sur la dimension idéologique de l'engagement. Nous retrouvons principalement l'orientation politique liée à la définition du projet souverainiste, soit si celui-ci est vu par la personne comme étant un moyen ou comme une fin en soi. Les personnes définissant la souveraineté comme étant un moyen n'ont pas nécessairement eu l'intention de s'impliquer au PQ au départ. Ce sont des éléments externes, notamment les réseaux, qui ont amené ces militant-e-s à s'impliquer. Les personnes voyant l'indépendance comme étant une fin en soi ont un parcours davantage marqué par une volonté explicite de militer en faveur de ce projet. Leur intentionnalité personnelle est alors plus saillante. Ainsi, dans le cas du profil pragmatique, les valeurs de gauche ont une grande valeur structurante pour la définition de leur communauté politique idéale. L'indépendance du Québec n'est donc pas leur seul vecteur d'engagement et n'est pas la seule garante de la stabilité de leur engagement. C'est tout le contraire dans le cas du profil de l'indépendantiste. Leur implication est motivée par l'indépendance et leur processus d'engagement est fortement lié à cette idée. Nous retrouvons cette même dynamique pour le profil du nationaliste conservateur, à la différence que des facteurs identitaires teintent autant leur parcours d'engagement que leurs orientations politiques.

Les résultats de notre mémoire nous ont aussi permis de valider certains débats académiques et politiques en cours que nous avons traités dans notre premier chapitre. Tout d'abord, nous avons soulevé dans celui-ci que la préséance depuis 1995 du clivage gauche/droite a mené à un fractionnement du mouvement souverainiste. Or, si plusieurs personnes se sont éloignées du PQ au tournant des années 2000 à la suite de la mise de l'avant de mesures de droite par ce parti, nous constatons que ce clivage est encore aujourd'hui pertinent pour étudier

la dynamique interne du PQ. Effectivement, les idées de gauche revêtent une grande importance pour le projet souverainiste porté par plusieurs personnes que nous avons associées principalement au profil de la gauche pragmatique. Ainsi, la venue de Pierre-Karl Péladeau à la tête du parti, par exemple, a nourri maintes inquiétudes chez certaines personnes pour la suite de leur militantisme. Bien que nous ayons rencontré peu de personnes de droite dans le cadre de ce mémoire, nous n'avons pas retrouvé cette dynamique de ce côté.

Ensuite, les questionnements par rapport à la place devant être donnée à « l'identité québécoise » dans le projet souverainiste sont bien présents chez les militant-e-s rencontré-e-s. Les positions défendues relativement à la charte de la laïcité, par exemple, par ces personnes montrent que ce débat occupe une place prépondérante et, surtout, qu'il polarise grandement les jeunes militant-e-s péquistes. Les débats identitaires ainsi que le clivage gauche/droite ont donc bel et bien un potentiel de division à l'intérieur du PQ.

Relativement à la dynamique interne du parti, nous avons également démontré que le PQ s'est grandement centralisé au cours des dernières années, ce qui a mené au départ de plusieurs personnes. Or, le constat qu'il semble exister un clivage entre la base militante et l'élite dirigeante du parti a été vérifié au cours de nos entrevues. Plusieurs rapports de force présents au sein des instances du parti font en sorte que le pouvoir des militant-e-s peut s'avérer être limité au détriment des personnes occupant des postes au sein des hautes instances du parti.

Nous devons également souligner notre contribution à la littérature sur le militantisme au sein du PQ. Notre mémoire, du fait de son approche qualitative, a pris comme point de départ les discours et les représentations de jeunes militant-e-s au PQ. Cette approche nous éloigne des études qui ont déjà portées sur les militant-e-s au PQ où les discours de ces personnes prennent une place secondaire. Si certaines études qualitatives se sont attardées au militantisme au PQ, elles le faisaient aussi principalement dans une perspective comparée. Notre étude est donc la seule, à notre connaissance à se pencher spécifiquement sur les jeunes au PQ. De plus, les études sur le militantisme dans les partis politiques au Québec ont laissé de côté la dimension idéologique de l'engagement. En nous penchant sur celle-ci, nous avons ainsi démontré que l'analyse des orientations politiques des militant-e-s permet de compléter l'analyse sociologique des processus d'engagement.

Il est important de mentionner que nous n'avons pas la prétention de pouvoir généraliser nos résultats à l'ensemble des jeunes militant au PQ. En effet, bien que nous ayons été en mesure d'identifier certaines particularités des processus d'engagement chez les jeunes péquistes que nous avons rencontré-e-s, plusieurs éléments font en sorte que nos résultats ne permettent pas d'établir un portrait global de ces personnes. D'abord, au niveau du nombre d'entretiens réalisés, nous croyons que le fait d'augmenter le nombre d'entrevues pourrait permettre d'identifier de nouvelles dynamiques entourant l'engagement au PQ. Dans cette lignée, en nous concentrant sur les jeunes de 20 à 26 ans, nous avons délibérément mis de côté dans notre analyse les militant-e-s plus âgé-e-s au sein du PQ. Faire une comparaison entre les différentes générations de militant-e-s pourrait permettre de mieux cerner les singularités de l'engagement des jeunes péquistes.

Ensuite, le fait que nous nous soyons concentrés sur la région de Montréal pour notre étude comporte certaines contraintes. Malgré le fait que nous ayons aussi mené trois entretiens avec des gens habitant la ville de Québec, nous n'avons pas été en mesure d'identifier des différences notables dans les parcours de ces personnes. De plus, il serait, selon nous, fructueux de poursuivre ce type d'étude en allant rencontrer davantage de jeunes s'impliquant au PQ dans différentes régions. Cela permettrait d'observer en quoi le contexte régional peut avoir un impact sur le parcours militant des personnes.

Aussi, notre mémoire porte finalement davantage sur le PQ que sur le mouvement souverainiste en tant que tel. Dans la perspective de vouloir étudier ce dernier comme mouvement social, il serait nécessaire d'étudier les parcours d'engagement de personnes dans les autres partis politiques souverainistes, soit ON et QS, ou encore dans des organisations de la société civile faisant la promotion de l'indépendance du Québec.

Finalement, notre mémoire s'est grandement concentré sur le militantisme au sein des instances du PQ. Il pourrait cependant être intéressant d'observer le militantisme des personnes au quotidien. Cela nous permettrait de nous éloigner d'une perspective institutionnelle de l'engagement indépendantiste. Par exemple, les propos d'Émilie vont dans ce sens :

Je suis de ceux... bon un moment donné, oui, j'allais à toutes les bières politiques, j'allais partout, Drummondville, Québec, j'étais tout le temps là. Ben j'ai déjà milité pour le

Bloc, j'avais un poste et tout, et ça me prenait beaucoup et je me suis rendu compte que tu rencontrais tout le temps le même monde. [...] C'est le même monde qui revient à chaque place. T'arrives pour faire des activités au Bloc, c'est à peu près le même monde, donc c'est souvent les mêmes personnes. Alors je me suis rendu compte que militer pour le pays c'est pas tant ça, c'est pas tant aller dans des bières politiques, des trucs comme ça. C'est aussi dire à quelqu'un dans une soirée « Oui mais si on était un pays ». C'est aussi dire à un ami « Moi je suis souverainiste. Qu'est-ce que tu dis, je suis pas d'accord ». C'est aussi ça, moi, dans ma tête, être souverainiste et vouloir un pays. C'est pas tant porter ça [un macaron] et marcher dans la rue, c'est pas tant ça moi, être souverainiste. C'est ça justement, je pense que c'est de convaincre le monde, c'est convaincre ta grand-mère, c'est convaincre ton voisin, t'arranger pour que tes parents y croient aussi. Donc je pense que si tout le monde se concentrait sur ces cercles-là au lieu d'aller dans des bières politiques avec son macaron et sa bière pour parler à des gens qui sont convaincus, ben je pense que ce serait mieux. (Émilie)

Malgré ces limites et contraintes, nous croyons que notre mémoire, en s'intéressant spécifiquement aux jeunes au sein du PQ, permet de porter un certain éclairage sur les dynamiques entourant l'engagement dans le mouvement souverainiste québécois, chose qui a peu été abordée dans le passé.

Nous pouvons donc maintenant répondre à la question de recherche qui a orienté ce mémoire, à savoir « Pourquoi les jeunes s'engagent-ils au PQ alors que le mouvement souverainiste est en perte de vitesse depuis une vingtaine d'année? ». Tout d'abord, force est de constater que, malgré le fait que le PQ soit en déclin depuis plusieurs années, il reste encore à ce jour le seul parti, selon la perception des personnes que nous avons rencontrées, pouvant mener à terme le projet d'indépendance du Québec. Comme nous l'avons démontré, ces jeunes sont devenus souverainistes à un moment ou l'autre de leur vie, ont pour la plupart un intérêt élevé pour cette question et croient tout de même profondément que la souveraineté serait bénéfique pour le Québec. La vision de l'indépendance peut cependant varier d'une personne à l'autre. Dans cette optique, militer pour le PQ est alors la seule option légitime à leurs yeux pour faire avancer ce projet. Le fait que le PQ soit en perte de vitesse ne semble pas affecter leur décision outre mesure puisque les multiples déceptions liées à ce parti et au mouvement souverainiste appartiennent à un passé qu'ils n'ont pas vécu.

Suivant cela, nous remarquons aussi que plusieurs des militant-e-s rencontré-e-s sont plutôt critiques du PQ à maints égards. Nous retrouvons ces critiques par rapport à l'indépendance, la gauche ou encore la centralisation du parti. Malgré cela, ce parti reste tout de même, faute de mieux, le seul choix qui s'offre à ces personnes pour réaliser l'indépendance du

Québec. L'attachement au parti paraît donc être plutôt volatil dans ces conditions. Si certaines personnes peuvent être attachées à l'histoire du parti, ce n'est cependant pas le cas de tout le monde.

Le choix du PQ par ces jeunes nous semble donc être, principalement, pragmatique. En effet, bien que l'indépendance du Québec soit vue par ces personnes comme étant un idéal politique, la voie pour l'atteindre, elle, est pragmatique. Comme l'a démontré l'étude de Montigny (2011), le PQ est devenu depuis 1995 un « parti de pouvoir » au profit de la mise de l'avant du projet politique de pays. Ce faisant, les partis issus du morcellement du mouvement souverainiste, soit QS et ON, peuvent être vus comme offrant des programmes politiques davantage axés sur des idéaux politiques de gauche et indépendantiste, respectivement (Québec solidaire 2006 ; Option nationale 2016). Ces partis sont cependant disqualifiés dans la réflexion des jeunes militant-e-s rencontré-e-s. Dans cette lignée, s'impliquer au PQ dans la perspective de pouvoir être le parti de gouvernement afin de pouvoir réaliser l'indépendance du Québec représente un aspect pragmatique fort du militantisme de ces personnes.

Pour conclure ce mémoire, nous observons au PQ depuis sa défaite aux élections de 2014 de multiples efforts pour relancer le mouvement souverainiste. Parmi ceux-ci, nous retrouvons l'idée de la convergence souverainiste, où une éventuelle alliance électorale entre le PQ, QS et ON est discutée (Radio-Canada 2016). Ainsi, face aux multiples points de friction au sein du mouvement souverainiste qui ont été soulevés tout au long de ce mémoire, le défi est grand pour les acteurs de ce mouvement afin de réussir à y maintenir une telle cohésion.

Bibliographie

- Ancelovici, Marcos et Francis Dupuis-Déri. 2014. « Introduction : retour sur le "Printemps érable" ». Dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri, dir., *Un Printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Anderson, Benedict. 2002. *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte/Poche.
- Andrews, Molly. 2008 [1991]. *Lifetimes of commitment: Aging, politics and psychology*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Antonius, Rachad. 2011. « La polarisation du discours sur l'islam en Occident. Éléments d'analyse ». Dans Micheline Labelle, Jocelyne Couture et Mark Remiggi, dir., *La communauté politique et question : regards croisés sur l'immigration, la citoyenneté, la diversité et le pouvoir*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec.
- Balthazar, Louis. 2013. *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*. Montréal : VLB éditeur.
- Bastien, Frédérick, Éric Bélanger et François Gélinau. 2013. « Une élection extraordinaire? ». Dans Frédérick Bastien, Éric Bélanger et François Gélinau, dir., *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Beauchemin, Jacques. 2003. « Qu'est-ce qu'être Québécois : entre privation de soi et l'ouverture à l'autre? ». Dans Alain-G. Gagnon, dir., *Québec : État et société. Tome II*. Montréal : Éditions Québec Amérique.
- Beauchemin, Jacques. 2007. *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain*. Montréal : Éditions Athéna.
- Beauchemin, Jacques. 2015. *La souveraineté en héritage*. Montréal : Les Éditions du Boréal.
- Beaupré-Laforest, Catherine. 2008. « Québec solidaire, analyse et défis de la gauche électorale contemporaine ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur.
- Béland, Daniel et André Lecours. 2011. « Le nationalisme et la gauche au Québec ». *Globe : revue internationale d'études québécoises* 14 (no 1) : 37-52.
- Bélanger, Éric et Richard Nadeau. 2009. *Le comportement électoral des Québécois*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Belkhodja, Chedly. 2008. « Le discours de la "nouvelle sensibilité conservatrice" au Québec ». *Canadian Ethnic Studies* 40 (no 1) : 79-100.

- Bennett, W. Lance et Alexandra Segerberg. 2013. « Digital Media and the Personalization of Collective Action ». *Information, Communication & Society* 14 (no 6) : 770-799.
- Billig, Michael. 1995. *Banal nationalism*. Londres : Sage Publications.
- Bock-Côté, Mathieu. 2012. *Fin de cycle : aux origines du malaise politique québécois*. Montréal : Les éditions du Boréal.
- Boily, Frédéric. 2010. *Le conservatisme au Québec : Retour sur une tradition oubliée*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Boudreau, Philippe. 2015. *La politisation comme composante active de l'évolution de la culture mouvementiste : étude du rapport à l'action politique de trois mouvements sociaux québécois, 1980-2009*. Thèse de doctorat. École d'études politiques. Université d'Ottawa.
- Bourdieu, Pierre. 1980a. « Le capital social : notes provisoires ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 31 (no 1) : 2-3.
- Bourdieu, Pierre. 1980b. *Le sens pratique*. Paris : Les Éditions de Minuit.
- Brubaker, Rogers. 1999. « The Manichean Myth: Rethinking the Distinction Between 'Civic' and 'Ethnic' Nationalism ». Dans Hanspeter Kriesi, Klaus Armingeon, Hannes Slegrist et Andreas Wimmer, dir., *Nation and National Identity: the European Experience in Perspective*. Zurich : Ruegger.
- Brubaker, Rogers. 2002. « Ethnicity without Groups ». *European Journal of Sociology* 43 (no 2) : 163-189.
- Carel, Ivan. 2013. « Vallières, Gagnon et la violence politique : entre idéalisme et matérialisme ». Dans Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren, dir., *Violences politiques : Europe et Amériques 1960-1979*. Montréal : Lux éditeurs.
- Comité national des jeunes du Parti québécois. 2014. *À propos*. En ligne. <https://www.facebook.com/CNJPO/info> (page consultée le 1^{er} novembre 2014).
- Côté, Geneviève et Philippe de Grosbois. 2014. « "À qui le web ?" Médias sociaux et mobilisations du printemps 2012 ». Dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri, dir., *Un Printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal : Éditions Écosociété.
- David, Françoise. 2004. *Bien commun recherché : une option citoyenne*. Montréal : Éditions Écosociété.
- David, Françoise. 2011. *De colère et d'espoir*. Montréal : Éditions Écosociété.

- della Porta, Donatella. 1995. *Social Movements, Political Violence, and the State: a Comparative analysis of Italy and Germany*. Cambridge : Cambridge University Press.
- della Porta, Donatella et Lorenzo Bosi. 2012. « Micro-mobilisation into Armed Groups: Ideological, Instrumental and Solidaristic Paths ». *Qualitative Sociology* 35 (no 4) : 361-383.
- Dieckhoff, Alain. 2012 [2000]. *La nation dans tous ces États : les identités nationales en mouvement*. Paris : Flammarion.
- Directeur général des élections du Québec. 2016. *Élections générales*. En ligne. <http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/resultats-electoraux/elections-generales.php> (page consultée le 4 janvier 2016).
- Durand, Claire. 2014. *L'appui à la souveraineté du Québec : Où en sommes-nous?*. Avec la collaboration de François Yale, Mélanie Deslauriers et Kimberlee Désormeaux. Colloque de l'IRPP, 21 mars. En ligne. http://www.mapageweb.umontreal.ca/durandc/Recherche/Publications/souverainete_quebec/Presentation_IRPP_durandc.pdf (page consultée le 5 juillet 2016).
- Dufour, Pascale. 2008. « Des femmes en marche : vers un féminisme transnational? ». Dans Francis Dupuis Déri, dir., *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur.
- Dufour, Pascale. 2013. *Trois espaces de protestation. France, Canada, Québec*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Dufour, Pascale et Louis-Philippe Savoie. 2014. « Quand les mouvements sociaux changent le politique. Le cas du mouvement étudiant de 2012 au Québec ». *Revue canadienne de science politique* 47 (no 3) : 475-502.
- Dufour, Pascale et Christophe Traisnel. 2014. « Nationalism and Protest: The Sovereignty Movement in Quebec ». Dans Miriam Smith, dir., *Group Politics and Social Movements in Canada*. North York : University of Toronto.
- Fédération des femmes du Québec. 2013. *Pour la laïcité, sans domination*. Mémoire sur le projet de loi n° 60 du gouvernement du Québec.
- Fillieule, Olivier. 2001. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel ». *Revue française de science politique* 51 (no 1) : 199-215.
- Fillieule, Olivier. 2005. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions ». Dans Olivier Fillieule, dir., *Le désengagement militant*. Paris : Éditions Belin.
- Fortier, Marco. 2014. « Philippe Couillard met le PQ K.-O ». *Le Devoir* (Montréal), 8 avril : A1.
- Fournier, Patrick, Fred Cutler, Stuart Soroka, Dietlind Stolle et Éric Bélanger. 2013. « Riding the Orange Wave: Leadership, Values, Issues, and the 2011 Canadian Election ». *Canadian Journal of Political Science* 46 (no 4) : 863-897.

- Gagné, Gilles et Simon Langlois. 2002. *Les raisons fortes : Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Gauthier, Marc-André. 2014. « Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité de la population québécoise à partir de l'*Enquête sur la population active* ». Institut de la statistique du Québec. *Coup d'œil sociodémographique* 30 : 1-7.
- Gaxie, Daniel. 1977. « Économie des partis et rétributions du militantisme ». *Revue française de science politique* 27 (no 1) : 123-154.
- Gaxie, Daniel. 2005. « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective ». *Swiss Political Science Review* 11 (no 1) : 157-188.
- Gervais, Lisa-Marie. 2014. « Jeunes cherchent causes porteuses ». *Le Devoir* (Montréal), 12 avril : A8.
- Gidengil, Elisabeth, Neil Nevitte, André Blais, Joanna Everitt et Patrick Fournier. 2012. *Dominance & Decline: Making Senses of Recent Canadian Elections*. Toronto : University of Toronto Press.
- Gobeil, Stéphane. 2012. *Un gouvernement de trop*. Montréal : VLB éditeur.
- Halperin, Sandra et Oliver Heath. 2012. *Political Research: Methods and Practical Skills*. Oxford : Oxford University Press.
- Hechter, Michael. 2000. *Containing Nationalism*. New York : Oxford University Press.
- Jasper, James M. 1998. « The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements ». *Sociological Forum* 13 (no 3) : 397-424.
- Jenson, Jane. 2007. « Des frontières aux lisières de la citoyenneté ». Dans Jane Jenson, Bérengère Marques-Pereira et Eric Remacle, dir., *L'état des citoyennetés en Europe et dans les Amériques*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Kam, Cindy D. et Carl L. Palmer. 2008. « Reconsidering the Effects of Education on Political Participation ». *The Journal of Politics* 70 (no 3) : 612-631.
- Karmis, Dimitrios. 2003. « Pluralisme et identité(s) nationale(s) dans le Québec contemporain : clarifications conceptuelles, typologie et analyse du discours ». Dans Alain-G. Gagnon, dir., *Québec : État et société. Tome II*. Montréal : Éditions Québec Amérique.
- Klandermans, Bert. 2004. « The Demand and Supply of Participation: Social-Psychological Correlates of Participation in Social Movements ». Dans David A. Snow, Sarah A. Soule et Hanspeter Kriesi, dir., *The Blackwell Companion to Social Movements*. Malden : Blackwell Pub.
- Kymlicka, Will. 2001. *La citoyenneté multiculturelle*. Montréal : Les Éditions du Boréal.

- La Presse canadienne. 2008. « La coalition fédérale aura marqué 2008 ». *Le Devoir*. En ligne. <http://www.ledevoir.com/societe/medias/225386/la-coalition-federale-aura-marque-2008> (page consultée le 27 janvier 2016).
- Lachance, Johanne. 2008. *Identités militantes et identité collective : Le cas d'Option citoyenne*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université de Montréal.
- Lacoursière, Benoît. 2008. « Le retour à un mouvement étudiant combatif et démocratique ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur.
- Lacroix, Isabelle. 2012. « L'agir militant comme frontière identitaire basque ». *Collection FIRA HAL-SHS* (Janvier) : 1-14.
- Lamoureux, André. 2012. « Impasse historique, vague orange et nouvelle ère Mulcair : le Nouveau Parti Démocratique et l'épreuve du Québec ». *Bulletin d'histoire politique* 21 (no 1) : 207-253.
- Lamoureux, Diane. 1983. « Nationalisme et féminisme : impasse et coïncidences ». *Possibles* 8 (no 1). En ligne. http://classiques.uqac.ca/contemporains/lamoureux_diane/nationalisme_et_feminisme/nationalisme_feminisme.pdf (page consultée le 12 mars 2016) : 5-16.
- Lamoureux, Diane. 2008. « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois? ». Dans Francis Dupuis-Déri, dir., *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines*. Montréal : Lux Éditeur.
- Lecours, André. 2012. « Sub-state Nationalism in the Western World: Explaining Continued Appeal ». *Ethnopolitics* 11 (no 3) : 268-286.
- Légaré, Anne. 2014. « Le néconservatisme québécois et l'échec du mouvement souverainiste : une citoyenneté ambiguë ». Dans Micheline Labelle, Rachad Antonius et Pierre Toussaint, dir., *Les nationalismes québécois face à la diversité ethnoculturelle*. Montréal : Les Éditions de l'Institut d'études internationales de Montréal.
- Létourneau, Jocelyn. 2014. *Je me souviens? Le passé du Québec dans la conscience de sa jeunesse*. Montréal : Groupe Fides.
- Levine, Marc V. 1997. *La reconquête de Montréal*. Montréal : VLB éditeur.
- Lisée, Jean-François. 2008. *Pour une gauche efficace*. Montréal : Les Éditions du Boréal.
- Mackey, Eva. 1999. *The House of Difference: Cultural Politics and National Identity in Canada*. New-York : Routledge.
- Maclure, Jocelyn. 2000. *Récits identitaires : le Québec à l'épreuve du pluralisme*. Montréal : Éditions Québec Amérique.

- Maclure, Jocelyn et Charles Taylor. 2010. *Laïcité et liberté de conscience*. Montréal : Les Éditions du Boréal.
- Mahéo-Le Luel, Valérie-Anne. 2005. *De la pensée et de l'action : L'engagement de jeunes dans le mouvement anti/altermondialiste au Québec*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique. Université de Montréal.
- Mahéo, Valérie-Anne, Yves Dejaeghere et Dietlind Stolle. 2012. « La non-participation politique des jeunes : Une étude des barrières temporaires et permanentes de l'engagement ». *Revue canadienne de science politique* 45 (no 2) : 405-425.
- Mayer, Nonna. 2010. *Sociologie des comportements politiques*. Paris : Armand Colin.
- McAdam, Doug. 1986. « Recruitment to High-Risk Activism: The Case of Freedom Summer ». *American Journal of Sociology* 92 (no 1) : 64-90.
- McCarthy, John D. et Mayer N. Zald. 1977. « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory ». *The American Journal of Sociology* 82 (no 6) : 1212-1241.
- McRoberts, Kenneth. 1999. *Un pays à refaire : L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*. Montréal : Les Éditions du Boréal.
- Melucci, Alberto. 1996. *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Mills, Sean. 2011. *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*. Montréal : Éditions Hurtubise.
- Montigny, Eric. 2011. *Leadership et militantisme au Parti québécois*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Nadeau, Richard et Éric Bélanger. 2013. « Un modèle général d'explication du vote des Québécois ». Dans Frédérick Bastien, Éric Bélanger et François Gélinau, dir., *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Neveu, Erik. 2000. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La découverte.
- Noël, Alain. 2014. « Élections 2014 : la force des grands clivages idéologiques ». *Bulletin d'histoire politique* 23 (no 1) : 202-207.
- Noël, Alain et Jean-Philippe Thérien. 2010. *La gauche et la droite : Un débat sans frontières*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Noy, Chaim. 2008. « Sampling Knowledge: The Hermeneutics of Snowball Sampling in Qualitative Research ». *International Journal of Social Research Methodology* 11 (no 4) : 327-344.
- Olson, Mancur. 1978. *Logique de l'action collective*. Paris : Presses universitaires de France.

- Option nationale. 2016. *Le programme d'Option nationale*. En ligne. <http://www.optionnationale.org/le-programme> (page consultée le 5 juillet 2016).
- Özkirimli, Umut. 2010. *Theories of Nationalism: A Critical Introduction*. New-York : Palgrave Macmillan.
- Parizeau, Jacques. 2009. *La souveraineté du Québec : hier, aujourd'hui et demain*. Montréal : Michel Brûlé.
- Parti québécois. 2013. *Organiser une assemblée de cuisine*. En ligne. http://mon.pq.org/documents/monpq_5298c366b011f.pdf (page consultée le 30 septembre 2015).
- Passy, Florence. 1998. *L'action altruiste : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*. Genève : Librairie Droz.
- Passy, Florence. 2003. « Social Networks Matter. But How? ». Dans Mario Diani et Doug McAdam, dir., *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*. Oxford : Oxford University Press.
- Passy, Florence. 2005. « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie ». Dans Olivier Fillieule, dir., *Le désengagement militant*. Paris : Éditions Belin.
- Pelletier, Réjean. 1972. « Le militant du R.I.N. et son parti ». *Recherches sociographiques* 13 (no. 1) : 41-72.
- Pelletier, Réjean. 2014. « L'élection du 7 avril et les partis politiques ». *Bulletin d'histoire politique* 23 (no 1) : 194-201.
- Pelletier, Réjean et Daniel Guérin. 2000. « Nouveaux mouvements sociaux et partis politiques au Québec : un défi organisationnel? ». *Politique et Sociétés* 19 (no 1) : 135-161.
- Petitclerc, Martin. 2009. « Notre maître le passé? Le projet critique de l'histoire sociale et l'émergence d'une nouvelle sensibilité historique ». *Revue d'histoire de l'Amérique française* 63 (no 1) : 83-113.
- Piotte, Jean-Marc et Jean-Pierre Couture. 2012. *Les nouveaux visages du nationalisme conservateur au Québec*. Montréal : Québec Amérique.
- Polletta, Francesca et James M. Jasper. 2001. « Collective Identity and Social Movements ». *Annual Review of Sociology* 27 : 283-305.
- Provost, Chantal. 2006. *L'enseignement de l'histoire et la fonction identitaire : étude des procédés de formation de l'identité collective*. Mémoire de maîtrise. Département d'histoire. Université du Québec à Montréal.
- Québec. *Loi électorale*, L.R.Q., 2011, c. 5, a. 9.

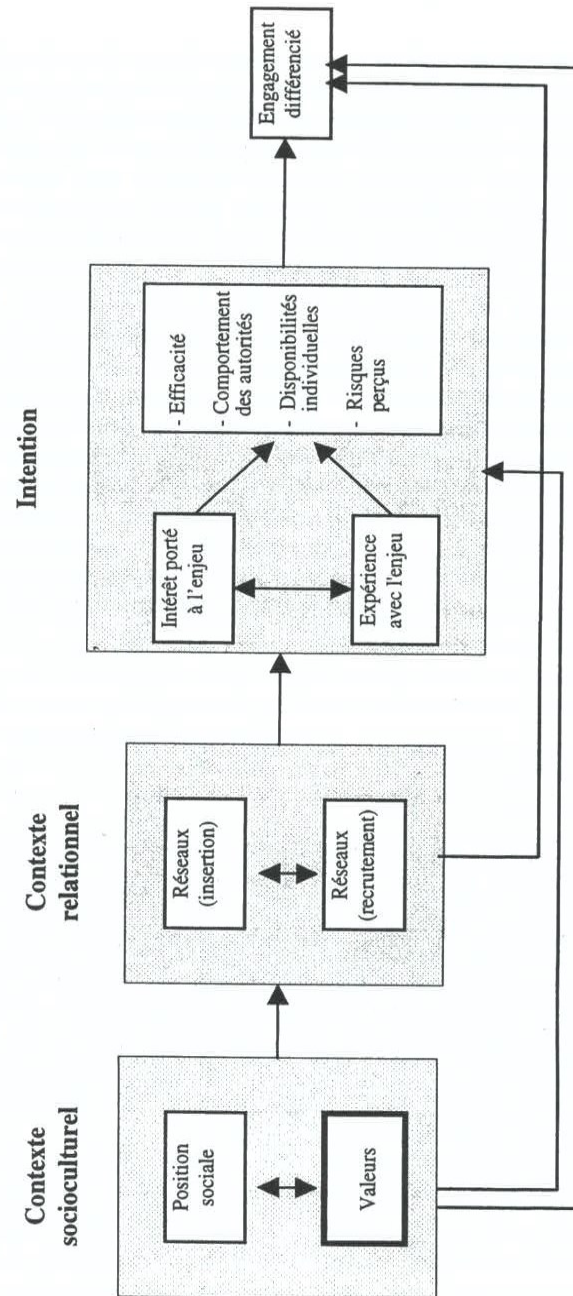
- Québec. 2013. *Parce que nos valeurs, on y croit : Document d'orientation*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Québec solidaire. 2006. *Déclaration de principes*. En ligne. <http://www.quebecsolidaire.net/wp-content/uploads/2013/01/D%C3%A9claration-de-principes-2006.pdf> (page consultée le 7 janvier 2015).
- Quéniart, Anne et Julie Jacques. 2001. « L'engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société ». *Lien social et Politiques* 46 : 45-53.
- Quéniart, Anne et Julie Jacques. 2004. *Apolitiques les jeunes femmes?* Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Radio-Canada. 2011a. *Pierre Curzi, Louise Beaudoin et Lisette Lapointe quittent le PQ*. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2011/06/06/002-pq-demissions-curzi-lapointe-beaudoin.shtml> (page consultée le 10 mai 2014).
- Radio-Canada. 2011b. *Après une quatrième démission, Marois admet avoir commis une erreur*. En ligne. <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2011/06/07/001-parti-quebecois-crise-demissions.shtml> (page consultée le 10 mai 2014).
- Radio-Canada. 2014. *Jean-François Fortin quitte le Bloc québécois*. En ligne. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2014/08/12/001-fortin-demission-bloc-quebecois-independent.shtml> (page consultée le 6 janvier 2014).
- Radio-Canada. 2016. *Les enchères de la convergence souverainiste*. En ligne. <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2016/02/28/004-convergence-souverainistes-pq-qs-on-scrutin-proportionnel-obstacles.shtml> (page consultée le 28 mars 2016).
- Razack, Sherene H. 2008. *Casting Out: The Eviction of Muslims from Western Law and Politics*. Toronto : University of Toronto Press.
- Reginensi, Luc. 2005. « Annick Percheron et l'univers politique des enfants ». *Revue d'histoire des sciences humaines* 12 (no 1) : 173-192.
- Rodriguez, Sandra. 2013. *S'engager à l'ère du web : attitudes, perceptions et sens de l'engagement chez la « génération de l'information » (20-35 ans)*. Thèse de doctorat. Département de sociologie. Université de Montréal.
- Rouillard, Jacques. 2004. *Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire*. Montréal : Les Éditions du Boréal.
- Saint-Louis, Jean-Charles. 2014. « L'« identité québécoise » dans les sciences sociales et dans les débats universitaires. Quelques significations et enjeux ». Dans Alain-G. Gagnon, dir., *La politique québécoise et canadienne. Une approche pluraliste*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Salée, Daniel. 2005. « Peuples autochtones, racisme et pouvoir d'État en contexte canadien et québécois : éléments pour une ré-analyse ». *Nouvelles pratiques sociales* 17 (no 2) : 54-74.
- Salvet, Jean-Marc. 2015. « PQ : deux fois moins de membres pour élire un chef ». *Le Soleil*. En ligne. <http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/politique/201505/11/01-4868876-pq-deux-fois-moins-de-membres-pour-elire-un-chef.php> (page consultée le 23 février 2016).
- Sanschagrin, David et Alain-G. Gagnon. 2014. « L'approfondissement du politique au Québec. Les partis politiques et la grève étudiante de 2012 ». Dans Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici, dir., *Un printemps rouge et noir : Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Sarra-Bournet, Michel. 2012. « René Lévesque 1968 ». Dans Robert Comeau, Charles-Philippe Courtois et Denis Monière, dir., *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme au Québec, tome II 1968-2012*. Montréal : VLB éditeur.
- Sawicki, Frédéric et Johanna Siméant. 2009. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français ». *Sociologie du travail* 51 (no 1) : 97-125.
- Seymour, Michel. 2013. *Le projet de loi 60 et les signes ostentatoires*. Mémoire sur le projet de loi n° 60 du gouvernement du Québec.
- Simard, Marc. 2013. *Histoire du mouvement étudiant québécois 1953-2013 : des trois braves aux carrés rouges*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Smith, Anthony D. 1991. *National Identity*. Reno : University of Nevada Press.
- Stolle, Dietlind, Eva Falk Pedersen, Allison Harell et Pascale Dufour. 2013. « Le “printemps érable” et l'élection québécoise de 2012 ». Dans Frédérick Bastien, Éric Bélanger et François Gélineau, dir., *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Tardy, Évelyne. 2003. *Égalité hommes-femmes? Le militantisme au Québec : le PQ et le PLQ*. Montréal : Éditions Hurtubise.
- Tarrow, Sidney et Charles Tilly. 2008. *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*. Paris : Presses de la FNSP.
- Taylor, Charles. 1997. *Multiculturalisme, différence et démocratie*. Paris : Flammarion.
- Thériault, Anne. 2009. « Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain, entre modernité et postmodernité ». *Politique et Sociétés* 28 (no 2) : 53-67.

- Thériault, Joseph-Yvon. 2011. « Politique et démocratie au Québec : de l'émergence de la nation à la routinisation du souverainisme ». *Recherches sociographiques* 52 (no 1) : 13-25.
- van Haute, Emilie. 2009. *Adhérer à un parti : Aux sources de la participation politique*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Whittier, Nancy. 1997. « Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements ». *American Sociological Review* 62 (no 5) : 760-778.

Figures

Figure 1 : *Modèle de l'engagement différencié de Florence Passy*



Source : Passy, Florence. 1998. *L'action altruiste : contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux*. Genève : Librairie Droz. 78.

Figure 2 : Critique du modèle de l'engagement différencié de Florence Passy

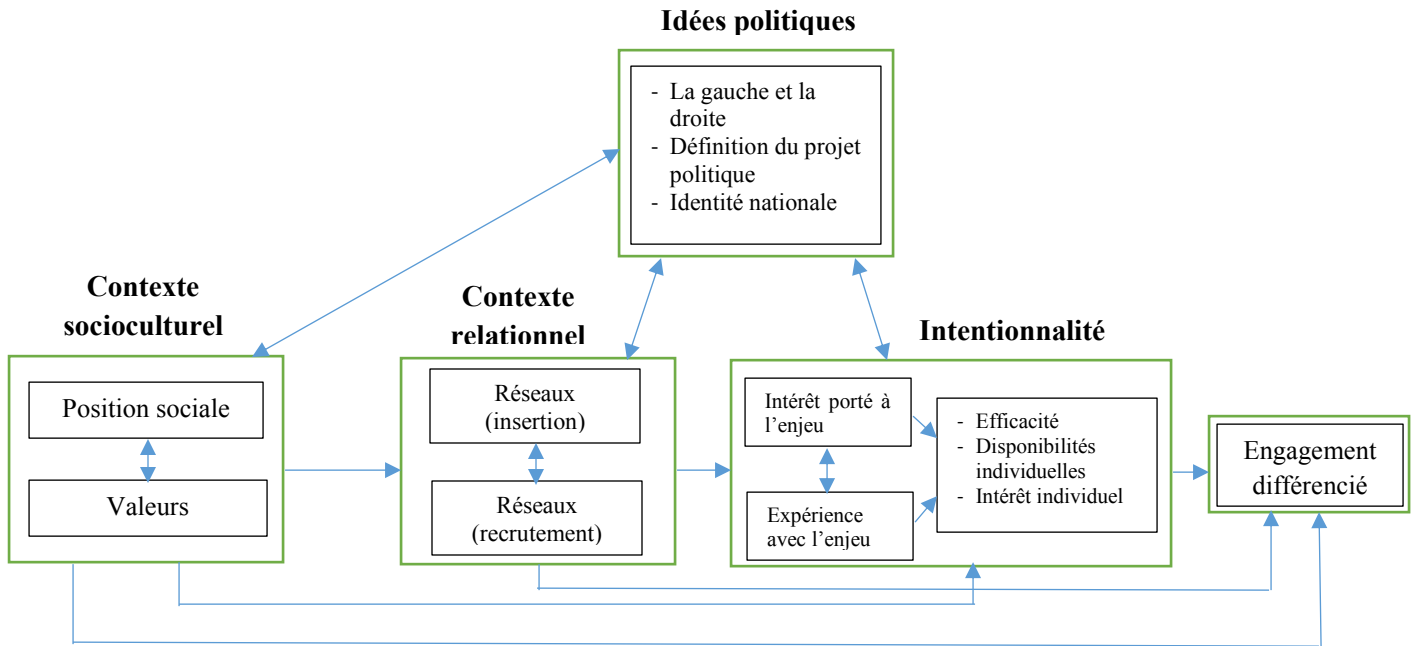
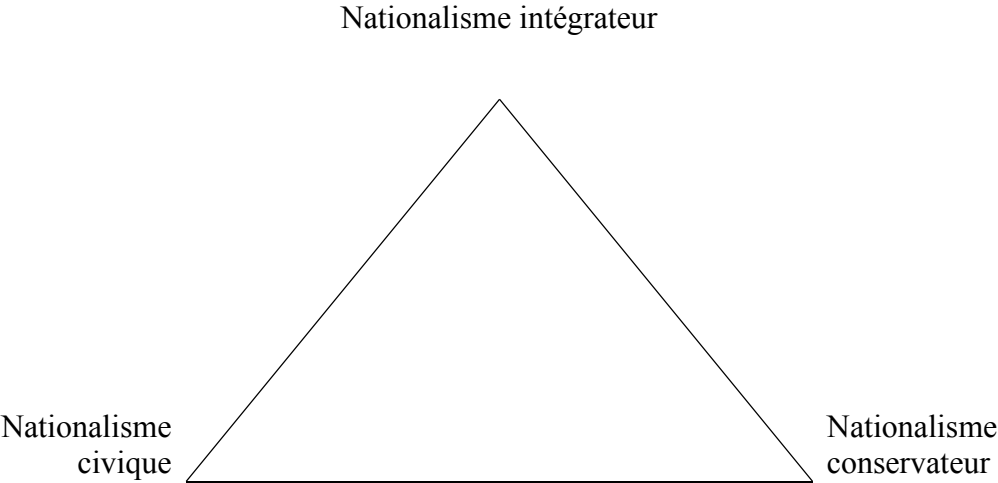


Figure 3 : *Construction de l'identité nationale chez les militant-e-s*



Tableaux

Tableau I : *Présentation des militant-e-s rencontré-e-s*

Nom	Date de la rencontre	Profil dominant/profil secondaire
Alexandra	20 janvier 2015	Indépendantiste
Judith	21 janvier 2015	Indépendantiste
Sophie	28 janvier 2015	Gauche pragmatique
Mathieu	29 janvier 2015	Indépendantiste
David	3 février 2015	Indépendantiste
Gabriel	11 février 2015	Indépendantiste
Stéphanie	11 mars 2015	Gauche pragmatique
Nicolas	12 mars 2015	Gauche pragmatique
Olivier	10 avril 2015	Nationaliste conservateur
Marc	22 avril 2015	Indépendantiste
Marc-André	5 mai 2015	Indépendantiste
Éric	11 mai 2015	Gauche pragmatique
Émilie	14 mai 2015	Gauche pragmatique/Indépendantiste

André	28 mai 2015	Nationaliste conservateur
Laurence	11 juin 2015	Indépendantiste/Nationaliste conservateur
Éliane	12 juin 2015	Gauche pragmatique

Tableau II : *Portée explicative des éléments du cadre théorique*

	Portée explicative élevée	Portée explicative moindre
Contexte socioculturel		X
Contexte relationnel	X	
Expériences concrètes avec l'enjeu	X	
Intérêt porté envers l'enjeu	X	
Efficacité collective	X	
Efficacité individuelle		X
Disponibilités individuelles		X
Intérêt individuel		X
Idées politiques	X	

Tableau III : *Caractéristiques des profils de militant-e-s*

Caractéristiques	Profils des militant-e-s au Parti québécois rencontré-e-s		
	Gauche pragmatique	Nationaliste conservateur	Indépendantiste
Rapport à l'axe gauche-droite	Les idées de gauche prédominent dans la réflexion.	L'axe gauche-droite n'est pas déterminant dans la réflexion.	Un Québec indépendant doit préférablement être de gauche. Ce n'est toutefois pas déterminant.
Rapport à la cause souverainiste	L'indépendance n'est pas une fin en soi.	L'indépendance est une fin en soi.	L'indépendance est une fin en soi.
Rapport à l'identité	Il ne faut plus miser sur l'identité dans le projet souverainiste.	Importance de l'histoire pour la compréhension de la société québécoise.	Ce n'est pas déterminant.
Sens de l'engagement	Mettre de l'avant un projet de société de gauche grâce à l'indépendance du Québec.	Conservation des attributs identitaires formant le noyau de l'identité québécoise.	Travailler à l'émancipation du peuple québécois.

Annexe 1 : grille d'entrevue

Les motifs de l'engagement au sein du Parti québécois :

- Pouvez-vous me raconter comment vous en êtes arrivé à vous impliquer au sein du Parti québécois? (au besoin, posez les questions de relance ci-dessous)
 - À quel moment cela s'est-il passé? Est-ce que c'est lié à un événement particulier?
 - Que faites-vous comme militant au sein du Parti québécois?
 - Qu'est-ce que vous préférez faire? Qu'est-ce que vous aimez le moins?
- Pour vous, qu'est-ce que ça signifie militer pour le PQ? (laissez parler le participant avant de poser les questions de relance)
 - Est-ce que vous militiez ailleurs avant? Et maintenant, avez-vous d'autres engagements?
 - Comment voyez-vous votre implication d'ici quelques mois ou années? Avez-vous déjà pensé arrêter de militer? Si oui, pourquoi?
- Comment voyez-vous la situation politique actuelle au Québec?
 - Quelles ont été vos impressions suite à la dernière élection provinciale d'avril 2014?
 - Pensez-vous que le PQ a des chances de prendre le pouvoir aux prochaines élections?
 - À votre avis, que devrait faire le PQ dans un futur proche?
 - Que représente le PQ pour vous sur la scène politique provinciale?
 - Que pensez-vous d'Option nationale? de Québec solidaire?
 - Que pensez-vous du Bloc québécois?
 - Que pensez-vous des groupes souverainistes non partisans? Quel est leur rôle par rapport au PQ?

Intérêt pour la question nationale :

- Diriez-vous que la question nationale occupe une place importante dans votre vie?
 - Comment cela se traduit-il? Au quotidien?
 - Avez-vous des amis pour qui c'est la même chose? Est-ce qu'ils sont avec vous au PQ? Est-ce qu'ils sont ailleurs?
 - Est-ce que c'est une source de dispute?
- À votre avis, d'où vient votre intérêt pour cette question?
 - Est-ce que c'est la même chose pour les jeunes de votre âge?
 - Pourquoi pour certains est-ce différent?
 - Est-ce que vous vous souvenez si on a abordé la question nationale à l'école? Dans quel cours? Comment?

- Et dans votre famille?

Rapport à la souveraineté :

- D'après vous, y a-t-il un mouvement souverainiste aujourd'hui?
 - Trouvez-vous que le mouvement souverainiste a changé depuis les années 1960? Comment?
 - Comment voyez-vous l'avenir du mouvement souverainiste?
 - Comment réagissez-vous face aux personnes qui disent que l'idée de la souveraineté est désuète, qu'il faut passer à autre chose?
 - Il y a des questions qui ont tendance à diviser la famille souverainiste : comment vous situez-vous par rapport à ces questions :
 - la relation entre le Québec et les différentes communautés autochtones sur le territoire (par rapport aux frontières du Québec comme pays)?
 - les autres communautés francophones au Canada?
 - la place et le rôle des immigrants?
 - les traitements préférentiels qui sont accordés aux étudiants français qui veulent étudier ici (sur le plan des frais de scolarité)?
 - l'exploitation des ressources gazières et pétrolières?
 - Dans un monde idéal, si tout était possible, comment imaginez-vous le Québec de demain ?

Questions plus générales par rapport à l'intérêt pour la politique :

- Depuis quand diriez-vous que vous êtes arrivé à la « conscience politique » ?
 - Pouvez-vous me raconter le moment ou la période où cela s'est passé?
 - À quoi reliez-vous cela?
- Y a-t-il certains événements politiques qui vous ont marqué? Pourquoi?
- Dans votre famille, est-ce qu'on parlait de politique?
 - Est-ce qu'on parlait de la question nationale dans votre famille?
 - Est-ce que vos parents militent/militaient ou s'impliquent/s'impliquaient en politique?
 - (Si l'information ne sort pas avant : Quelle est l'occupation (actuel et antérieur) de vos parents?)

Pour conclure : y a-t-il des éléments que vous voulez ajouter en lien avec le sens de votre engagement au PQ?

Si les informations ne sont pas sorties au courant de l'entrevue, demander l'âge, la formation, la profession et le rôle actuel au sein du parti de la personne.

Annexe 2 : certificat d'éthique



N° de certificat
CERAS-2014-15-181-D

Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences (CÉRAS), selon les procédures en vigueur, en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la Politique sur la recherche avec des êtres humains de l'Université de Montréal.

Projet	
Titre du projet	L'engagement des jeunes au sein du mouvement souverainiste québécois
Étudiant requérant	Simon-Pierre Coutu [redacted] Étudiant à la maîtrise, FAS-Département de science politique
Sous la direction de	Pascale Dufour, Professeure agrégée, FAS-Département de science politique

Financement	
Organisme	Non financé
Programme	
Titre de l'octroi si différent	
Numéro d'octroi	
Chercheur principal	
No de compte	

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche doit être communiqué au CÉRAS qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave doit être immédiatement signalé au CÉRAS.

Selon les règles universitaires en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé pour maintenir la validité de la présente approbation éthique, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi est disponible sur la page web du CÉRAS.

[redacted]
Martin Arguën, Président
Comité d'éthique de la recherche en arts et
en sciences
Université de Montréal

8 janvier 2015
Date de délivrance

31 août 2018
Date de fin de Validité

adresse postale
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

adresse civique
Pavillon Lionel-Groulx
3150, rue Jean-Brillant
Local C-9104
Montréal QC H3T 1N8

Téléphone : 514-343-7338
ceras@umontreal.ca
www.ceras.umontreal.ca

